

INSTITUT
KURDE
DE PARIS

Bulletin de liaison et d'information

N°437

AOUT 2021

*La publication de ce Bulletin bénéficie de subventions du
Gouvernement français et de la Mairie de Paris*

Ce bulletin paraît en français et anglais

Prix au numéro : France: 6 € — Etranger : 7,5 €

Abonnement annuel (12 numéros) France : 60 € — Etranger : 75 €

Périodique mensuel

Directeur de la publication : Mohamad HASSAN

Numéro de la Commission Paritaire : 659 13 A.S.

ISBN 0761 1285

INSTITUT KURDE, 106, rue La Fayette - 75010 PARIS

Tél. : 01- 48 24 64 64 - Fax : 01- 48 24 64 66

www.fikp.org

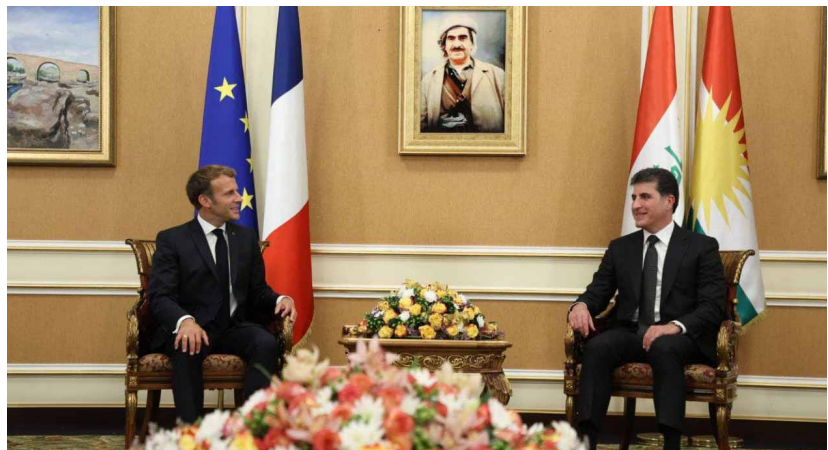
E-mail: bulletin@fikp.org

- VISITE DU PRÉSIDENT MACRON AU KURDISTAN
- ROJAVA: GUERRE D'USURE ET DE DESTABILISATION DE LA TURQUIE ET DE SES MERCENAIRES
- IRAK: FRAPPES TURQUES SUR UN SINDJAR DÉJÀ EN RUINES
- TURQUIE: INCAPABLE DE MAÎTRISER LES INCENDIES, L'ÉTAT DÉSIGNE LES KURDES COMME BOUCS ÉMISSAIRES
- IRAN: LE RÉGIME POURSUIT SA POLITIQUE D'ASSASSINATS À L'ÉTRANGER
- TROIS DISPARITIONS RÉCENTES

LE PRÉSIDENT MACRON AU KURDISTAN D'IRAK

Dans le cadre de son voyage en Irak, où il a coprésidé à Bagdad une conférence régionale co-organisée par les autorités irakiennes et la France qui réunissait notamment les pays voisins de l'Irak, le président de la République française s'est rendu, le 29 août, au Kurdistan irakien où il a été accueilli très chaleureusement.

Au cours de ses rencontres avec le président du Kurdistan, Nechirvan Barzani, son prédécesseur Massoud Barzani, le Premier ministre, la présidente du Parlement, il a souligné l'importance des liens historiques entre les peuples kurde et français. Ces liens se sont approfondis et renforcés dans le combat commun contre Daech où les combattants kurdes d'Irak et de Syrie ont joué un rôle décisif, a-t-il ajouté. «La France n'oublie pas ses amis et ne les abandonne jamais. Elle restera solidaire du peuple kurde et œuvrera pour la poursuite du dialogue entre Erbil et



Bagdad pour la stabilité et la souveraineté de l'Irak».

Les rencontres se sont déroulées dans un climat cordial et chaleureux.

C'est à partir d'Erbil que le président a pu se rendre à Mossoul pour y rencontrer les communautés chrétiennes et visiter le chantier de reconstruction, financé par les Emirats arabes unis, de la mosquée historique Nouri de la ville où le chef de Daech avait proclamé son «

califat islamique » et détruite par cette organisation djihadiste lors de la bataille de Mossoul.

Selon l'Elysée, le président Macron a pu également durant son séjour s'entretenir avec Nadia Mourad, Yézidie et Prix Nobel de la Paix 2018, qu'il avait déjà reçue à l'Elysée en octobre 2017 puis en octobre 2018. Les discussions ont porté sur la situation des communautés yézidiennes, notamment au Sindjar, et sur les droits des femmes.

ROJAVA: GUERRE D'USURE ET DE DESTABILISATION DE LA TURQUIE ET DE SES MERCENAIRES

Des agressions et exactions des militaires turcs ou de leurs supplétifs syriens se poursuivent au Rojava. Selon l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH), le 3 août au matin, des tirs de roquettes sur le village d'Al-Safawiya, à l'est d'Aïn-Issa, ont tué quatre membres d'une même famille, un homme et trois enfants, dont deux fillettes, tandis que la mère et une autre fille, blessées, étaient hospitalisées à Raqqa. Le village se trouve près de l'autoroute stratégique M4, que la Turquie cherche depuis octobre 2019 à contrôler pour empêcher les communications est-ouest à l'intérieur du territoire administré par l'AANES (*Rûdaw*). D'autres frappes sur le même secteur ont fait un blessé, et des affrontements au sol ont opposé les Conseils militaires de la ville chrétienne de Tal Tamer et de Manbij et les mercenaires syriens pro-turcs. La deuxième semaine d'août, de nouveaux tirs d'artillerie sur des villages proches de Tal Tamer ont blessé une femme, provoquant la colère des habitants. Ceux-ci reprochent aux militaires russes de ne pas jouer leur rôle de garant du cessez-le-feu conclu en octobre 2019... Dans un rapport récent, le Conseil militaire de Manbij estime que frappes aériennes et tirs d'artillerie turcs ont depuis 2016 fait 30 morts et au moins 67 blessés civils (WKI).

La semaine du 16, les mercenaires pro-turcs ont lancé de nouvelles attaques contre l'AANES. Le 17, des tirs sur Zagan (Abou Rasain) ont tué une femme et en ont blessé seize autres. Le 19, une frappe aérienne sur une position des Forces démocratiques syriennes (FDS) à Tal Tamer a tué quatre combattants, dont une femme, et entre Qamishli et Hasaké, une frappe de drone turc a tué dans sa voiture un officier des

Unités de défense du peuple (YPG). D'autres attaques ont visé Kobanê le 21 et les environs de Manbij le 22. Le Conseil démocratique syrien (CDS, l'organe représentatif du Rojava) a dénoncé dans un communiqué l'inaction de la Russie et de la coalition anti-Daech face aux incessantes attaques turques: «Le CDS tient le gouvernement de la Fédération de Russie pour responsable des attaques turques. Nous appelons également la coalition dirigée par les États-Unis à clarifier sa position sur les hostilités turques et la communauté internationale à condamner les attaques turques». La dernière semaine d'août, de nouvelles frappes ont atteint plusieurs bourgs chrétiens à l'ouest de Tal Tamer, des villages près d'Aïn Issa, et des zones de réinstallation de déplacés kurdes d'Afrin, près de Tal Rifaat et de Shahba (WKI).

Les garde-frontière turcs continuent aussi leurs exactions contre les réfugiés kurdes syriens tentant d'entrer en Turquie: dans la nuit du 7 au 8 près de Qamishli, un adolescent de 14 ans et un homme de 34 ans ont ainsi été arrêtés puis torturés, et un enfant de 11 ans et une femme de 25 ans auraient été violés... Les victimes, sauvagement battues avant d'être renvoyées côté syrien par-dessus le mur frontalier, haut de plusieurs mètres, ont livré leur témoignage à l'agence du Rojava *Hawar News* (ANHA).

Les différentes factions pro-turques continuent aussi à s'affronter pour leur part du pillage, comme à Afrin *Ahrar as-Sharqiya*. Le département d'État américain a d'ailleurs sanctionné le 28 juillet ce groupe pour ses «nombreux crimes contre des civils, en particulier des Kurdes syriens», mentionnant «homicides, enlèvements, actes de torture et confiscations», et accuse aussi le groupe

d'avoir intégré d'anciens membres de Daech (WKI).

Le 11, des membres de la «Brigade Nouredine Zengî» ont enlevé un villageois près de Jendires, prétextant son appartenance à un parti kurde; le 12, treize autres civils, dont dix du village de Kartalak Kabîr, ont été enlevés contre rançon par des combattants de la «Brigade Sultan Mourad» formée pour l'essentiel de Turkmènes syriens et de Loups gris turcs. Il ne s'agit que de quelques-uns des enlèvements rapportés récemment. Dans Afrin même, des affrontements ont éclaté entre la «police militaire» mise en place par les Turcs et le *Jahbat al-Shamia*... La «Brigade Sultan Mourad» a mis plusieurs villages sous un couvre-feu total allant jusqu'à dix jours (OSDH). À Qartalaq, le couvre-feu a duré quatre jours: les miliciens se seraient ainsi vengés d'habitants ayant réussi à récupérer leurs biens confisqués en se plaignant aux forces turques... Les villages de Mash'alah et Matnali, dans le district de Sharran, ont aussi été isolés. À Qartalaq, 29 civils, dont plusieurs femmes, ont été «arrêtés», et ont témoigné avoir subi tortures et «traitements inhumains et dégradants» (OSDH). À Mabata, les mercenaires pro-turcs ont également assassiné un Kurde d'Afrin nommé Rithwan Abdul Rahim, qui voulait récupérer son oliveraie.

Concernant le pillage organisé par l'État turc et ses mercenaires islamistes, le journaliste Maxime Azadi a mené une longue enquête sur les circuits de vente sur le marché mondial de l'huile d'olive d'Afrin. Ses conclusions sont accablantes. Avant l'invasion turque, la montagne d'Afrin comptait au moins 18 millions d'oliviers. «Selon les économistes [note l'auteur], la production d'huile d'olive en 2018 à Afrin était d'environ 50.000 tonnes et était esti-

mée à 130 millions d'euros. Les mercenaires syriens pro-turcs auraient donc récolté comme prix de leurs services un butin dépassant les 90 millions d'euros». Les biens kurdes pillés, l'huile d'olive, mais aussi le savon «d'Alep» et encore d'autres produits, sont vendus dans toute l'Europe, mais aussi au Canada et aux États-Unis. En Europe, après l'Espagne, c'est l'Allemagne qui est maintenant le centre du trafic. L'huile volée passe d'abord en Turquie, d'où elle est très officiellement exportée vers l'Allemagne et d'autres pays européens, dont la France et le Danemark, par l'autorité turque de normalisation TSE. En Allemagne, l'entrepôt principal se trouve à Magdebourg. Il est difficile d'estimer la quantité réelle de biens pillés ainsi écoulés, car si certains annoncent ouvertement l'origine «Syrie» ou même «Afrin-Alep», d'autres affichent une pseudo-origine turque. Tous les produits à base d'olives provenant de Turquie sont donc suspects. Par ailleurs, en termes de droit international, l'incapacité des États européens à empêcher ces importations de biens pillés les rend complices des crimes commis à Afrin et complices de financement du terrorisme, puisque les revenus des ventes reviennent aux pilliers.

Par ailleurs, les résidents du Rojava continuent à souffrir d'une sécheresse record, qui après une décennie de guerre, menace leur survie même. Le débit de l'Euphrate a baissé de moitié, menaçant la production d'électricité: encore 10 cm de baisse et les turbines du barrage de Tichrine s'arrêteront. Selon le directeur de la Direction de l'énergie de l'AANES, Welat Darwich, la production électrique a déjà chuté de 70% durant l'année écoulée, et les agriculteurs subissent quotidiennement jusqu'à 19 h de coupures... Organisations internationales, analystes et ingénieurs, tous alertent sur une catastrophe humanitaire imminente. La Turquie dément pourtant utiliser l'eau comme arme en la retenant,

assurant être elle-même confrontée à une sécheresse historique... Il est vrai que pour Ankara, qui contrôle depuis 2019 la station de pompage d'Allouk, il est plus facile de couper le robinet à cet endroit. Les Turcs ne s'en sont d'ailleurs pas privés: depuis cette date, Allouk, qui alimente près d'un demi-million d'habitants, a été selon l'ONU coupé pas moins de 24 fois (AFP).

Concernant les relations avec le régime, toujours tendues sur le terrain, une nouvelle passe d'armes diplomatique s'est produite avec Damas après que l'AANES a ouvert le 9 une représentation à Genève. Cette ouverture est quelque peu paradoxale dans la mesure où l'Administration autonome demeure toujours exclue par le veto turc des discussions sur l'avenir de la Syrie qui se tiennent dans cette ville sous l'égide des Nations Unies. Le vice-président de l'AANES, Badran Chia Kurd, a déclaré que ce bureau visait à «développer les relations [...] avec le gouvernement et le peuple suisses». Sans surprise, quelques heures à peine après l'annonce de l'ouverture, le ministère turc des Affaires étrangères a convoqué le chargé d'affaires suisse en Turquie. Puis le 24, la Syrie a à son tour officiellement «condamné» l'ouverture de ce bureau «illégal» et transmis aux autorités suisses un mémorandum les appelant à reconsidérer leur décision d'autoriser l'ouverture: «l'ouverture de la soi-disant Représentation de l'AANES auprès de la Confédération helvétique [...] viole les obligations de celle-ci par rapport au droit international et à la Charte des Nations Unies concernant les principes de non-ingérence dans les affaires des autres pays et le respect de leur souveraineté et de leur indépendance» (SANA). Le représentant de l'AANES à Genève, Hikmat Ibrahim, a réagi en «regretant» ces déclarations: «C'est cette mentalité d'exclusion qui a mis le pays dans sa situation actuelle» (North Press Agency). Pourtant, le 14, le président syrien avait, pour la pre-

mière fois depuis le début de la révolution en 2011, mentionné en termes positifs la décentralisation du pays. Lors de la prestation de serment de son nouveau gouvernement, Bachar al-Assad avait en effet déclaré que «la décentralisation permet d'atteindre un développement équilibré entre les différentes régions syriennes». Mais il reste que, malgré la médiation russe, les discussions entre l'AANES et Damas n'ont jusqu'à présent permis de réaliser aucun progrès significatif.

Par ailleurs les FDS ont poursuivi tout ce mois leur lutte contre Daech, annonçant en début de mois la capture de deux djihadistes près de Shaddadi. Daech a adopté en Syrie la même stratégie qu'en Irak voisin, s'en prenant aux lignes électriques pour susciter le désordre; des attaques ont notamment visé plusieurs pylônes près du camp d'Al-Hol... Le 7, quatre enfants ont été blessés par une bombe artisanale près de Kobané. Mi-août, les FDS ont annoncé l'arrestation de 36 djihadistes dans les gouvernorats de Raqqa et de Deir Ezzor, dont «trois terroristes soupçonnés de collaborer avec les forces turques». Des armes, des munitions et des explosifs ont également été saisis lors de raids antiterroristes soutenus par les États-Unis. La dernière semaine du mois, 20 autres djihadistes ont été appréhendés à Abou Khashab et Diban (Deir Ezzor). Mais la dangerosité de l'organisation demeure élevée: le 29 deux membres des FDS ont été tués dans une embuscade près de Jedîd Ekedat et trois autres blessés (WKI).

Sur le plan des relations avec les États-Unis, devant le retrait américain d'Afghanistan et l'effondrement chaotique face aux Talibans qui s'en est suivi, les FDS ont exprimé de l'inquiétude, d'autant qu'elles ont déjà subi un soudain retrait américain en septembre 2019, qui avait ouvert la voie à l'invasion turque, et le laisser-faire américain devant l'invasion turque d'Afrin en 2018... L'administration Biden a cherché

après son arrivée à rassurer ses alliés sur le terrain. Le général Kenneth F. McKenzie, chef du *Central Command* américain, et le secrétaire d'État adjoint par intérim pour les affaires du Proche-Orient Joey Hood, ont été dépêchés sur place. Le 1^{er} août, le commandant de la force opérationnelle interarmées américaine *Inherent Resolve*, le lieutenant-général

Paul T. Calvert, a assisté à la conférence annuelle des Conseils militaires des FDS. Remerciant les FDS pour leur contribution à la lutte contre Daech, il a assuré qu'il continuerait à les soutenir et à maintenir l'action conjointe avec celles-ci jusqu'à ce que les cellules de Daesh soient éliminées (*SDF Press*). Côté FDS, le commandant en chef

Mazloum Kobanê s'est montré prudemment optimiste. Décrivant une certaine amélioration des relations avec Washington au cours des sept mois qui ont suivi l'entrée en fonction du président Biden, il a déclaré qu'il s'attendait à ce qu'une stabilité relative prévale dans le Nord-Est de la Syrie «si l'Amérique tient ses promesses». C'est bien la question.

IRAK : FRAPPES TURQUES SUR UN SINDJAR DÉJÀ EN RUINES

L'armée turque a poursuivi en août ses frappes aériennes et ses opérations au sol au Kurdistan d'Irak. Elle justifie toujours sa présence militaire par sa lutte contre le PKK, mais celle-ci, par sa permanence, son ampleur et sa violence, évoque de plus en plus une véritable invasion. De plus, les militaires d'Ankara continuent à faire montre de leur mépris habituel pour la protection des vies civiles sur leurs théâtres d'opération. D'ores et déjà, des dizaines de civils ont été tués et des milliers d'autres provenant de centaines de villages ont dû fuir leur demeure. Le gouverneur adjoint de la province de Dohouk a estimé début août que les incendies provoqués par les frappes aériennes et les tirs d'artillerie turcs avaient détruit 3.000 hectares et fait 20 millions de dollars de dégâts.

En début de mois, les frappes turques ont touché les Monts Qandil, le Bradost, et les alentours de Zakho. Avions militaires ou drones ont ensuite visé Shiladze et Kani Masi (Dohouk). À Kista, les militaires ont interdit aux habitants sous peine d'exécution de réparer les dommages causés aux infrastructures électriques par leurs frappes. Les Turcs ont aussi connu des pertes. Le 12, un soldat a été tué par des tirs de mortier sur l'une des nombreuses bases installées sur le territoire irakien. Ankara a annoncé avoir riposté et avoir «neutralisé trois terroristes». Le lendemain, un civil kurde, père

de sept enfants, a été tué par des tirs turcs dans sa ferme près de Kani Masi, tandis que d'autres frappes provoquaient des feux de forêt dans les environs du village de Hiror et du Mont Metin (*WKI*). Le 16, trois soldats turcs ont été tués et un blessé par une bombe artisanale, et un autre est mort dans des combats au sol avec le PKK (*AFP*). La semaine suivante, deux touristes de Mossoul ont été tués près de Batifa (Dohouk). Les frappes turques se sont poursuivies jusqu'à la fin du mois, notamment dans la région d'Amêdî (Dohouk), et sur le camp de réfugiés de Makhmour.

Les frappes turques ont particulièrement visé la région yézidie de Sindjar (Shengal), considérée par la Turquie quasiment comme un «second Qandîl» (en référence au QG montagnard du PKK). Sont particulièrement visés les membres des «Unités de protection du Sindjar» (YPŞ), une milice d'autodéfense yézidie formée après l'attaque de Daech par des habitants du district avec l'assistance du PKK et du PYD, depuis intégrée au système des milices du *Hashd al-Shaabi* (Unités de mobilisation populaire), dépendant du gouvernement irakien. D'autres Yézidis ont préféré former des brigades de peshmerga dépendant du Gouvernement régional du Kurdistan. Au travers de ces deux structures concurrentes, Bagdad et Erbil se disputent en fait l'administration du district, qui officiellement revient à Bagdad. Sept ans après le

génocide perpétré par Daech, alors que le sort de 3.000 Yézidis, principalement des femmes, demeure inconnu, reconstruction et réinstallation des Yézidis déplacés sont au point mort. Sur 400.000 habitants avant 2014, 180.000 sont toujours déplacés, et ceux qui tentent de revenir doivent souvent repartir rapidement en raison du danger et de l'absence de services de base, au point qu'on parle maintenant d'une «seconde vague» de déplacement... Le 1^{er} mars dernier, une loi a été votée au parlement irakien pour indemniser les femmes yézidies enlevées par les djihadistes, mais sans aucun budget (*Le Figaro*). En octobre dernier, les deux gouvernements ont signé sous les auspices de l'UNAMI (mission de l'ONU en Irak) un accord selon lequel peshmergas et forces irakiennes doivent se retirer de la ville, dont la sécurité serait alors assurée par une force de police recrutée localement. Les autres forces et milices armées devraient alors quitter le district. À ce jour, il n'a pas été appliqué.

Les incessantes frappes turques ne font évidemment rien pour améliorer la situation. Le 16, un tir de drone sur un véhicule des YPŞ a tué un commandant et son neveu et blessé trois civils (*WKI*). L'AFP pour sa part a annoncé la mort de trois combattants YPŞ dont un commandant de brigade. Le lendemain, trois autres frappes de drones sur une clinique de la ville ont totalement détruit celle-ci et tué au moins huit per-

sonnes: quatre membres des YPS, un médecin et trois infirmières. Le 18, le Conseil irakien de sécurité nationale, présidé par le Premier ministre Moustafa al-Kadhimi, a «condamné les actions militaires unilatérales qui violent les principes de bon voisinage» (AFP). Le département d'État américain a pour sa part réagi sur Twitter en réaffirmant son «point de vue selon lequel l'action militaire en Irak doit respecter la souveraineté irakienne».

Le 21, le Président turc a démenti que la cible du raid ait été une clinique, présentant l'endroit comme «un lieu d'hébergement de l'organisation terroriste» (AFP). Cette déclaration a été démentie par les Yézidis, tandis que le commandant irakien des opérations à l'ouest de Ninive niait avoir laissé retourner à Sindjar des membres du PKK, comme le déclaraient les Turcs. La représentante spéciale du Secrétaire général des Nations unies pour l'UNAMI, Jeanine Hennis-Plasschaert, a appelé à la mise en œuvre de l'accord Bagdad-Erbil sur le Sindjar, rejoignant dans cette demande les responsables kurdes. Dans un rapport publié début août, le Centre international pour l'étude de l'extrémisme violent (ICSVE, *International Center for the Study of Violent Extremism*) (<https://www.icsve.org/>) a dénoncé une agression turque qui se poursuit sans interruption depuis avril 2017 dans le silence de la communauté internationale, et appelé à un contrôle international sur les activités turques, martelant que «sept ans après un génocide dévastateur, les Yézidis ont le droit de se reconstruire sans craindre la mort venue du ciel».

Dans les territoires disputés, les djihadistes de Daech ont poursuivi leurs attaques et en particulier leurs sabotages du réseau électrique. Il s'agit de générer le mécontentement parmi la population en la privant d'énergie durant les mois les plus chauds de l'année, tout en attirant les forces de sécurité dans des

embuscades meurtrières. Le 4 août, le ministère de l'Électricité a indiqué qu'en 48 heures, Daech avait fait exploser 13 pylônes électriques assurant le transport de l'électricité entre Kirkouk, Mossoul et Tikrit. Depuis mai, les terroristes de Daech ont détruit plus de 160 pylônes électriques... (WKI)

Une lueur d'espoir pour l'amélioration de la sécurité est venue lorsque le 5, le général Tala'at Abulkhaliq, représentant le ministère des Peshmergas au Commandement conjoint établi entre Bagdad et Erbil, a annoncé le prochain retour de deux divisions dans les territoires disputés où elles opéreraient en coordination avec les militaires irakiens. Il reste à voir si cette décision sera concrètement mise en œuvre. Le 18 à Kirkouk, le Front Turkmène soutenu par Ankara a rejeté cet accord et appelé Bagdad à conserver la main sur la sécurité dans la province. Pourtant, depuis le retrait des peshmergas en 2017, la sécurité n'a cessé de se détériorer... En milieu de mois, Bagdad et Erbil ont enfin finalisé un accord prévoyant la formation de deux brigades conjointes pour assurer la sécurité dans les territoires disputés. Le ministère irakien de la Défense a indiqué qu'il allait demander l'approbation de leur budget au Premier ministre (WKI).

Outre les embuscades, Daech a également fait exploser des bombes artisanales, comme le 6 dans un marché de Kirkouk, heureusement sans faire de victimes. Les djihadistes ont aussi fait sauter un oléoduc le 5 à Sargaran. Le 8, ils ont enlevé trois ouvriers qui creusaient des puits près d'Al-Zab. L'un a été décapité, les autres relâchés... La nuit du 16, Daech a lancé trois attaques simultanées contre la police fédérale, à Zab et à Daqouq, tuant trois policiers et blessant un militaire. Le 17, des tirs non revendiqués sur une cérémonie de deuil de Mouharram ont fait un mort et deux blessés à Kirkouk, une attaque qui porte la marque de la

haine anti-chiite de Daech. Enfin, le 30, une bombe artisanale a visé le chantier de construction d'un pont à Sohail (Daqouq), tuant un ouvrier et faisant dix blessés, dont huit policiers postés en protection.

La région de Khanaqin, près de la frontière iranienne, a également subi de nombreuses attaques: contre des militaires (quatre tués le 4), contre des pylônes électriques etc. Cependant, l'Antiterrorisme irakien a annoncé avoir éliminé un leader djihadiste le 4 près des Monts Hamrin, et à Germyan, un tribunal a prononcé le 19 la condamnation à mort d'un djihadiste venu d'Ouzbékistan, responsable d'un attentat de 2014 qui avait fait quatre morts à Qaratapa. Le maire de Khanaqin, Bawer Azad Ali, a indiqué le 12 que les habitants terrorisés continuaient à fuir la région, et qu'entre Khanaqin, Jalawla et Qaratapa, 17 villages avaient maintenant été abandonnés... D'autres attaques ont visé Touz Khourmatou, où le 17, les peshmergas et l'armée irakienne ont pour la première fois mené une opération conjointe qui a permis de découvrir et de détruire un tunnel et des caches d'armes et d'uniformes.

Près de Makhmour, les djihadistes ont installé le 7 un faux point de contrôle sur la route d'Erbil, où ils ont enlevé cinq voyageurs et en ont blessé trois autres. Ils ont commis d'autres enlèvements dans le secteur, notamment un berger kurde le 9, mais aussi des membres des tribus arabes Shammar et Jabour... Ils ont réclamé des rançons allant jusqu'à 400.000 dollars pour leurs prisonniers, qu'ils ont entraînés vers les Monts Qarachokh, devenus leur sanctuaire. En fin de mois, ils avaient libéré trois de leurs prisonniers contre une somme de 100.000 dollars pour chacun.

Dans les territoires disputés, qui suivent le calendrier électoral irakien, avec des élections législatives anticipées prévues le 10 octobre prochain,

la question du corps électoral est très sensible. Si les Kurdes fuient l'insécurité causée par les attaques djihadistes, ils sont également confrontés à l'hostilité des milices chiites pro-iraniennes et à la reprise de la politique d'arabisation telle qu'elle avait été instaurée par le régime ba'athiste. Le 12, le ministère irakien de l'Éducation a annoncé l'embauche de 10.655 enseignants pour Kirkouk, dont seulement 8% de Kurdes... À Khanaqin, trois partis chiites pro-iraniens ont manifesté le 12 devant la mairie pour exprimer leur refus du retour des peshmergas. Le 26, l'Organisation des droits humains de Khanaqin a estimé que depuis le 16 octobre 2017, date de reprise de contrôle de Bagdad sur la province, en raison des attaques de Daech mais aussi de la relance du processus d'arabisation après cette date,

4.230 familles kurdes avaient quitté Khanaqin et les villages environnants (WKI). À Kirkouk, la coalition arabe et le Front turkmène ont manifesté à plusieurs reprises devant le siège de la Commission électorale pour contester sa direction et l'accuser d'avoir abusivement annulé 50.000 cartes électorales. Pourtant, nombreux sont les Kurdes qui n'ont pu récupérer la leur, comme à Touz Khourmatou: ils ont dû quitter leur demeure depuis 2017.

Le 19, après quatre ans d'absence de Kirkouk, le PDK a annoncé son retour dans la province et sa participation aux législatives. Le candidat du parti, Shakhawan Abdullah, a déclaré que celui-ci ne rouvrirait pas son ancien QG de Kirkouk, toujours occupé par les forces irakiennes, mais qu'il ouvrirait deux bureaux de

campagne à Kirkouk, un à Touz Khourmatou et deux à Khanaqin. Cependant, on a appris le 24 que les milices chiites tout comme l'armée irakienne devraient abandonner les anciens locaux du PDK où ils s'étaient installés. En fin de mois, l'armée irakienne a mené plusieurs raids sur les domiciles de Kurdes de la ville en préparation semble-t-il du déplacement de son QG près du quartier kurde.

Tout comme dans la Syrie voisine, le retrait américain d'Afghanistan et ses conséquences désastreuses ont provoqué l'inquiétude des Kurdes. Pour tenter d'apaiser celle-ci, le Consul américain Robert Palladino a tenu une conférence de presse à Erbil le 31, durant laquelle il a assuré que les Américains étaient en Irak «à long terme».

TURQUIE : INCAPABLE DE MAÎTRISER LES INCENDIES, L'ÉTAT DÉSIGNE LES KURDES COMME BOUCS ÉMISSAIRES

Début août, de graves incendies ont dévasté la côte méditerranéenne de la Turquie. Températures caniculaires, grande sécheresse des sols et forts vents: en moins d'une semaine, près de 130 feux s'étaient déclarés à la fin du mois précédent. Une grande partie d'entre eux ont pu être éteints, mais le gouvernement ayant tardé à réagir, les plus graves d'entre eux se sont rapidement étendus. Le 5, des milliers de pompiers, policiers, soldats, villageois luttèrent toujours contre 17 incendies, une centrale thermique était menacée, et il a finalement fallu faire évacuer la station balnéaire d'Oren par la marine. Le gouvernement a été critiqué pour sa lenteur à réagir. Accusé d'impréparation, le président turc a réagi à son habitude en s'en prenant à l'opposition, accusée en retour de pratiquer la «terreur du mensonge». Il n'a pas hésité à rejeter la faute sur les municipalités sinistrées, dont beaucoup sont aux mains de l'opposition CHP. Les

maires visés n'ont pourtant jamais été invités à participer aux réunions de coordination organisées par le gouvernement, et certains avaient demandé en vain pendant une semaine le déploiement d'avions bombardiers d'eau. M. Erdoğan a d'ailleurs bien dû admettre que la Turquie n'avait pas de bombardiers d'eau en état de fonctionner, un aveu à la suite duquel 2,5 millions d'internautes turcs ont réclamé sur *Twitter* sous le hashtag #*helpturkey* une intervention aérienne étrangère. Le pouvoir n'a pas tardé à lancer la répression contre ces citoyens exaspérés: le procureur général d'Ankara a ouvert une enquête contre ceux qui selon lui avaient tenté de susciter «l'anxiété, la peur, la panique» parmi la population et surtout avaient «humilié» l'État turc et le gouvernement! Il a pourtant bien fallu faire appel à l'aide étrangère, et des avions sont venus d'Azerbaïdjan, de Croatie, d'Espagne, de Russie et d'Ukraine...

Un bouc émissaire commode a été rapidement trouvé: le parti de guérilla kurde PKK. M. Erdoğan a lui-même annoncé le 4 l'interpellation de suspects dont les familles étaient «affiliées au PKK». Les journaux pro-AKP ont même accusé les États-Unis (alliés bien connus du PKK...) d'être derrière les incendies, tandis que d'autres, comme l'amiral ultranationaliste Cihat Yayci, dénonçaient un complot grec! De nombreux *tweets* avec le hashtag #*PKKyakiyor* («C'est le PKK qui met le feu») ont inondé les réseaux sociaux.

Ces messages haineux ont attisé la paranoïa générale et ont encouragé un racisme antikurde déjà exacerbé. Rappelons que le 30 juillet déjà, sept membres d'une même famille kurde avaient été assassinés dans leur maison de Meram (Konya). La famille, installée à Konya depuis plus de vingt ans, avait été menacée le 12 mai par ses voisins ultranationalistes, qui s'étaient eux-mêmes dési-

gnés comme des Loups gris (*Ulkuçular*, «idéalistes»). Ils étaient passés en procès le 12 juillet, mais cela n'a en rien empêché l'assassinat, soigneusement planifié sur *Whatsapp*... Deux jours après le massacre, le soir du 1^{er} août, près de 300 fascistes ont attaqué à Elmalı (Antalya) une famille de saisonniers kurdes; 16 personnes, dont des enfants, ont dû quitter le village sous la protection des gendarmes, qui selon un proche résidant à Izmir leur ont déclaré: «Nous ne pouvons rien faire. Quittez cet endroit pour votre sécurité» (*Le Monde*). Des groupes armés se sont mis à contrôler les véhicules immatriculés hors des provinces touchées par les incendies. Certains Kurdes habitant près des zones touchées ont échappé de justesse au lynchage, notamment à Manavgat et Aydın. Le 4, le jour même où était arrêté l'assassin présumé de Konya, Mehmet Altun, un groupe d'ultranationalistes a bloqué à Aydın une voiture transportant trois Kurdes, les a accusés d'avoir mis le feu à la forêt et à commencé à les frapper à coups de pioches. Arrivée sur les lieux, la gendarmerie a arrêté les trois passagers victimes du lynchage. À Antalya, des bandes fascistes ont attaqué des Kurdes et leurs maisons. À Çorum, un autre groupe de fascistes turcs a attaqué et blessé cinq travailleurs agricoles kurdes. Par ailleurs, plusieurs Kurdes qui avaient manifesté pour protester contre le massacre de la famille kurde de Konya ont été arrêtés et inculpés! Les réfugiés syriens ont également subi des attaques. À Ankara, une foule de plus de cent personnes a attaqué des Syriens et des commerces qu'ils tiennent. Ces violences auraient été déclenchées après qu'un jeune Turc ait été poignardé à mort lors d'une bagarre entre adolescents turcs et syriens... (*WKI*)

Les catastrophes naturelles ne se sont pas limitées aux incendies des côtes égéennes. Fin juillet et début août, des pluies diluviennes sur l'Est du pays, des côtes de la Mer

Noire à la frontière sud, ont provoqué d'importantes inondations et des torrents de boue qui ont fait 77 morts; mi-août 47 personnes étaient toujours portées disparues. Dans les villages des districts de Başkale, Özalp, Erciş, Çaldıran et Gürpınar (Van), 400 maisons et des centaines de kilomètres carrés de terres agricoles ont été noyées, et un millier d'animaux ont péri. Les villageois, faute d'aide de l'État, ont dû en grande partie se débrouiller par eux-mêmes. Contrairement à la ville de Rize, sur la Mer Noire, déclarée zone sinistrée après l'inondation du 23 juillet, la ville kurde de Van a été abandonnée à son sort par les autorités. Les villageois ont dénoncé cette inaction ainsi que l'absence de travaux de protection depuis des années. Le parti «prokurde» HDP a demandé une enquête parlementaire à ce propos, les députés du HDP blâmant des «politiques qui ont détruit l'équilibre environnemental et écologique». Certains résidents ont aussi rappelé l'absence d'aide de l'État après le tremblement de terre de 2011, qui avait obligé de nombreux habitants à quitter Van...

À partir de la mi-août enfin, de nombreux incendies de forêt ont frappé la province de Dersim. Le leader kurde emprisonné Selahattin Demirtaş a depuis sa cellule dénoncé l'incapacité du gouvernement à y mettre fin, faisant porter le soupçon sur les causes de son inaction, déclarant: «La plupart des forêts de cette région sont délibérément incendiées et personne n'est autorisé à intervenir. Il s'agit d'une politique délibérée et officielle qui dure depuis des décennies» (*WKI*). *RojInfo* a rapporté pour sa part que ces incendies, qui avaient démarré le 17 près de Hozat avant de se propager vers Ovacik, étaient dus aux opérations de l'armée turque et que les autorités avaient empêché les habitants et les ONG de lut-

ter contre le sinistre! D'autres incendies, démarrés le 29 près de Yayladere (Bingöl), n'étaient toujours pas maîtrisés le 31. Les hélicoptères étant partis avant que les flammes ne soient éteintes, les villageois ont continué la lutte par leurs propres moyens. Des incendies ont aussi frappé la région de Şırnak, et un autre a démarré le 30 à Bitlis. À Besta, un incendie provoqué le 29 par le bombardement d'un hélicoptère militaire a heureusement fini par s'éteindre de lui-même (*RojInfo*).

Parallèlement, le pouvoir a poursuivi sa répression du HDP. La deuxième semaine d'août, plus de cent Kurdes ont été arrêtés à Diyarbakir, Van, Mardin, Batman et Adana. Parmi elles, la co-présidente du HDP de Muş, Belma Nergiz, accusée d'avoir publié sur les médias sociaux des messages critiquant le gouvernement. Les personnes incarcérées ont été accusées de «propagande pour» et «agissements au nom d'une organisation terroriste». La semaine suivante, de nouvelles charges ont été invoquées contre l'ex-députée déjà emprisonnée Leyla Guven. *Jin News* a révélé qu'une nouvelle procédure avait été lancée contre Guven, déjà condamnée à 22 ans de prison, et huit de ses codétenues, pour avoir chanté des chants révolutionnaires kurdes, décrits par l'administration pénitentiaire comme une «langue incompréhensible». En fin de mois, l'ancien maire kurde de Şırnak, Serhat Kadirhan, a été arrêté pour «appartenance à une organisation terroriste». Il risque 22 ans de prison (*WKI*).

Face à la menace de fermeture qui pèse toujours sur lui, HDP n'est pas resté inactif. Il a lancé ce mois-ci une série de nouvelles réunions publiques et de nouveaux slogans visant à empêcher le gouvernement turc d'imposer la fermeture du parti. Dans le cadre de cette campagne, la co-présidente du

HDP Pervin Buldan a participé en début de mois à un meeting à Yüksekova (Hakkari), durant lequel elle s'est adressée à la foule rassemblée. La semaine suivante, le co-président Mithat Sancar a à son tour pris la parole à Şırnak dans une réunion publique du même type, déclarant: «Soit nous ouvrons la voie à la démocratie, à la paix, à la justice, à la liberté, soit cet ordre sinistre continuera à dominer pour un certain temps...». Des milliers de partisans du HDP ont participé à un autre rassemblement à Siirt, organisé sous le slogan «L'heure de la liberté». La dernière semaine d'août, de nouveaux meetings du HDP ont pris place, et aussi une rencontre entre HDP et plusieurs ONGs à Gaziantep.

Sauf retard supplémentaire, la Cour constitutionnelle de Turquie devrait se prononcer sur la procé-

ture de fermeture d'ici fin septembre. Le HDP lui a demandé un délai supplémentaire pour préparer sa défense, une requête à laquelle la Cour pourrait répondre début septembre.

Par ailleurs, le pouvoir resserre toujours plus son emprise sur les médias. Alors qu'un projet de loi vise à criminaliser le financement étranger des médias, le 11, le RTÜK (Conseil supérieur de la radio-télévision) en a condamné plusieurs à des amendes pour «manquement à l'éthique». La chaîne Fox-TV a été sanctionnée parce qu'un de ses journalistes avait qualifié les récents incendies de «cauchemar». Des photographes de presse couvrant ces incendies, des manifestations d'opposition ou des événements LGBT (un photographe de l'AFP) ont aussi été intimidés de manière très inquiétante, parfois physique-

ment, se sont vus confisquer leur matériel ou effacer leurs photos. Inversement les journalistes proches du pouvoir ne sont pas inquiétés, même quand ils appellent à la haine ou publient des *fake news*, comme le quotidien pro-AKP *Sabah*, qui a publié le 2 août une interview bidon du candidat conservateur allemand Armin Laschet où celui-ci déclarait son «amour immodéré» pour la Turquie! (*Le Monde*). La censure frappe aussi le web. Selon l'Association pour la liberté d'expression (IFÖD), qui a publié le 16 son rapport annuel sous le titre «*Fahrenheit 5651*», en 14 ans, soit depuis le vote de la loi régulant internet en 2007, et jusqu'à fin 2020, la Turquie a bloqué 467.011 sites web, 7.500 comptes Twitter, 50.000 tweets, 12.000 vidéos YouTube, 8.000 publications Facebook et 6.800 publications Instagram... (*Bianet*)

IRAN:

LE RÉGIME POURSUIT SA POLITIQUE D'ASSASSINATS À L'ÉTRANGER

Investi président le 3 août par le Guide suprême, le nouveau président iranien Ebrahim Raïssi a prêté serment le 5 devant le Majlis (parlement) iranien. Commencant par prôner le «dialogue intrarégional» et l'«l'amitié et la fraternité avec tous les pays de la région, en particulier les pays voisins», cet ultraconservateur n'a pas tardé à démentir ses propos en engageant l'Iran à résister aux «extravagances des puissances arrogantes et oppressives», en particulier en Syrie, au Yémen et en Palestine. À l'intérieur, il a fait l'éloge de la «démocratie religieuse» représentée selon lui par la République islamique. Rien de bon augure pour les opposants qui savent que Raïssi a sur les mains le sang de milliers d'entre eux, assassinés dans les prisons du régime en 1988.

La répression des manifestations contre la sécheresse démarrées mi-juillet au Khouzistan, puis étendues à tout le pays, s'est poursuivie. Les protestataires s'étaient indignés de la mauvaise gestion et de l'inaction des autorités, de l'absence depuis des années de mesures préventives, et surtout d'une politique de pillage des ressources des provinces périphériques sans aide en retour. Au début pacifique, le mouvement s'est radicalisé suite à une répression impitoyable qui a fait des dizaines de morts, puis s'est étendu à d'autres provinces (notamment au Kurdistan). Il a tourné au mouvement social, avec des grèves ouvrières (notamment celle de l'entreprise sucrière *Haft-Tappeh Agro Industry*, entrée en milieu de mois dans sa cinquième semaine), puis politique, avec des slogans appelant au renversement du régi-

me. Malgré le *black-out*, des informations sur l'ampleur des manifestations (et de leur répression) émergent progressivement. L'Agence de presse HRANA a annoncé le 5 avoir identifié 361 détenus, tout en indiquant que leur nombre réel devait être beaucoup plus élevé, puisque le journal *Hamshahri* de Téhéran estimait à cette date que la seule ville de Susangerd comptait à elle seule 300 prisonniers, après des manifestations ayant rassemblé plus de 12.000 personnes, soit 10% de la population! *Hamshahri* démentait ainsi le gouverneur du Khouzistan, Qassem Soleimani Dashtaki, selon lequel «il n'y a pas eu de protestations dans les villes de Khorramshahr et Susangerd».

Concernant l'épidémie de COVID-19, fin août, on approchait les 400.000 décès. L'Organisation des

Moudjahidine du peuple d'Iran (OMPI), appartenant à l'opposition en exil du CNRI, qui compile ses propres chiffres à partir de données régionales, annonçait au 3 août plus de 346.400 décès dans 547 villes. Au 30, le nombre s'établissait à 394.000, donc 50.000 victimes en un mois. Ce décompte est, comme d'habitude, trois fois et demie plus élevé que les chiffres officiels... Selon une dépêche ISNA, à Kermanshah, la faculté de médecine indiquait le 30 que le taux quotidien de décès dus au COVID-19 avait doublé durant la dernière semaine d'août par rapport à juillet, et sextuplé par rapport à juin... (CNRI)

Pour l'opposition, le régime est responsable de cette catastrophe à plusieurs niveaux. D'abord, l'interdiction d'importer des vaccins étrangers promulguée par Khameneï en janvier dernier a irrémédiablement retardé la campagne de vaccination. Ensuite, les vaccins finalement acquis à l'étranger, et notamment le chinois *Sinopharm*, de même que le vaccin *Barekat* produit localement, se sont révélés beaucoup moins efficaces que ceux rejetés par le Guide suprême. Par ailleurs, les commandes n'ont pas été totalement honorées, ou alors avec d'importants retards... Enfin, la distribution des doses a été entachée d'une corruption bien préparée pour permettre à diverses entreprises proches du pouvoir, et notamment des Gardiens de la révolution (*pasdaran*) d'en tirer bénéfice. Un marché noir a donné lieu «à des prix scandaleux, abordables uniquement pour l'élite au pouvoir dans un pays où la grande majorité de la population vit désormais en dessous du seuil de pauvreté» (CNRI).

Au Kurdistan, l'alerte COVID a été lancée le 19 sur la prison de Mahabad, où plusieurs détenus ont présenté des symptômes. Selon l'agence *Mukriyan*, l'admini-

stration pénitentiaire a refusé de tester les détenus et refusé tout traitement à plusieurs d'entre eux... Le 24, HRANA a rapporté que les vaccinations avaient commencé dans plusieurs prisons du pays, dont Ouroumieh et Evin (Téhéran). Les prisonniers ont parfois été contraints d'accepter le vaccin iranien «*Barekat*», que certains refusaient, doutant de ses conditions de production et inquiets qu'il n'ait pas été approuvé par l'OMS. Dans certaines prisons, la vaccination a dû être suspendue par manque de doses. Le pourcentage de détenus vaccinés semble être resté faible, même si la situation varie selon le lieu. Par ailleurs, les conditions de détention font que les autres mesures sanitaires, hygiène ou distanciation, demeurent inapplicables.

La répression s'est poursuivie au Kurdistan, où les porteurs kurdes transfrontaliers, ou *kolbars*, continuent à être abattus à vue. Les *pasdaran* ont tué un *kolbar* et en ont blessé six autres à Baneh, Marivan et Piranshahr. Le 4, huit autres ont été blessés et trois tués dans un accident près de Baneh. Enfin, un *kolbar* a été retrouvé mort près du poste frontière de Qasr-e Sherin (Kermanshah) (WKI).

L'agence de presse HRANA a également rapporté de nombreuses arrestations visant à empêcher la propagation des manifestations parties du Khouzistan. L'*Etelaat* (Renseignement) a procédé à plusieurs arrestations fin juillet et début août à Sanandaj (2 frères), à Bokan (4 activistes dont deux femmes), Divandareh (2 personnes) et Mahabad (3 personnes). Le 2 août, selon plusieurs sources (l'agence Kurdpa, HRANA, CDHRI...) au moins six habitants d'Oshnavieh ou de villages proches ont été arrêtés et mis au secret.

Le 4, un condamné à mort d'Ouroumieh pour une affaire de

drogue a été mis à l'isolement en préparation pour son exécution (HRANA). Selon les statistiques de *Human Rights Activists in Iran* (HRA), en 2020 l'Iran a procédé à 236 exécutions et prononcé 95 condamnations à mort, mais HRA indique qu'en réalité les chiffres sont plus élevés, car 72% des exécutions ne sont pas annoncées... Le 5, trois prisonniers d'Ouroumieh ont été condamnés à 3 mois de prison supplémentaires et à 50 coups de fouet pour «trouble à l'ordre carcéral» suite à une plainte du directeur de la prison: ils avaient protesté contre le passage à tabac d'un autre prisonnier, Nayeb Hajizadeh, par des codétenus accusés de crimes violents. Le même jour, un habitant de Bokan a été arrêté sans mandat judiciaire par l'*Etelaat*, dont les officiers l'ont battu lors de son arrestation. Le 9 et le 10, trois autres citoyens de Bokan ont aussi été arrêtés. Toutes ces personnes ont été mises au secret et les charges contre elles n'ont pas été indiquées.

Le semaine suivante, de nombreux activistes ont été arrêtés au Kurdistan: 2 personnes à Sanandaj, 1 à Paveh, 2 à Divandarreh et 3 à Piranshahr. Le KMMK a aussi rapporté que deux prisonniers politiques kurdes avaient subi un refus de soins médicaux. Le 16, la Sécurité des *pasdaran* a arrêté sans mandat judiciaire à un point de contrôle un habitant d'Oshnavieh qui a été mis au secret. Aucune charge n'a été annoncée contre lui. Le lendemain, c'est à Piranshahr qu'un autre Kurde a été arrêté dans les mêmes conditions d'illégalité. Le 17, une enseignante de kurde de Divandarreh, Charo Ahmadi, a été arrêtée durant une perquisition à son domicile, avant d'être relâchée le lendemain.

Le 24 août, trois nouveaux *kolbars* ont été blessés dans la montagne. À cette date, le *Washington Kurdish Institute* (WKI) a décompté depuis

le 1^{er} juillet au moins une centaine d'arrestations au Kurdistan d'Iran. Cependant, entre le 24 et la fin du mois, l'*Etelaat* a procédé à au moins une dizaine d'arrestations supplémentaires...

La dernière semaine d'août, des centaines de signataires ont envoyé au Guide suprême un courrier demandant l'annulation de la condamnation à mort de Haider Qurbani, prononcée en 2020 sur la base d'aveux obtenus par la torture. Une campagne a aussi été lancée par les Kurdes sur les réseaux sociaux. Qurbani est accusé de «rébellion armée contre l'État».

Enfin, l'Iran poursuit sa politique de chantage envers les pays occidentaux en arrêtant et en condamnant leurs ressortissants ou les binationaux sur son territoire. Le 4, l'architecte germano-iranienne Nahid Taghavi, âgée de 60 ans, a été condamnée à 10 ans et 8 mois de prison après 10 mois de détention préventive à Téhéran. Avec une autre détenue, Mehran Raouf, elle a été convaincue d'«appartenance à une organisation illégale» et de «propagande contre le régime». Sa fille a annoncé que sa santé s'était dégradée car elle a contracté le COVID en détention.

Autre pratique de la République islamique, malheureusement bien connue des Kurdes, l'assassinat de ses opposants à l'étranger. Début août, un tribunal d'Erbil, au Kurdistan d'Irak, a prononcé trois condamnations à mort et deux peines de cinq ans de prison pour le meurtre de Qadir Qadiri, un haut commandant du Parti démocratique du Kurdistan iranien (PDKI). Qadiri avait été retrouvé mort en mars 2018 près du village

de Hartal (Suleimaniyeh), frappé de 21 balles. Ses avocats ont demandé au tribunal de modifier l'accusation d'«homicide» en «acte terroriste» (WKI). Le 4, Zoleykha Nasser, veuve de l'opposant kurde iranien Behrouz Rahimi, assassiné par balles au Kurdistan d'Irak le 14 juillet dernier, a indiqué craindre pour sa vie et a appelé le gouvernement du Kurdistan à faire le nécessaire pour retrouver les meurtriers de son mari et de mettre fin aux assassinats d'opposants iraniens sur son territoire. Selon le *Abdorrahman Boroumand Center for Human Rights in Iran*, basé à Washington, la plupart des victimes des tueurs de Téhéran ont été assassinées dans les pays voisins, notamment au Kurdistan d'Irak où dans les années 1990, 329 personnes ont été tuées (*Middle East Eye*). Le 7, le PDKI-Iran (une scission du PDKI) a accusé l'Iran d'avoir organisé l'assassinat au Kurdistan d'Irak de l'un des membres de son comité central, Moussa Babakhani. Enlevé le 5 par deux terroristes, Babakhani a été retrouvé mort avec des marques de torture dans une chambre de l'hôtel *Gulî Sulêmani* d'Erbil (AFP). L'Iran a déjà frappé plusieurs fois le PDKI au Kurdistan d'Irak, notamment par des tirs de missiles en septembre 2018 qui ont fait 15 victimes dans son QG, puis de nouveau en juillet 2019.

Lorsque les opposants sont hors de portée pour être frappés directement, comme dans le cas du fondateur du site *Hengaw*, Arsalan Yarahmadi, les agents de la République islamique s'en prennent à ses proches. Ainsi le 8, des officiers de la Sécurité ont convoqué et menacé le père et le frère de Yarahmadi, et ont même forcé ce dernier à l'appeler. Les agents lui

ont alors déclaré au téléphone qu'il devait publier sur son site l'information selon laquelle Babakhani avait été tué en raison d'une «affaire d'honneur», et non par des agents iraniens. Déjà en juillet dernier, deux sœurs d'un activiste et journaliste kurde installé en Norvège avaient été convoqués par l'*Etelaat* à Oshnavieh, puis interrogées et torturées durant huit heures... (*Iran News Wire*)

Le 10, Ali Shimkani, principal responsable de la sécurité nationale iranienne, a selon l'agence IRNA profité d'une visite officielle à Bagdad pour exiger de l'Irak l'expulsion des groupes kurdes d'opposition: «Nous appelons le gouvernement irakien à prendre des mesures plus sérieuses pour expulser ces groupes du Kurdistan irakien afin que l'Iran n'ait pas à prendre des mesures préventives contre [...] ces terroristes armés», a-t-il déclaré après une réunion avec le ministre irakien des Affaires étrangères Fouad Hussein (*Reuters*).

Terminons cette sombre chronique sur une note d'espoir en la justice. À Stockholm, a commencé le 10 août un procès qui durera jusqu'en avril 2022 et pourrait aider à faire sortir de l'oubli les massacres commis dans les années 80, entre autres sous l'autorité du nouveau président Raïssi. C'est celui d'Hamid Noury, ancien responsable adjoint d'une prison où ont été exécutés de nombreux détenus en 1988... Attiré en Suède par des Iraniens en exil, il a été arrêté dès son arrivée et inculpé de crimes de guerre, meurtre et actes de torture. Les exilés espèrent que c'est le début de l'impunité pour leurs bourreaux (*Libération*).

TROIS DISPARITIONS RÉCENTES

1. Décès du Professeur Kinyaz Mîrzojev

Nous avons appris avec une profonde tristesse le décès du professeur Kinyaz Mîrzojev, grande figure des Kurdes d'Asie Centrale et partenaire de longue date de l'Institut kurde, survenu le 8 août à Alma Ata, au Kazakhstan, des suites de Covid 19 à l'âge de 74 ans.



Né en 1947 dans le village de Zengîbasar en Arménie soviétique, il a fait ses études à Erevan avant d'obtenir un doctorat d'Etat en philologie à l'Université de Leningrad / Saint Pétersbourg. Spécialiste notamment des relations littéraires kurdo-azéries, il était jusqu'en 1990 directeur du Département des langues du Proche-Orient à l'Université d'Erevan.

Dans les années 1990, lors du conflit entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan, à la suite des menaces et des exactions des extrémistes arméniens cherchant à transformer le conflit territorial en une confrontation religieuse entre chrétiens et musulmans, qu'ils soient azéris ou non, pratiquement tous les Kurdes de confession musulmane d'Arménie ont dû partir, les uns vers la Russie, notamment Krasnadar les autres vers le Kazakhstan où existait déjà une communauté kurde bien intégrée. Très attaché à l'Arménie où il comptait de nombreux amis parmi les universitaires et intellectuels, Kinyaz Mîrzojev a dû se

résoudre à partir à son tour après l'assassinat du professeur de médecine Saïdê Îbo, l'un de ses meilleurs amis et figure éminente de la communauté kurde d'Arménie. Seuls les Kurdes de confession yézidie ont pu rester sur place.

Au Kazakhstan, grâce aux réseaux de solidarité mis en place par le leader de la communauté kurde locale, l'académicien Nadir Nadirov, professeur de pétro-chimie et proche du président kazakh Nazarbaev, les réfugiés kurdes d'Arménie ont été bien accueillis et rapidement intégrés. Kinyaz Mirzoev a été nommé vice-président de l'Université d'Alma Ata. Très apprécié des autorités kazakhs, il était devenu l'interprète officiel du turc du président Nazarbaev, qui auparavant avait besoin d'un interprète russe-turc pour communiquer avec ses homologues turcs successifs car bien qu'appartenant à la même famille des langues turciques, Turcs et Kazakhs ne peuvent pas se comprendre davantage que Français et Roumains.

A côté de sa carrière universitaire brillante, Kinyaz Mîrzojev était également très engagé dans des activités en faveur de la défense de la langue et de la culture kurdes. Sous son égide des cours de langue kurde pour enfants ont été organisés à Alma Ata et des périodiques en kurde publiés. Il a joué un rôle de premier plan dans l'organisation d'une Fédération de Kurdes de l'ex-URSS dont il est devenu président.

Partenaire de l'Institut kurde depuis les années 1990, il est venu à plusieurs reprises à Paris. Il a aussi accueilli à Alma Ata en juin 2019, le 64ème séminaire linguistique Kurmancî de l'Institut kurde. Patriote, il suivait de près la vie politique du Kurdistan où il s'est rendu en délégation à l'occasion du référendum d'auto-détermination de septembre 2017 ainsi que lors de la cérémonie de prise de fonctions du président Nechirvan Barzani.

Son décès prématuré est douloureusement ressenti par les Kurdes de l'ex-URSS ainsi que parmi ses nombreux amis au Kurdistan et dans la diaspora kurde.

2. Décès de Mme Ferda Cemil Pacha

Nous avons la profonde tristesse de faire part du décès de deux personnalités éminentes du monde kurde: Mme Ferda Cemil Pacha, le 31 août à Istanbul et le professeur Nadir Nadirov, le 24 août à Almaty au Kazakhstan.

Amis et partenaires de longue date, tous deux étaient connus et appréciés dans la communauté kurde de France et parmi les amis de l'Institut kurde.



Figure de la société civile et de féminisme au Kurdistan, Ferda Cemil Pacha était aussi une mécène et une entrepreneuse pionnière qui a contribué à la reconstruction du Kurdistan. Ce sont ses entreprises qui ont construit notamment les bâtiments de Ministère de la Culture, du Ministère de l'Intérieur, de l'Académie de police et plusieurs hôpitaux à Erbil. Militante engagée dans l'humanitaire, elle était distinguée et récompensée par le Haut-Commissariat des Nations-Unies pour ses nombreuses initiatives dans l'accueil des réfugiés iraniens, afghans et plus tard Kurdes irakiens en Turquie. Parallèlement à ses activités professionnelles elle a continué des actions d'aide et de solidarité en faveur des réfugiés kurdes syriens et yézidis accueillis au Kurdistan irakien. Proche partenaire de l'Institut, elle a été de 2007 à 2012 directrice des

bureaux d'Erbil de notre chaîne culturelle kurde KURD1 et à ce titre très appréciée des artistes et intellectuels locaux.

Son parcours est à l'image des vicissitudes de l'histoire kurde au XXème siècle. Elle est née en 1951 à Damas, en exil, dans une famille aristocratique kurde qui a joué un rôle de premier plan dans le mouvement national kurde dans les années 1910-1930. Son arrière-grand-père, Cemil Pacha, était un haut dignitaire ottoman qui a été notamment gouverneur du Yémen. Ses enfants, éduqués dans les meilleures écoles d'Istanbul et de Suisse, sont devenus des nationalistes kurdes militant, au lendemain de la Grande Guerre, pour la création d'un Kurdistan indépendant. Après la victoire de Mustafa Kemal, ils ont dû quitter leur ville de Diyarbakir et s'exiler en Syrie, placée alors sous le mandat français, où ils ont poursuivi leur combat pour la cause kurde.

Tous leurs biens ont été confisqués. Ce n'est qu'au début des années 1970 qu'à la faveur d'une éphémère période de libéralisation du régime turc que certains membres de leur famille, dont le père de Ferda, ont été autorisés à revenir en Turquie. C'est ainsi à Diyarbakir que Ferda a pu terminer le lycée avant d'aller poursuivre des études de biologie à l'université Hacettepe d'Ankara qu'elle a achevées avec succès en 1980. Son activité militante en faveur de la cause kurde et du féminisme, engagée pendant ses années d'université, poursuivie sous la dictature militaire dans la clandestinité, a continué jusqu'à sa mort prématurée à l'âge de 70 ans, dans un hôpital d'Istanbul.

Polyglotte, parlant couramment outre le kurde et le turc, l'arabe, l'anglais et le persan, généreuse et solidaire, elle était aimée et respectée au Kurdistan et parmi les démocrates turcs et syriens et au-delà parmi les nombreux occidentaux, dont français, passant par Erbil qui ont croisé son chemin.

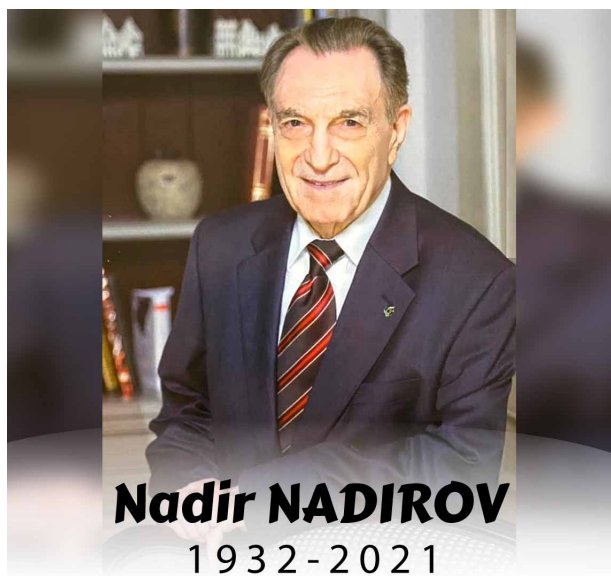
Ses obsèques ont eu lieu le 2 septembre dans sa ville bien-aimée de Diyarbakir dans la cour d'honneur du Palais Cemil Pacha qui était leur résidence et que sa famille a offert à la Mairie de Diyarbakir qui en a fait un musée.

3. Décès du professeur Nadir Nadirov

Le Professeur Nadir Nadirov était la figure la plus connue des Kurdes de l'ex-URSS symbolisant, à travers son parcours, le destin de sa communauté.

Né le 6 janvier 1932 dans le village Qirqac au Nakhitchevan, rattaché aujourd'hui à l'Azerbaïdjan, dans une famille originaire de Van ayant fui les persécutions turques, il connaît dès l'âge de 5 ans la déportation. Sa famille, comme des dizaines de milliers de familles kurdes musulmanes du Caucase, est déportée par le régi-

me de Staline vers l'Asie centrale. Après un certain temps d'errance, elle s'installe dans la ville kazakhe de Djambul. Malgré des difficultés innombrables entravant l'éducation des enfants des déportés, il parvient à finir ses études secondaires. Après la mort de Staline et la fin de son régime de terreur, la situation s'améliore et cet élève brillant est autorisé à aller étudier la chimie à l'université de Moscou. Il fait ensuite un doctorat en pétrochimie, puis en 1970 devient professeur d'université à Alma Ata, au Kazakhstan, plus tard académicien. Ses recherches, donnant lieu à la publication d'une trentaine de livres et plusieurs centaines d'articles scientifiques, lui



valent plusieurs distinctions soviétiques et étrangères. On lui doit huit innovations techniques et plus de 200 patentes. En 1993, il est nommé vice-président de l'Académie des Sciences du Kazakhstan et qualifié de «Maréchal du gaz et du pétrole» par le président kazakh de l'époque Kounaev.

Parallèlement à ses activités scientifiques, le professeur Nadirov qui, jeune étudiant de 23 ans, avait pu rencontrer à Moscou le légendaire leader kurde en exil, Mustafa Barzani, a poursuivi des activités d'abord en faveur de la bonne intégration des Kurdes au Kazakhstan, puis en faveur de la reconnaissance d'un statut pour la diaspora kurde en URSS et pour la prise en compte de la lutte de libération nationale kurde par la diplomatie soviétique.

En octobre 1989, il était venu à Paris à la tête d'une importante délégation soviétique participer à la conférence internationale sur les Kurdes organisée par l'Institut kurde et la Fondation France-Libertés au Centre de conférences internationales avec la participation de personnalités de 32 pays, dont un sénateur américain, des parlementaires britanniques, allemands... Son témoignage sur le sort des Kurdes en URSS, leur déportation, leurs épreuves), a été l'un des événements marquants de cette conférence qui a contribué à l'internationalisation de la question kurde.

A son retour, il a joué un rôle primordial dans la tenue à Moscou, en juillet 1990, d'une grande conférence, co-organisée par l'Institut du marxisme-léninisme du PCUS et l'Institut kurde de Paris. Près de 1400 délégués kurdes, venant de neuf républiques soviétiques et une vingtaine de dirigeants politiques et personnalités du Kurdistan ont participé à cet événement inédit dans l'histoire soviétique. L'objectif officiel était la définition d'un statut pour les Kurdes de l'URSS. Nadir Nadirov et une majorité de

délégués demandaient la reconnaissance d'une autonomie culturelle incluant des droits linguistiques comme l'enseignement de la langue kurde à l'école, des émissions en kurde à la radio, etc. D'autres délégués demandaient aussi le rétablissement d'un Kurdistan autonome dans les territoires de Latchine et de Kelbajar situés entre l'Arménie et le Haut-Karabagh où de 1922 à 1929 avait existé un Kurdistan Rouge. Des conseillers de président Gorbatchev qui assistaient à la Conférence ont plus tard reçu une délégation de la Conférence présidée par Nadir Nadirov. Ils ont promis l'étude des diverses propositions de la Conférence. Mais l'effondrement de l'URSS quelques mois plus tard a emporté tous les projets.

Au lendemain de la Conférence, le conseiller pour la politique étrangère du président soviétique, Evgueni Primakov, devenu plus tard Premier Ministre, a longuement reçu les dirigeants kurdes irakiens présents à Moscou. De l'avis des observateurs cette prise de contacts a eu un impact important sur la politique soviétique lors de la Guerre du Golfe et surtout lors de l'exode massif des Kurdes qui l'a suivie. Contrairement à leur tradition, les Soviétiques n'ont pas opposé leur veto lors de l'adoption de la résolution 688 du Conseil de Sécurité, proposée par la France, autorisant la création d'une «*non-fly zone*», une zone de protection au Kurdistan irakien, une zone qui a évolué vers l'actuelle Région du Kurdistan.

Gloire nationale au Kazakhstan, le professeur Nadirov est connu et respecté comme un savant patriote dans toutes les régions du Kurdistan et dans la diaspora kurde. Son décès à l'âge de 89 ans a eu un large retentissement au Kazakhstan où l'ancien président Nazarbaev et son successeur le président Kassimov lui ont rendu hommage. Les médias locaux, qui ont donné une large place à l'événement, ont aussi fait part des propositions de donner son nom à des institutions de recherche ainsi qu'à des rues ou à des places à Almaty et dans sa ville d'enfance Djambul. Au Kurdistan, le président Nechirvan Barzani, son prédécesseur Massoud Barzani, le Premier ministre ainsi que les dirigeants des principaux partis politiques kurdes et des intellectuels ont publié des messages saluant sa mémoire, son œuvre et son attachement à la cause kurde. Le président de l'Institut kurde et plusieurs de nos collègues ont participé à des programmes de télévision kurde rendant hommage au professeur Nadirov qui considérait notre Institut comme « Une ambassade de Kurdistan et de tous les Kurdes au cœur de l'Europe ».

Nadir Nadirov était marié à Mme Helima Amo, chimiste kurde qui, de son côté, a fait une brillante carrière universitaire. Outre ses publications professionnelles, elle a publié il y a quelques années, un livre de référence sur la cuisine kurde. Leurs trois enfants restent actifs dans la vie culturelle et sociale des Kurdes d'Asie centrale.

Biden Promised to Restore the Iran Nuclear Deal. Now It Risks Derailment.

Both sides have much to lose if a delicate negotiation over limiting Iran's activities in return for a lifting of sanctions falls short.

Days before a new hard-line president is set to be inaugurated in Iran, Biden administration officials have turned sharply pessimistic about their chances of quickly restoring the nuclear deal that President Donald J. Trump dismantled, fearing that the new government in Tehran is speeding ahead on nuclear research and production and preparing new demands for the United States.

The concerns are a reversal from just a month ago, when American negotiators, based in part on assurances from the departing Iranian government, believed they were on the cusp of reaching a deal before Ebrahim Raisi, 60, a deeply conservative former head of the judiciary, takes office on Thursday. In June, they were so confident that another round of talks was imminent that a leading American negotiator left his clothes in storage at a hotel in Vienna, where the talks took place through European intermediaries for the past four months.

That session never happened. International inspectors have been virtually blinded. At Iran's major enrichment site at Natanz, centrifuges are spinning at supersonic speeds, beginning to enrich small amounts of nuclear fuel at near bomb-grade. Elsewhere, some uranium is being turned to metallic form — for medical purposes, the Iranians insist, though the technology is also useful for forming warheads.

It is unclear whether Mr. Raisi will retain the existing Iranian negotiating team or replace them with his own loyalists,



Iran insisted that the nuclear talks be postponed until after Ebrahim Raisi, 60, a deeply conservative former head of the judiciary, is inaugurated as president. Credit...Mohsen Esmailzadeh/Agence France-Presse, via Isna News Agency/Afp Via Getty Images

who will presumably be determined to show they can drive a harder bargain, getting more sanctions relief in return for temporary limits on Iran's nuclear activities.

"There's a real risk here that they come back with unrealistic demands about what they can achieve in these talks," Robert Malley, the lead American negotiator, said in an interview.

Both sides have much to lose if the diplomacy fails. For President Biden, getting the 2015 nuclear accord back on track is a top goal, in hopes of containing, once more, a nuclear program that has resumed with a vengeance three years after Mr. Trump withdrew from it. It is also critical to Mr. Biden's effort to restore damaged relations with European allies, who negotiated the original deal, along with the United States, Russia and China.

Mr. Biden's aides make no secret of their concerns that the Iranians are learning so much

from the work now underway that in the near future, perhaps as early as this fall, it may be impossible to return to the old accord. "At that point, we will have to reassess the way forward," Mr. Malley said. "We hope it doesn't come to that."

For years, Mr. Raisi was an advocate of what Iranians call the "resistance economy," based on the argument that Iran does not need trade with the world and had no need to open up. But during the campaign, he seemed to endorse restoring the deal, perhaps because he was under pressure to show that, unlike his predecessors, he has the skill and toughness to get rid of the American-led sanctions that have ravaged his country's economy.

Now the economic burdens, worsened by a fifth wave of the coronavirus and water shortages that are partly the result of government mismanagement, have set off violent protests.

The new president will not be

the final word on whether the deal is restored. That judgment still belongs to Iran's supreme leader, Ayatollah Ali Khamenei, who is believed to have lined up the support for Mr. Raisi's election. And on Wednesday, the ayatollah echoed a key demand: that the United States provide a guarantee that it can never again walk away from the pact the way Mr. Trump did.

"They once violated the nuclear deal at no cost by exiting it," Ayatollah Khamenei said. "Now they explicitly say that they cannot give guarantees that it would not happen again."

In fact, Secretary of State Antony J. Blinken and Mr. Malley have said that in a democracy, there is no way to tie the hands of a future president and that the best way to preserve the deal is to show that it is working for both sides. "There is no such thing as a guarantee; that's not in the nature of diplomacy," Mr. Malley said. "But we don't have any intent — the president doesn't have any intent — of spending all these months negotiating a return to the deal in order to then withdraw."

But the Iranians have found some sympathy, even among America's European allies, for their argument, especially among those who fear that if Mr. Biden does not run for a second term, or a Trump-like figure gets elected, the accord could be blown up again.

"If it happened once, it could happen again," one senior European diplomat involved in the negotiations said.

The new pessimism is a sharp

change from a month ago. The departing government, led by President Hassan Rouhani and the foreign minister, Mohammad Javad Zarif, knew their legacies were tied to the nuclear accord they negotiated for more than two years with President Barack Obama and the secretary of state at the time, John Kerry. In Vienna, the Iranians said they believed they had the authority to wrap up talks before Mr. Raisi was inaugurated, so that he could start afresh — and blame anything that went wrong in enforcing the accord on the incompetence of the old government.

They were wrong. The sixth round of negotiations, which ended with what one American official called “a near-complete agreement,” was followed by silence — and a refusal by the Iranians to return to Vienna. It is unclear when talks might resume.

Meanwhile, what has happened on the ground in Natanz, and in small research labs around the country, has the United States worried. The most visible problem, though in some ways the easiest to reverse, is that Iran has ratcheted up its production of nuclear fuel over the past two years, and now possesses far more fuel than it did before Mr. Trump pulled out of the agreement. At the time, he declared that Iran would return to the

table, begging for a new deal. It never did while Mr. Trump was in office, and by late last year, according to many reports, he was seeking options from the Pentagon to bomb the country’s nuclear facilities. The Pentagon resisted, and even the biggest Iran hawk in the administration, Secretary of State Mike Pompeo, argued against military action.

If the deal is restored, most of that newly enriched uranium could be shipped out of the country, which is what happened when the first accord was put together. Far more worrying, officials said, is the scientific knowledge that Iran is steadily gaining by building more advanced centrifuges and experimenting with enriching uranium to 60 percent, just shy of what is needed for a weapon.

“The longer the nonimplementation goes on, the more knowledge we will get,” a senior Iranian official said. “If the U.S. is concerned, the earlier it comes back the better.”

In 2015, the Obama administration was able to claim that if Iran raced to produce nuclear fuel for a bomb — called a “nuclear breakout” — it would take at least a year. That time frame, officials now concede, is down to a few months.

The United States, for its part, has reportedly agreed that if

Iran lives by the 2015 accord, more than 1,000 sanctions could be lifted — including on the country’s central bank. Ali Vaez, who directs the Iran project at the International Crisis Group, said the United States still had some space to offer even more sanctions relief, including on some of Ayatollah Khamenei’s close associates, and on some members of the Islamic Revolutionary Guards Corps, which the Trump administration declared a foreign terrorist organization in 2019.

Working out the sequenced timing of limiting the Iranian centrifuges and American sanctions remains a sticking point, officials said. So is Iran’s demand that the United States not resume sanctions for the duration of President Biden’s term — a guarantee that the Americans would not make.

Mr. Vaez said Iran’s insistence that the Biden administration promise to not reimpose sanctions was somewhat understandable. Without it, he said, foreign banks and other businesses will not risk investing in Iran — and thus Tehran would never receive the economic benefits it believes it was promised.

But the Biden administration knows that whatever deal it strikes will be a political problem in Washington. In 2015, all Republicans and a good number of influential Demo-

crats criticized the original accord as insufficiently tough. So there is no way, officials say, they could abandon the threat of “snapping back” sanctions if Iran fails to comply with its part of the bargain.

“The problem is, in reality the U.S. cannot disarm itself of one of the most powerful tools it has in its toolbox of statecraft,” Mr. Vaez said.

And while the talks drag on, the administration is confronting another reality: For the first time in years, international inspectors have very little idea of what is happening in the underground Natanz plant.

The inspection teams have been barred from many facilities they once regularly visited, measuring enrichment levels and accounting for every gram of material produced. An agreement to keep cameras and sensors running lapsed in June.

The Iranians suggest access to the equipment will be restored when an accord is reached, but there is no guarantee that inspectors will have access to the back footage.

A month ago, Mr. Blinken said that the agreement’s lapse was a “serious concern” that “needs to be resolved.”

The Iranians ignored the warning.



International Center for the Study of Violent Extremism

August 02, 2021

By Amy Austin Holmes, Diween Hawezzy & Brett Cohen

Five Years of Airstrikes: Turkish Aggression and International Silence in Sinjar, 2017-2021

In December 2018, the same year genocide survivor Nadia Murad won the Nobel Peace Prize, she met with Turkish Foreign Minister Mevlut Çavuşoğlu to discuss the Turkish airstrikes that targeted her hometown of Sinjar, Iraq. She

tweeted out a photo of their meeting, saying: “Turkey and Iraq must work together to find a solution to prevent any further bombings in Sinjar. We want to rebuild what ISIS destroyed and help Yazidis return home.”

But her call to action was ignored.

Turkish Aggression in Sinjar

Turkey has carried out airstrikes in Sinjar, the ancestral homeland of the Yazidis, every

single year for the past five years, from 2017 until 2021. Despite this, there appears to be no serious international monitoring focused on the Turkish operations in Sinjar and how they impact Yazidis recovering from genocide.

The Turkish airstrikes contribute to instability and prolong the underdevelopment of Sinjar. Located in the Nineveh Governorate, Sinjar is a historically disputed territory claimed both by Baghdad and Erbil, and was impoverished even before it was assaulted by Islamic State militants. Alongside other security threats and the lack of basic services, Turkish drone and airstrikes also appear to be one of several reasons why Yezidis are reluctant to return to their homes in Sinjar. In the month of July alone, 472 Yezidis who had tried to return to Sinjar and rebuild their lives ended up relocating back to IDP camps in Duhok, according to the Kurdistan Region's Joint Crisis Coordination Centre. The lack of security, basic services, and jobs were all cited as reasons for returning to live in the camps. By one estimate, some 350,000 Yezidis are still living in IDP camps and unable to return to Sinjar.

A statement entitled "Do Not Allow Turkey to Destroy the Yezidis of Sinjar" was issued on February 27, 2021, by the general command of the Yekîneyên Berxwedana Şingal (YBS) and Êzîdxan Women's Units (YJE). The statement details the historical devastation of the Yezidi community in Turkey and ongoing persecution in Turkish-occupied Syria, highlighting the importance of Sinjar as one of the last remaining sanctuaries for Yezidis in the Middle East.

Established in the aftermath of the genocide in 2014, the male Sinjar Defense Units (YBS) and Yezidi Women's Units (YJE) are local defense forces that include many Yezidis native to Sinjar. In August 2014, Syrian Kurds in the YPG (People's Protection Units), and about a dozen PKK (Kurdistan Workers Party) cadres led the initial rescue efforts in Sinjar, opening a corridor that allowed many Yezidis entrapped on the mountaintop to escape to safety. According to a Yezidi survivor interviewed in



2014: "If it weren't for the Kurdish fighters, we would have died up there." Afterwards the PKK, a group designated by Turkey, the EU and the US as a terrorist organization, began training local Yezidis to defend themselves and their region in the vacuum created after the withdrawal of other security forces.

From its vantage point, Ankara sees the YBS/YJE as no different than the PKK, which has fought an insurgency against Turkey for decades, although the YBS was formed to defend Yezidis in Iraq from a genocide. Despite initially being trained by the PKK, the YBS has reportedly for several years received their salaries from the central government in Baghdad. Furthermore, the YBS-YJE joint statement emphasizes that they are a "force affiliated with the Iraqi government" in cooperation with the Mosul Operations Command. The Iraqi Army's 20th Division also operates in Sinjar. On the 13th of December 2020, Iraq's Minister of Interior had suggested to the YBS the option of being put under the command of Iraq's National Security or the Hashd al-Sha'bi [PMF] as part of the Sinjar agreement. The YBS reportedly joined the PMF as Regiment 80 and was most recently referred to as the Third Division. In addition to the Yezidi groups there are reportedly some 2000 Iraqi soldiers of the federal army, 400 federal police and over 10,000 Shia PMF from the Badr militia, Nujaba,

Asaib Ahl al-Hak, Said al-Shuhada brigades and Hizbollah brigades based in the Sinjar region. A recent map of the approximate location of these forces in Sinjar can be found here, although locals in Sinjar have not been able to confirm precise locations of all of the various forces.

Methodology

In order to create a comprehensive database on Turkish military operations in Sinjar, we compiled information from five different sources: the Armed Conflict Location and Event Data Project (ACLED), Janes Intelligence Review, Airwars, locals in Sinjar, and Twitter. By datamining Twitter reports of strikes on Sinjar using key words in both English and Turkish, a dataset was constructed of airstrikes that could be corroborated with information from ACLED, Airwars, and Janes, as well as multiple news reports by journalists. This offered an approximation of the days on which Turkish strikes on Sinjar took place, all of which were found to occur after 2016. The dataset is currently limited to Sinjar, and does not include Turkish operations elsewhere in Iraq or the Kurdistan Region.

As the data shows, Turkey conducted airstrikes or drone surveillance on at least 24 days between 2017-2021. Three of the 24 days involved some form of drone activity without any reported strikes. The total number of airstrikes is

unknown, but in some cases Turkish officials claim to have hit more than 81 targets on a single day. Turkey claims that it is routing out PKK terrorists and destroying their camps and ability to mount attacks from Iraq back into Turkey, although Sinjar is located more than 150km to the south of the Turkish border.

Some, including the Yezidis of Sinjar, dispute the claim that Turkey is justified in its airstrikes as a counter terrorism operation. At least 33 individuals have been killed as a result of these Turkish airstrikes, including civilians, Kurdish Peshmerga, Iraqi security forces, and Yezidis in the YBS-YJE. According to data from Airwars, 13 civilians have been killed in Sinjar alone as a result of the Turkish operations.

Five Years of Airstrikes

The United States responded to the genocide in August 2014 by summoning international partners in the Global Coalition to Defeat ISIS including the U.S. backed Syrian Democratic Forces (SDF), whose rank-and-file are now majority Arab, and who Turkey also labels as PKK and terrorists. By December of 2015, Islamic State militants were completely driven out of Sinjar.

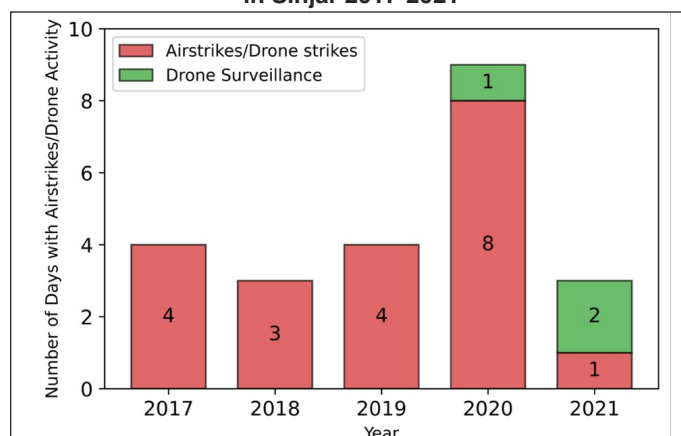
Based on the open-source data, the first Turkish airstrikes that targeted Sinjar were in April 2017 – long after ISIS militants had been cleared from the area. The April 2017 airs-

trikes were part of a larger Turkish operation in both Iraq and Syria and were condemned by Washington, Erbil, Baghdad, and many Yazidi advocates. The Coalition Spokesperson stated that the “airstrikes were not approved by the Counter ISIS Coalition.” The Spokesperson for the U.S. State Department said that they were “deeply concerned,” while a defense official said they had only been given one hour’s advance notice before the launching of the Turkish strikes. The Iraqi cabinet called them a “serious violation of Iraq’s sovereignty.” The Kurdistan Regional Government also criticized the operations which killed five Peshmerga fighters. Turkish President Erdogan later clarified that the airstrikes “were absolutely not an operation against the Peshmerga,” yet vowed to continue fighting the PKK.

It is unclear why the Turkish airstrikes on Sinjar began in April 2017. The Global Coalition, of which Turkey is a member, was still very focused on fighting ISIS, which still controlled territory in both Iraq and Syria. The year 2017 also happens to be when Turkey’s interventionist activities surpassed those of Iran, according to a new report by the Quincy Institute comparing six Middle Eastern powers over the past decade, suggesting that the airstrikes in Sinjar were part of Turkey’s expanding regional ambitions.

Despite being roundly condemned, the Turkish airstrikes in Sinjar continued – and even increased. Over the five-year period, the year 2020 witnessed the highest number of Turkish airstrikes in Sinjar. After another round of airstrikes in June 2020, it was reported that US-made F-16s and Turkish-made Bayraktar drones had been used. Gayle Manchin, chair of the bipartisan United States Commission on International Religious Freedom (USCIRF) at the time, said the strikes were “threatening to hundreds of already

Turkish Airstrikes, Drone Strikes, and Surveillance in Sinjar 2017-2021



traumatized Yazidi families attempting to return to Sinjar.”

Turkish airstrikes have targeted multiple different locations on Mount Sinjar, as well as areas to the north and south. ACLED data listed all airstrikes around Mt Sinjar as located in Sinjar town itself where accurate location data was not available. Where alternate data sources could not provide more accurate locations, ACLED coordinates were used. The vast majority of strikes however targeted regions around Mount Sinjar, where many Yazidis live. The most recent airstrike in Sinjar occurred on June 30th of this year, hitting a YBS vehicle near the Serdest camp, according to the event description from ACLED.

Yezidis’ Pleas for Help Go Unanswered

In addition to Nobel Laureate Nadia Murad, other prominent Yazidi advocates, including Pari Ibrahim and Murad Ismael, have also called on the international community for assistance. In a written statement on July 30, Pari Ibrahim, the Director of the Free Yazidi Foundation, said: “Many Yazidis in the IDP camps mention that the air strikes are one reason they fear returning [...] Turkey had no interest in bombing Sinjar when it was held by ISIS. The Global Coalition should put an immediate end to these attacks. They are destabilizing and dangerous.”

Murad Ismael worked tirelessly for years as the Co-Founder and Former Director of YAZDA, a global advocacy organization dedicated to protecting Yazidis. He now dreams of building the first institution of higher education in Sinjar. For now, courses at the Sinjar Academy will be offered online, but he hopes to build a brick-and-mortar campus in the Sinjar region within the next five years. Mr. Ismael did not mince words in expressing his frustration, saying: “We have repeatedly asked the international community to pressure Turkey to stop these strikes, which unfortunately did not stop.”

Their appeal for help is understandable, especially given that “the preservation of Iraq’s rich historical pluralism” and the reintegration of “persecuted ethnic and religious minority communities” remains a high priority across U.S. government agencies.

Will the Sinjar Agreement end the Turkish Airstrikes?

Some observers hope that the October 2020 Sinjar Agreement signed between Erbil and Baghdad will finally set the stage for a resolution to the disputed territory, although Yazidi leaders were notably absent from the negotiations. According to the agreement, signed under the auspices of the United Nations Assistance Mission for Iraq (UNAMI), all armed groups should withdraw from Sinjar. They are to be re-

placed by some 2,500 “local” security forces. However, many of the women and men in the YBS are precisely that: local Yazidis from Sinjar – the very people who survived the genocide in 2014 and have organized themselves to protect their areas from further genocidal attacks.

On the Need for International Monitoring in Sinjar

In spite of the Sinjar Agreement in October 2020, Turkish airstrikes, drone strikes, and drone surveillance have continued to target the region of Sinjar in 2021. After airstrikes in Sinjar and the nearby Makhmour refugee camp in June, U.S. Ambassador to the UN Linda Thomas-Greenfield expressed concern and stated that “any attack targeting civilians at Makhmour refugee camp would be a violation of international and humanitarian law.” Unlike violations committed by Turkish-backed proxy forces such as Ahrar al-Sharqiyah in Syria, which was sanctioned by the U.S. Treasury on Wednesday, airstrikes conducted by the Turkish military itself can be directly traced back to Ankara.

Without proper agreement on what qualifies as a PKK-linked group, however, Turkey will likely continue to target civilians and YBS-YJE forces in Sinjar in a similar manner. In order to reduce violence and ensure the opportunity for peaceful development in Sinjar, international monitoring of and coordination regarding Turkish operations in Iraq must be enhanced.

In line with the Elie Wiesel Genocide and Atrocities Prevention Act and the Global Fragility Act, the Biden Administration has an opportunity to lead the international community in genocide recovery and should prioritize the protection of civilians in Iraq and Syria. Seven years after a devastating genocide, Yazidis deserve the chance to rebuild without the fear of death from above.

Par
ÉRIC LANDAL

C'est long deux heures de retard, surtout quand on attend depuis trente ans. Ce 9 novembre 2019, une porte de l'Airbus A330 de la compagnie Iran Air refuse de se fermer. A 10 h 07, il décolle finalement du tarmac de l'aéroport Imam-Khomeiny, au sud de Téhéran. Après être monté à bord, l'un des passagers a, comme d'autres sans doute, envoyé un selfie à sa famille. L'homme de 58 ans ignore qu'à des milliers de kilomètres de là des yeux fatigués suivent en temps réel son trajet sur des sites spécialisés. Ils ne le lâcheront pas pendant les cinq heures et une minute du vol. Jusqu'à ce que l'avion se pose à Stockholm. Le quasi sexagénaire débarque, et s'accorde un nouveau selfie pour fêter son arrivée sur le sol suédois. Il ne sortira pas de l'aéroport comme prévu pour passer du bon temps sur les îles scandinaves. Hamid Noury, né à Téhéran le 29 avril 1961 d'après son passeport iranien, est arrêté.

La justice suédoise le soupçonne de «crime aggravé, de crime contre le droit international et de meurtre». Une plainte, déposée quelques jours plus tôt, visait son rôle dans les massacres de prisonniers politiques de 1988. Cette année-là, au cœur de l'été, plusieurs milliers de militants ont été exécutés dans les prisons iraniennes (le nombre exact demeure inconnu), Noury était l'un des chefs d'une des prisons où la répression fut la plus sévère.

Pour la première fois, un responsable de cet effroyable épisode se retrouve entre les mains de la justice: une poignée d'opposants, aidés par un membre de sa famille, l'ont leurré jusqu'en Suède. A partir d'entretiens et de rencontres avec les protagonistes, *Libération* a pu reconstituer cette opération spectaculaire et inédite, qui remet en lu-



mière les exactions passées du régime iranien, dans lesquelles le nouveau président élu en juin, Ebrahim Raïssi (lire page 9), a joué un rôle prépondérant, en tant que membre du «comité de la mort».

TORTURES ET COULOIR DE LA MORT

L'affaire a commencé par une lettre manuscrite. En octobre 2019, Iraj Mesdaghi reçoit un courrier par la poste. «Je connais quelqu'un que vous connaissez très bien», dit le

mystérieux interlocuteur. Iraj Mesdaghi, aujourd'hui 61 ans, est installé en Suède depuis 1994. Il a fui son pays, l'Iran, après avoir passé dix ans dans les geôles de la toute jeune République islamique. Comme tant d'autres Iraniens de son âge, il croyait en la révolution de 1979. Il est même rentré de San Diego, en Californie, pour participer à cet immense bouleversement que personne n'imaginait possible, tant le monarque, le chah Mohammad Reza Pahlavi, régnait sans partage

et avec violence sur son empire et ses sujets.

Dans la coalition de circonstance qui finira par le renverser, Iraj Mesdaghi a de la sympathie pour les Moudjahidin du peuple, un parti alors islamo-marxiste. «A l'époque, les jeunes, les étudiants, les classes moyennes soutenaient le MKO [le sigle de l'organisation, ndr]. Tout le monde avait de l'espoir, ils étaient contre les mollahs, ils avaient de la discipline et prétendaient être modernes. Ce n'était pas vrai. Au-

jourd'hui, c'est une secte dangereuse», tranche Iraj Mesdaghi, qui a définitivement rompu avec ses anciens alliés.

A partir de 1981, et un attentat qui vise la jeune classe politique révolutionnaire (74 morts), l'ayatollah Khomeiny entre en guerre contre les «moudj». Iraj Mesdaghi est arrêté et condamné à dix ans de prison. Il sera détenu dans les prisons d'Evin, de Gohardasht et Ghezal Hesar, toutes à Téhéran ou dans les environs. Il a connu l'isolement, les

La longue traque d'un bourreau au service de Téhéran

En 1988 Hamid Noury supervisait les tortures et les exécutions de nombreux opposants au régime iranien. Arrêté en Suède, il sera jugé à partir du 10 août.

«Libération» a pu reconstituer ce coup de filet spectaculaire, initié par ses victimes.





Des milliers de personnes ont été exécutées en 1988.

A droite : Sur la place Denfert-Rochereau de Paris, lors d'un hommage en 2017.

PHOTOS SIAVOSH HOSSEINI, NURPHOTO AFP.

tortures, le couloir de la mort, où il est placé à deux reprises, parvenant miraculeusement à en sortir à chaque fois.

RIRE BRUYANT ET CAPPUCCINO

Devant son cappuccino, dans un café de la banlieue de Stockholm, Iraj Mesdaghi sourit étrangement. Son regard redouble d'intensité lorsqu'il raconte comment il dupait les gardes pour échanger avec ses codétenus. Il éclate d'un rire bruyant et fier. D'un coup, il s'allonge sur la banquette, mime les gestes qu'il faisait pour parler en morse avec l'ombre de sa main. Se relève brusquement pour se mettre face à un mur et décrire minutieusement une scène dans le couloir de la mort. Il récite de tête les dialogues échangés il y a trente ans avec ses bourreaux. Les phrases sortent en persan, puis il les traduit en anglais. «Iraj est comme un ordinateur, il enregistre tout», confirme l'un de ses amis.

La lettre d'octobre 2019, c'est tout ce qu'il attendait. Depuis qu'il a quitté le pays, Iraj Mesdaghi a consacré sa vie à documenter les massacres des années 1980. Ses livres font référence, les grandes ONG internationales les citent dans leur rapport, on le consulte, on l'écoute. Il a déniché des plans des prisons, couché des dizaines de noms de victimes, de gardes, de responsables. C'est ce travail d'archiviste des crimes qui a attiré l'attention de son correspondant.

Celui-ci est né une génération plus tard, en 1978. Il a grandi en Suède, sans jamais couper totalement avec l'Iran, comme beau- **Suite page 8**

«Les massacres des années 80 sortent du vase clos de l'Iran»

Selon la chercheuse Chowra Makaremi, le procès de Hamid Noury n'est que le début de la lutte contre le négationnisme du régime.

Anthropologue au CNRS, Chowra Makaremi travaille sur la violence post-révolutionnaire en Iran. Plusieurs membres de sa famille ont été assassinés dans les massacres de la décennie 1980, dont sa mère en 1988, comme elle le raconte dans le *Cahier d'Aziz*, écrit à partir des mémoires de son grand-père, et dans le documentaire *Hitch*, qui interroge «la transmission de la mémoire d'un crime contre l'humanité». Elle analyse les enjeux et les limites du procès de Hamid Noury, premier responsable jugé pour les exécutions de 1988.

Qu'attendent les victimes et leurs familles de ce procès ?

Depuis vingt ans, les survivants et les familles de victimes cherchent une arène juridique compétente pour juger les crimes d'Etat des

années 80. L'acte d'accusation explique que Noury a accompagné des personnes dans les salles où elles ont été mises à mort. Pour la première fois, quelqu'un pourrait raconter, parce qu'il y est contraint par la justice, ce qui s'est passé à l'intérieur. C'est extrêmement puissant: on va potentiellement avoir accès à ce récit manquant. Notre drame, c'est d'être obligé de croire un tueur et un menteur.

Est-ce la fin de l'impunité ?

L'un des membres du «comité de la mort» [Ebrahim Raïssi, ndr] est président de la République. C'est compliqué de parler de fin de l'impunité, mais cette affaire montre que poser le pied hors d'Iran n'est plus sûr pour les auteurs. Les massacres des années 80 sortent du vase clos de l'Iran, où le récit et la justice sont ceux de l'Etat. Ce procès d'une personne impliquée est totalement inédit, mais établir la responsabilité pénale indivi-

duelle ne va pas mettre fin au déni, c'est une voie pour y résister. L'impunité n'est pas seulement une question juridique, c'est aussi un discours historique de justification, de légitimation et de normalisation de la violence. Un procès pénal individualise la question du crime. Hannah Arendt l'a montré dans *Eichmann à Jérusalem*: on va relier des violences de masse étatiques à des personnes criminelles. Le procès risque de décontextualiser les faits. L'acte d'accusation s'attache aux massacres de 1988 sans les mettre en relation avec la violence d'Etat qui a duré dix ans (massacres de 1981 et 1984, mises à mort extrajudiciaires en prison, etc.)

La justice suédoise affirme que les exécutions s'inscrivent dans le cadre du conflit avec l'Irak. Partagez-vous cette conception ?

A travers des rapports publiés sur la base de dizaines de témoignages, un consensus s'est construit dans le

champ de l'expertise juridique internationale pour établir, preuves à l'appui, que les crimes d'Etat de 1981 à 1988 étaient des crimes contre l'humanité. Mais il n'y avait aucune arène juridique pour en juger. En Suède, la justice ne peut juger que les crimes contre l'humanité postérieurs à 2014. Les crimes dont Hamid Noury est accusé sont donc requalifiés en crimes de guerre, par opportunité juridique et non en raison de la réalité de l'événement. C'est capital, car la qualification vaut vérité historique dans des sociétés hyperjuridicisées. Les prisonniers exécutés en 1988 avaient été arrêtés dans les années 80 et n'avaient pas été condamnés à mort, contrairement à des milliers d'autres. Les Moudjahidin du peuple [le groupe d'opposants ciblé par les premières exécutions à l'été 1988] n'ont été embarqués dans le conflit avec l'Irak qu'à partir de 1986. C'est donc un problème de les rattacher à cette conflictualité armée. Cette lecture épouse la rhétorique de la riposte de l'Etat iranien. L'acte d'accusation rappelle quand même que les prisonniers étaient en détention parce qu'ils étaient d'abord des opposants idéologiques: ce n'est pas l'Iran contre des ennemis extérieurs, mais l'Etat contre une partie de ses propres citoyens.

Les exécutions avaient-elles des objectifs internes ?

L'historien Ervand Abrahamian explique que les massacres de 1988 ont servi à verrouiller l'héritage du khomeinisme (Khomeiny est mort un an plus tard). L'impunité n'est pas seulement une question juridique, c'est aussi un discours historique de justification, de légitimation et de normalisation de la violence. Un procès pénal individualise la question du crime. Hannah Arendt l'a montré dans *Eichmann à Jérusalem*: on va relier des violences de masse étatiques à des personnes criminelles. Le procès risque de décontextualiser les faits. L'acte d'accusation s'attache aux massacres de 1988 sans les mettre en relation avec la violence d'Etat qui a duré dix ans (massacres de 1981 et 1984, mises à mort extrajudiciaires en prison, etc.)

La justice suédoise affirme que les exécutions s'inscrivent dans le cadre du conflit avec l'Irak. Partagez-vous cette conception ?

A travers des rapports publiés sur la base de dizaines de témoignages, un consensus s'est construit dans le



INTERVIEW

Reçu par E.Lan.



Lors d'un rassemblement de soutien à Raïssi, à Téhéran le 16 juin, peu avant la présidentielle dont il sortira gagnant. PHOTO ATTA KENARE, AFP

Iraj Mesdaghi, militant installé

Suite de la page 7 coup d'Iraniens de l'étranger. A cause de graves différends familiaux, selon ses dires, il décide de se renseigner sur son beau-père devenu, en ce début d'automne 2019, son «ennemi». Il tape son nom sur des moteurs de recherche : «Hamid Noury». Rapidement, il découvre les publications d'Iraj Mesdaghi, qu'il lit avec avidité. Et finit par lui écrire. «Il proposait de me rencontrer», se souvient l'opposant, qui a accepté tout de suite. Les deux hommes se voient mi-octobre 2019 dans le café d'un grand centre commercial de Stockholm. «Iraj était effrayé, il avait peur que je sois un agent iranien envoyé pour le tuer, retrace l'ex-gendre qui ne veut être désigné que par son prénom, Heresh. Je lui ai montré une photo de Noury avant toute chose. Il a répondu «Oh, il n'a pas changé.» Quand Heresh lui demande qui est sur la photo, Mesdaghi répond sans hésiter : «C'est Hamid Abbasi et son vrai nom est Hamid Noury.» L'ancien prisonnier lui fait le récit de ses années à la prison de Gohardasht où servait Hamid Noury et comprend que son nouvel ami peut l'aider dans sa quête de justice.

«ON EST LES TROIS MOUSQUETAIRES»

«Je lui ai dit : "On cherche cet homme depuis trente ans. Je veux que tu m'écoutes : achète-lui un billet d'avion, invite-le en Suède", se remémore Iraj Mesdaghi. Dans un sourire qui découvre toutes ses dents, il ajoute : «J'ai écrit le scénario.» L'homme se méfie des services de renseignement, même suédois,

et préfère s'en remettre à la justice. Mais il a besoin d'un avocat de confiance. Il en connaît un au Royaume-Uni : Kaveh Moussavi, rencontré quelques années auparavant. «Le 17 octobre, j'ai reçu un appel de Suède me disant que Hamid Noury arrivait en Suède et me demandant ce qu'on pouvait faire», relate l'avocat londonien. Le 19, Iraj Mesdaghi s'envole pour la Grande-Bretagne. Là, il réunit deux autres victimes et tous ensemble, ils commencent à constituer un dossier. L'avocat, l'opposant, l'ex-gendre : «On est les trois mousquetaires», lance dans un éclat de rire Kaveh Moussavi. Ils sont en fait un peu plus nombreux : l'avocate britannique Rebecca Mooney, son confrère suédois Göran Hjalmarsson, le réalisateur Nima Sarvestani. Ce dernier, jeune sexagénaire, est un complice de longue date d'Iraj Mesdaghi, le seul à avoir été mis dès le début dans la confidence. Nima Sarvestani a, lui aussi, quitté l'Iran à cause de la décennie noire des années 80, qui lui a volé son frère, exécuté en 1982. Après des années d'exil en Suède, il est retourné au début des années 2000 dans son pays natal où il a consciencieusement enregistré des centaines d'heures d'entretiens, y compris avec d'anciens hauts dignitaires, sur les massacres de prisonniers. Des éléments de preuve pour plus tard. «J'ai promis à mes parents qu'on aurait un jour un tribunal pour l'Iran», raconte posément, sur la terrasse en bois de sa maison stockholmoise, ce grand bonhomme aux larges épaules et aux cheveux blancs noués derrière la tête.

Iraj Mesdaghi et lui ont déjà travaillé ensemble. Nima Sarvestani a réalisé un film autour d'Iran Tribunal (*Those Who Said No*), cette initiative citoyenne qui a permis, en 2012, la tenue d'un procès symbolique pour juger les crimes commis par le régime pendant les années 80, sur le modèle du tribunal Russell contre les crimes américains au Vietnam. Pour ce documentaire, Nima Sarvestani a suivi son acolyte au Japon où il devait surprendre l'un des responsables des massacres de 1988, en déplacement officiel à Tokyo. Un second couteau l'a remplacé au dernier moment. Iraj Mesdaghi, qui s'est fait passer pour un journaliste, s'est quand même invité à sa table. Un dialogue mielleux et tendu s'engage, la caméra de Nima Sarvestani tourne discrètement : «Et si vous deviez un jour répondre [des crimes de 1988] devant un tribunal natio-

«Je lui ai dit : "On cherche cet homme depuis trente ans. Je veux que tu m'écoutes : achète-lui un billet d'avion, invite-le en Suède". J'ai écrit le scénario.»

Iraj Mesdaghi opposant iranien à son acolyte, le gendre de son bourreau

nal ou international ?» finit par lâcher l'opposant en exil. «On répondra. Quel est le problème ?» riposte l'officiel en s'essuyant la bouche.

CROISIÈRE EN ESPAGNE ET EN ITALIE

Hamid Noury sera le premier. Il ne s'en doute pas du tout lorsqu'il débarque en Suède ce 9 novembre 2019. Son ex-gendre a payé son billet d'avion aller, et même le retour depuis Milan. Il a aussi réservé, sur les conseils de Mesdaghi, une croisière et des hôtels à Barcelone et en Italie. Un séjour tout frais payé loin de l'austère République islamique. Alléchant. Le piège parfait. Noury ignore évidemment qu'une plainte a été déposée contre lui devant la justice suédoise, qui peut les recevoir et les instruire en vertu de sa compétence universelle. «Nous avons reçu un dossier de Londres début novembre [2019] disant que Noury venait en Suède et comprenant des rapports et des entretiens sur ce qui s'était passé en Iran. Nous l'avons lu et avons ouvert une enquête», résume l'une des procureures en charge de l'affaire, Kristina Lindhoff Carleson.

La justice estime les éléments suffisamment probants pour interpeller Hamid Noury dès son arrivée. Quatre jours plus tard, il est placé en détention provisoire. Depuis, une demi-douzaine d'enquêteurs travaillent à temps plein sur l'affaire. Ils ont entendu des dizaines de survivants et de témoins. Hamid Noury s'est muré dans le déni, confirme la procureure (son avocat Thomas Söderqvist n'a pas donné suite à notre demande d'entretien, il a déclaré

à l'AFP que son client «ni[ait] toute allégation d'implication dans les exécutions présumées de 1988»). Malgré l'activisme des survivants, l'affaire n'est pas simple. Première difficulté : Hamid Noury utilisait, selon les éléments fournis par les parties civiles, un pseudonyme lorsqu'il était en poste à la prison de Gohardasht. L'homme arrêté en Suède est-il bien le «Hamid Abbasi» des années 80 ? Les nombreux témoignages convergents recueillis pendant l'enquête et les documents versés à l'appui en ont convaincu les procureurs. Deuxième difficulté : quelles étaient les réelles responsabilités de Noury ? Pour y répondre, il faut se replonger dans ce terrible été 1988. Les huit années de guerre contre l'Irak touchent à leur fin. En juillet, le fondateur de la République islamique, l'ayatollah Khomeiny, ordonne à contrecœur d'accepter le cessez-le-feu proposé par les Nations unies. L'organisation des Moudjahedin du peuple lance une offensive éclair et suicidaire contre l'Iran, depuis le territoire irakien.

LES «HYPOCRITES» CONDAMNÉS

Aux yeux du régime, c'est le point de départ des exécutions, une version contestée. Le 28 juillet, le Guide suprême édicte une fatwa : «Il est décrété que ceux qui sont en prison [...] qui demeurent engagés dans leur soutien aux "hypocrites", [le terme utilisé par le régime pour désigner le MKO] sont considérés comme [en guerre contre Dieu] et sont condamnés à être exécutés.» Traduction bureaucratique ●●●



en Suède depuis en 1994, a fui l'Iran après dix ans de prison. PHOTO JULIETTE ROBERT. YOUNPRESS. HAYTHAM

●●● immédiate: des «comités de la mort» sont mis en place. A Téhéran, les trois hommes qui la composent (un juge religieux, un procureur et un représentant du ministère du Renseignement) se déplacent de prison en prison en Mercedes et BMW. Face aux détenus, ils n'ont qu'une question: «Quelle est votre affiliation?» Ceux qui répondent «moudjahidin» sont envoyés dans le couloir de la mort

et pendus. Dans son long rapport d'enquête paru en 2011, l'avocat britannique Geoffrey Robertson conclut au «caractère généralisé et systématique des meurtres» pendant cette période.

En moins de trois semaines, entre 2800 et 3800 prisonniers sont assassinés à travers le pays, d'après un chiffre donné dans ses mémoires par celui qui devait alors succéder à Khomeiny, l'ayatollah Montazeri.

Epouvanté par la fatwa et les massacres, le dignitaire religieux a écrit à Khomeiny pour le convaincre de revenir sur sa décision. Il n'aura pas gain de cause, et tombera en disgrâce, perdant certainement à cette occasion toute chance de devenir le futur Guide suprême.

A peine a-t-il obtenu une interruption mi-août, alors qu'allait débiter le mois de Moharram, sacré pour les chiites. Les exécutions reprennent

«C'était la continuation de la terreur qui s'est déchaînée dans les prisons, utilisant la même machinerie légale et impliquant le même groupe de bourreaux.»

Geoffrey Robertson
avocat britannique

une dizaine de jours plus tard. Cette fois, tous les militants de gauche (communistes, marxistes-léninistes etc.) sont visés. Devant les commissions de la mort, ils doivent dire «ils sont musulmans, s'ils croient en Dieu, si et à quelle fréquence ils prient, et s'ils sont prêts à recommencer à faire la prière», énumère Robertson dans son rapport. Comme les Moudjahidin, ils ignorent que de ces déclarations dépend leur vie. Les femmes «apostates» sont condamnées à des coups de fouet, répétés jusqu'au renoncement de leurs convictions ou leur trépas. Les hommes sont condamnés à mort. «C'était la continuation de la terreur qui s'est déchaînée dans les prisons après la fatwa [de juillet], utilisant la même machinerie légale et impliquant le même groupe de bourreaux: les membres de la Commission de la mort, les directeurs de prison et les gardiens», conclut Robertson.

LES FAMILLES SANS CORPS À HONORER

Dans la prison de Gohardasht, Hamid Noury était l'un de ces responsables. Selon Iraj Mesdaghi, qui se souvient avoir eu affaire à lui, il

était précisément l'adjoint du directeur, un certain Nasserian, de son vrai nom Mohammad Moghiseh, qui représentait également le procureur. C'est aussi ce qu'estime, à l'issue de presque deux ans d'enquête, la procureure Kristina Lindhoff Carleson. «Noury n'était pas un gardien, il était plus haut placé. Il est soupçonné d'être l'assistant du "dadya", le procureur détaché à l'intérieur de la prison», indique-t-elle.

Fin juillet, le parquet a rendu publiques les conclusions de son enquête. Noury est mis en accusation pour avoir «participé, avec d'autres auteurs, aux exécutions de masse et, [...] pour avoir soumis les prisonniers à de graves souffrances considérées comme de la torture». Des crimes de guerre commis dans le contexte d'un conflit armé international, estime la justice, qui accuse aussi Hamid Noury de meurtres pour les exécutions postérieures au cessez-le-feu d'août 1988. Il sera jugé à partir du 10 août et jusqu'en avril 2022, à raison de trois audiences par semaine.

«Je ne cherche pas la vengeance. Je veux connaître la vérité sur ce qui s'est passé en 1988», confie Iraj Mesdaghi, serein. «Qu'il soit condamné à un an ou vingt ans importe peu. Il va se retrouver face aux familles», abonde Nima Sarvestani. Les deux hommes espèrent des réponses sur l'ultime infamie du régime: après les exécutions, les corps n'ont pas été rendus à leurs proches, mais enterrés à la va-vite dans des fosses communes. Près de trente après, des familles cherchent encore les leurs, celles qui les ont trouvés ont interdiction de les honorer. Des stèles sont brisées, des fosses communes détruites ou transformées en parking, comme à Bandar Abbas. Autant de preuves détruites. Même après leur mort, les suppliciés de 1988 restent pourchassés. ◆

Le nouveau président iranien rattrapé par son passé répressif

Investi jeudi prochain, l'ultraconservateur Ebrahim Raïssi est critiqué par des opposants pour son rôle au sein du «comité de la mort» lorsqu'il était procureur adjoint de Téhéran.

Elu président le 18 juin, l'ultraconservateur Ebrahim Raïssi a fait toute sa carrière dans la justice, jusqu'au sommet: en mars 2019, le Guide suprême, Ali Khomeiny, l'a nommé chef de l'autorité judiciaire, traditionnellement acquise aux plus durs du régime. Ses derniers postes lui ont permis de faire valoir, pendant la campagne ce printemps, sa lutte acharnée contre la corruption. Mais une autre ligne de son CV intrigue les opposants, à l'intérieur et à l'extérieur du pays. En 1988, alors qu'il avait 27 ans, Ebrahim Raïssi a participé au comité qui, à Téhéran,

décidait quels prisonniers devaient être exécutés – et ils devaient presque tous l'être aux yeux de cette instance surnommée le «comité de la mort».

Selon l'épais rapport rédigé en 2011 par l'avocat britannique Geoffrey Robertson, Ebrahim Raïssi occupait à cette époque le poste de procureur adjoint de Téhéran. Son supérieur, Morteza Eshraqi, était membre permanent du comité, aux côtés d'un juge religieux et d'un représentant du ministère du Renseignement. Raïssi «a remplacé à l'occasion» le procureur Eshraqi, relève l'enquête réalisée à partir de témoignages de survivants.

Sur la liste des sanctions. Dans une étude parue en 2017, Amnesty International rappelle deux épisodes confirmant son implication. Mi-août 1988, alors que la vague d'exécutions a commencé depuis environ trois semaines, un très haut responsable politico-religieux envoie un courrier pour protester.

L'ayatollah Montazeri, compagnon de route et successeur putatif du fondateur de la République islamique, rappelle en dix points les critiques contre la vague d'exécutions qu'il a formulées oralement et par écrit auprès de l'ayatollah Khomeiny, le Guide suprême. Ebrahim Raïssi en est l'un des quatre destinataires, avec les autres membres du comité. Dans ses mémoires parus en 2000, l'ayatollah Montazeri raconte avoir exprimé son opposition lors de réunions avec les protagonistes, dont Ebrahim Raïssi.

Ses responsabilités en 1988 et récentes lui ont valu, en novembre 2019, d'être inscrit sur la liste des sanctions américaines par l'administration Trump. Ses concurrents politiques ont tenté d'utiliser son passé contre lui lors de débats télévisés ou de meetings. Jamais trop frontalement, tant le sujet reste sensible aujourd'hui en Iran. L'actuel président sortant, Hassan Rohani, avait par exemple tancé une conception de la politique qui se limitait «à

des exécutions et des détentions». Raïssi n'a jamais contesté sa participation dans ses rares prises de parole sur le sujet. Interrogé lors de sa première conférence de presse après son élection en juin, il s'est contenté de répondre qu'il avait toujours «défendu les droits humains et protégé la sécurité [de la population]».

Rappel sinistre. Amnesty International, entre autres ONG, s'est alarmé du symbole que représente son accession à la présidence, alors qu'il devrait «faire l'objet d'une enquête pour crimes contre l'humanité, meurtre, disparitions forcées et torture». «Un rappel sinistre que l'impunité règne en maître en Iran», cinglait Amnesty. Dans des termes plus choisis, le rapporteur spécial des Nations unies sur les droits humains en Iran, Javād Rehmān, a lui aussi exhorté à faire toute la lumière sur 1988 après l'annonce de la victoire d'Ebrahim Raïssi.

ÉRIC LANDAL

En Turquie, les feux de forêt alimentent le racisme envers les Kurdes

La presse progouvernementale et les réseaux sociaux désignent les séparatistes kurdes du PKK comme les responsables des incendies qui ont touché le sud du pays. Un climat de paranoïa semble s'être installé, au grand désarroi de la minorité kurde. Les feux de forêt qui font rage dans le sud de la Turquie depuis une semaine semblent enfin prendre fin : sur les 130 incendies qui se sont déclarés en six jours dans l'ensemble du pays, seuls sept sont toujours actifs, a assuré lundi 2 août la Direction des forêts, un organisme public turc. Le pays a enregistré des records de chaleur, et le feu s'est rapidement étendu, causant la mort de huit personnes et entraînant l'évacuation partielle de nombreuses zones touristiques – notamment à Bodrum, Marmaris et Antalya.

Si les données officielles sont rares, les chiffres montrent une augmentation importante du nombre d'incendies : 133 se sont déclarés depuis le début de l'année, détruisant près de

95 000 hectares, contre une moyenne de 43 entre 2008 et 2020.

Mais alors que l'opposition voyait les effets du réchauffement climatique et critiquait le manque de moyens alloués par les pouvoirs publics pour lutter efficacement contre le feu, la presse gouvernementale dénonce des actes de sabotage. "Qui brûle les forêts ?" interroge ainsi le quotidien Yeni Safak, pour qui "le fait que le feu prenne en même temps à des endroits différents pose la question d'un possible sabotage".

"Les regards se tournent vers le PKK [Parti des travailleurs du Kurdistan]", assure le quotidien, sans donner davantage d'éléments qui incrimineraient la guérilla séparatiste kurde. Même son de cloche du côté du quotidien Türkiye, proche du parti d'extrême droite au gouvernement MHP (Parti d'action nationaliste) :

Le PKK vit sa période la plus sombre, il est défait à l'intérieur de la Turquie, pourchassé par

l'armée et les services de renseignements en Irak et en Syrie, il ne peut plus commettre d'actes terroristes et en est donc réduit, pour maintenir le moral de ses sympathisants, à perpétrer ces incendies."

Le hashtag #PKKyakiyor ("C'est le PKK qui met le feu") a été partagé plusieurs centaines de milliers de fois sur le réseau social Twitter.

Regain du sentiment antikurde
Les populations des régions touchées par les incendies s'organisent désormais pour traquer les incendiaires présumés. Les membres de la minorité kurde en font les frais. "Chez les gens de la région, dès qu'il y a un problème, c'est la faute du PKK, et pour eux le PKK et les Kurdes, c'est la même chose", déplore Yüksel Sahin, responsable du parti prokurde HDP pour la ville méditerranéenne de Manavgat, à l'agence de presse kurde Mezopotamya Ajansi.

Des groupes de civils se promènent armés dans les rues,

contrôlent les identités. Un de mes collègues de travail, qui est parti pour déplacer une voiture de l'entreprise garée près d'un lieu où le feu progressait, a été sorti de son véhicule sous la menace d'une arme, la foule a voulu le lyncher; pour s'en sortir, il a dû expliquer qu'il n'était pas kurde et qu'il était juste venu chercher la voiture." Ce climat de paranoïa amplifie le racisme envers la minorité kurde, déjà en hausse dans le pays. Vendredi 30 juillet, sept membres d'une même famille ont été tués par balles à leur domicile dans la ville anatolienne de Konya. Fin mai, ils avaient déjà été la cible d'une attaque et avaient témoigné dans une interview au média en ligne d'opposition Gazete Duvar. Baris Dedeogullari, décédé ce 30 juillet, décrivait notamment la violence de l'agression, le dédain de la police locale et des agresseurs, qui se revendiquaient de l'extrême droite. Il concluait dans une plainte qui s'est révélée prémonitoire : "Nous avons peur pour nos vies."

Kurdistan au féminin

02 août, 2021

Le Kurdistan à travers le regard féminin

TURQUIE. Tentatives de pogrom anti-kurde à Antalya

ANTALYA – Après le massacre de 7 Kurdes à Konya / Meram le vendredi dernier, près de 300 fascistes ont attaqué dimanche soir des travailleurs agricoles kurdes à Antalya / Elmalı. Une famille de 16 personnes a dû quitter le village.

Des travailleurs agricoles kurdes du village de Bayralar à Elmalı, dans la province d'Antalya, ont dû quitter le village



après avoir été agressés et menacés par un groupe raciste de 300 personnes pendant deux jours. Servet Kurğa a déclaré qu'ils avaient été attaqués par un groupe raciste pendant deux jours et a ajouté : « Dimanche à minuit, ils nous ont attaqués. Le nez et les côtes de notre patron étaient cassés. Ils ont dit nous, 'Vous êtes des Kurdes, quittez nos terres'. Ils sont venus nous attaquer aujourd'hui. On nous

fait sortir du village sous la surveillance de la gendarmerie. Nous n'avons pu prendre aucun de nos biens. En ce moment nous allons à Elmalı, chez nos proches. »

Mustafa Kurğa, un autre membre de la famille résidant à Izmir, a déclaré qu'il a pu rejoindre sa famille après 4 heures

et que la vidéo diffusée sur les réseaux sociaux. Notant que sa famille avait été attaquée par un groupe raciste pendant 2 jours, Kurğa a déclaré : « Actuellement, ma famille a été sortie du village sous la supervision de la gendarmerie. Ils iront chez nos proches. 16 personnes, dont des enfants, sont en cours d'évacuation. J'étais

inquiet pour la sécurité de la vie de ma famille. Je suis toujours inquiet. »

Kurğa a poursuivi : « Hier soir, un groupe de racistes a fait une descente dans la maison et a battu les personnes dans la maison. La gendarmerie qui est venue sur les lieux a dit à ma famille : « Nous ne pouvons

rien faire. Quittez cet endroit pour votre sécurité. Ce groupe raciste a dit à ma famille : « Vous êtes des Kurdes, nous ne voulons pas de vous ici. Ils les ont menacés en disant « Nous vous donnons jusqu'à demain soir. Si vous ne quittez pas Elmalı demain soir, nous brûlerons toute la famille ».

Kurdistan au féminin

Le Kurdistan à travers le regard féminin

02 août, 2021

Huile d'olive d'Afrin vendue sur le marché mondial

La principale source de revenus de l'occupation turque à Afrin est le vol des olives. L'« or jaune » de la montagne des Kurdes est transféré en Turquie puis exporté vers le marché mondial. L'Allemagne sert de pierre angulaire pour la distribution d'huile d'olive d'Afrin vendue au Canada, au Danemark et en France. (Une enquête de Maxime Azadi)

Depuis l'occupation du canton kurde d'Afrin en mars 2018, l'État turc a mis en place un régime de pillage et d'exploitation. Les olives et les produits oléicoles étaient la principale source de revenus de la région avant l'invasion. Avec l'invasion turque, les oliveraies d'Afrin ont été pillées et sont devenues une source de financement pour les mercenaires de l'« Armée nationale syrienne » (ANS / SNA) sous commandement turc. Les gangs de l'ANS pillent la production d'olives de la région et l'amènent sur le marché mondial via la Turquie. Les produits piratés vont des « produits biologiques » tels que le soi-disant savon d'Alep d'Afrin dans les magasins d'aliments naturels et les pharmacies, à l'huile d'olive dans les supermarchés allemands. Bien que les revendeurs ne répondent pas aux demandes de renseignements de la presse sur la question, le gouvernement allemand a admis qu'il n'y avait aucun obs-

tacle à l'importation officielle de produits oléicoles pillés à Afrin. Aux savons d'Alep s'ajoutent en Europe de nouveaux produits des territoires occupés, dont la plupart sont vendus dans les supermarchés arabes, turcs ou kurdes. Sur de nombreux produits, le lieu de production est directement nommé « Afrin », d'innombrables autres produits pillés de l'ancien canton autonome sont mis en vente sous d'autres étiquettes.

La richesse du Rojava aux yeux des colonialistes et des occupants

Avant le début de la guerre, le Rojava représentait le grenier de toute la Syrie et était exploité par le régime du Baath de manière coloniale. Alors que les régions de Cizîrê servaient la monoculture de blé, les olives étaient principalement cultivées à Afrin, ainsi que des fruits pour le marché syrien. Avant la guerre qui a commencé en 2011, le Rojava avait fourni 40 pour cent de la production agricole en général et 60 pour cent de la production céréalière en Syrie. La région autonome actuelle du nord et de l'est de la Syrie détient 80 pour cent des réserves de pétrole du pays. La relation coloniale est illustrée par la monoculture du blé imposée par le régime. Par exemple, le blé produit à Cizîrê n'était pas transformé dans la région,



mais dans les métropoles syriennes, pour être réimporté au Rojava, parfois plus cher, sous forme de farine. Par conséquent, malgré les grandes quantités de céréales, le manque de moulins à grains a posé un sérieux problème au Rojava après la révolution. Cependant, non seulement le régime revendique l'exploitation des richesses, mais aussi les États voisins, au premier rang desquels la Turquie, qui tente de s'appropriier tout le nord de la Syrie sur une ligne tracée à peu près au niveau d'Alep.

Ainsi, c'est la Turquie qui a d'abord envahi la Syrie dans le but de l'occuper. À cette fin, Ankara a d'abord soutenu des groupes tels que DAESH / ISIS, al-Nosra et d'autres milices djihadistes, puis est intervenu dans la guerre elle-même après leur défaite militaire. Afrin a été bombardée par plus de 70 avions de guerre début 2018, avant d'être occupée et pillée par l'armée turque et un

conglomérat de mercenaires d'extrême droite et djihadistes. Depuis lors, la population kurde a été systématiquement déplacée et ceux qui restent sont exploités par le vol, la protection et l'extorsion de rançons.

Un vol de plusieurs centaines de millions d'euros

Il y avait au moins 18 millions d'oliviers à Afrin avant l'invasion. De plus, les olives de la région sont utilisées pour produire le célèbre « savon d'Alep ». Pendant des siècles, l'huile d'olive d'Afrin a été considérée comme « l'or jaune ». Ankara et ses troupes mercenaires se partagent les revenus, tandis que les familles restées dans la région après l'invasion ne peuvent en garder qu'une fraction pour elles-mêmes. La valeur du « butin » pillé a été estimée à environ 90 millions d'euros. Cela comprenait la cannibalisation des installations de production de savon et l'extorsion de rançons à travers d'innom-

brables enlèvements. Le montant réel est donc susceptible d'être beaucoup plus élevé.

Selon les économistes, la production d'huile d'olive en 2018 à Afrin était d'environ 50 000 tonnes et était estimée à 130 millions d'euros. Le magazine français *Le Point* a publié un rapport de recherche sur le sujet en janvier 2019, indiquant que 20 000 tonnes d'huile d'olive d'Afrin d'une valeur de 60 millions d'euros avaient été vendues en Turquie.

Des usines entières mises au service du régime d'occupation

En novembre 2018, l'ANF a publié des documents montrant que l'État turc et ses mercenaires avaient conclu un accord sur le pillage. Ce protocole promettait aux groupes de mercenaires les revenus de la production d'huile d'olive en 2018 et 2019. Ainsi, 22 millions de dollars de revenus devaient être générés pour les mercenaires de la vente d'olives à la seule Espagne. Ainsi, l'exploitation a gagné son niveau international, qui est encore répandu aujourd'hui. Les usines pillées de la ville ont été mises au service du régime d'occupation. Un rapport du 28 juin 2021 de l'ANF a noté que les propriétaires de 50 des 100 usines d'huile d'olive de la ville restant à Afrin ont fui vers Shehba et Alep. Leurs usines ont été confisquées.

Necib Şexo, qui possédait l'une des oliveraies et formait un groupe d'intérêt avec d'autres producteurs d'huile d'olive déplacés, a déclaré à ANF en juin 2021: « Ils font pression sur la population et l'obligent à vendre l'huile d'olive produite à Afrin à un prix très bas. Il est collecté à l'usine Nûri Arap à Jindires. De là, il traverse la frontière turque par le passage opposé dans le village de Hamam dans la province turque de Hatay. »

L'Allemagne est la pierre angulaire de la distribution des produits pillés

Aujourd'hui, l'huile d'olive volée à Afrin est vendue dans presque tous les pays européens ainsi qu'aux États-Unis et au Canada. L'Allemagne est l'un des principaux piliers du pillage et donc du financement des groupes mercenaires de l'ANS. Ce n'est pas un hasard, car l'Allemagne est aussi le plus véhément partisan du fascisme turc.

L'huile d'olive pillée est distribuée depuis Magdebourg

L'Allemagne est la plaque tournante de la distribution de pétrole via Internet, les médias virtuels et les marchés. Ainsi, « Zêr Afrin » (« or Afrin » en kurde) est ouvertement proposé en Allemagne. L'huile d'olive est collectée et distribuée à partir d'un grand dépôt à Magdebourg. Les produits pillés de la région kurde occupée sont d'abord amenés en Turquie et transportés en Europe par l'Institut turc de normalisation (TSE). La « Syrie » est indiquée comme pays d'origine des produits. L'entreprise, située Liebknechtstraße 99 à Magdebourg, n'a pas répondu aux demandes de renseignements.

La société Salet Al Ghouta, basée à Wuppertal, vend également de l'huile d'olive volée à Afrin. Ici, elle est vendue sous le nom de « Jibal Afrin », « huile d'olive des montagnes d'Afrin » pour 15,28 euros en bidons de deux litres.

L'huile d'olive d'Afrin arrive en Europe via les canaux officiels

Les produits oléicoles sont acheminés en Europe par camions et bateaux. Ils semblent passer la douane par les voies officielles.

La réponse du gouvernement allemand aux enquêtes correspondantes adressées au ministère de l'Agriculture le confirme. La réponse indique que les entreprises de pays tiers exportant vers l'UE n'ont pas besoin d'un permis pour importer des produits alimentaires non animaux. Les

douanes et les autorités étatiques procèdent seules à des « évaluations » dans des cas individuels. Statistiquement, les importations ne sont pas enregistrées.

Des demandes similaires adressées aux autorités françaises et belges n'ont même pas reçu de réponse. Aucune des sociétés vendant de l'huile d'olive n'a non plus répondu aux demandes de renseignements correspondantes de la presse.

Ventes au Canada, au Danemark et en France

Les produits de la marque « Jibal Afrin » volés à Afrin sont également vendus au Canada. La Syrie est indiquée comme pays d'origine. Les produits portent le sceau de l'autorité turque de normalisation TSE et l'étiquette mentionne une société appelée « Mir Paketleme İTH. HR. VE TİC. LTD. Tİ. » Ce groupe est basé à Hatay, une province frontalière turque avec Afrin occupé. Sur le site Internet de « Jibal Afrin », l'huile d'olive pillée à Afrin est proposée à 13 dollars le litre. Neuf kilos de « savon vert bio » coûteraient 75 dollars.

En France, l'huile d'olive volée à Afrin est vendue sous le nom de Yaman sur un site Internet appelé Mira. « Syrie » est donné comme lieu de production de l'huile. La description parle d'« huile d'olive naturelle de première classe de la marque Yaman (Afrin-Alep) », où trois litres d'huile d'olive coûtent 13,50 euros, litres 22,50 euros et 18 litres 81 euros.

Une autre société vendant les produits d'Afrin s'appelle « Jobri Food », qui opère au Danemark et dont le siège est à Viborg. Cette société vend des « produits Afrin » et dispose également d'un réseau allemand. Les produits sont emballés et testés en Turquie. De la présentation de l'entreprise, il apparaît qu'elle a des représentants dans toute l'Union européenne et que son propriétaire est originaire

d'Afrin. Jobri Food se présente comme l'une des entreprises leaders dans l'UE. Une note indique: « Nous sommes fiers d'offrir des aliments de la plus haute qualité provenant de cultures d'Afrin bien connues. »

Toutes les huiles d'olive produites en Turquie sont suspectes

De même, des produits à base d'huile d'olive pillés à Afrin ont été trouvés aux États-Unis et dans de nombreux autres pays d'Europe. Il existe un grand nombre d'internautes qui annoncent l'achat de tels produits sur les réseaux numériques. De nombreux produits qui ne portent pas le nom « Afrin » sont également issus de pillages. Il est donc difficile de déterminer l'étendue réelle de l'exportation des biens pillés. Tous les produits à base d'olives fabriqués en Turquie ou approuvés là-bas doivent être considérés comme suspects à cet égard.

Les États européens aident et encouragent le financement du terrorisme

L'incapacité des États européens à prendre des mesures contre cela les rend complices des crimes d'Afrin et complices du financement du terrorisme. En effet, les produits volés à Afrin financent à la fois un régime oppressif et des groupes qui commettent les crimes de guerre les plus graves, notamment des membres de DAECH, al-Nosra, et des milices d'extrême droite et djihadistes de l'ASL comme Ahrar al-Sham et Ahrar al-Sharqiya, qui a été récemment placé sur la liste des sanctions américaines. Ainsi, la vente de ces produits peut constituer à la fois un crime de guerre et un crime au regard du droit national.

L'Europe ne fait rien

Suite à une décision de la Cour de justice de l'UE, les États de l'UE sont obligés d'étiqueter les produits des territoires palestiniens occupés comme tels. Ce règlement vise à informer correctement les consommateurs

teurs sur l'origine des produits. Comme la même pratique ne s'applique pas aux produits pillés à Afrin, il n'est pas difficile d'imaginer que de nombreux consommateurs soutiennent à leur insu le pillage et l'occupation.

Avocat Malterre: le pillage et la commercialisation des produits d'Afrin violent le droit international

Jean-Louis Malterre, avocat au barreau de Paris, déclare que

le pillage et la commercialisation des produits Afrin violent le droit international de la guerre: « Cela viole les conventions qui régissent les actions militaires ; c'est du pillage ». Malterre rappelle l'affaire Lafarge-Holcim. La multinationale du ciment avait continué à exploiter son site de Çelebiyê dans le sud-est de Kobanê jusqu'en 2014, versant de l'argent à des tiers sur le terrain pour négocier des accords avec des groupes islamistes afin de maintenir la production.

Treize millions d'euros de bakchich auraient coulé entre 2011 et 2013 seulement. Les pots-de-vin ont continué même lorsque l'Etat islamique a envahi certaines parties de la Syrie en juin 2014 et a proclamé l'établissement d'un califat.

Dans ce contexte, LafargeHolcim est accusé de « complicité de crimes contre l'humanité » pour ses activités au Rojava. Selon l'avocat Jean-Louis Malterre, la vente des produits oléicoles pillés pourrait avoir

des conséquences similaires. Malterre explique que les produits introduits dans l'UE en provenance d'Afrin sont également « des produits de pillage et de vol », ajoutant que: « ceux qui participent directement au pillage et ceux qui profitent du pillage peuvent être poursuivis ». Pour lancer le processus, cependant, des accusations criminelles doivent être déposées par les personnes impliquées. »



WASHINGTON KURDISH INSTITUTE

August 3, 2021

Kurdistan's Weekly Brief August 3, 2021

A weekly brief of events occurred in the Kurdistan regions of Iran, Iraq, Syria, and Turkey.

Iran • The Iranian regime arrested a number of Kurdish activists in an attempt to preempt anti-government protests last week. On Thursday, Iranian authorities detained two Kurdish brothers named Osman and Shaysta Muradian in Sanandaj. Furthermore, Iranian intelligence officers (Ettela'at) seized four people in Bikaner, including two female activists named Azima Naseri and Kazha Ameni. At the same time, Iranian authorities arrested Assad Alaie and Fuad Habibi in Divandareh (Diwandara), Rizgar Alianawa, Ahmad Suna, and Kawa Sulimanpour in Mehabad, and Salam Kurda in Oshnavieh (Shinno). Ettela'at often detains activists for weeks before handing them over to the Iranian judicial system.

• Iranian border guards wounded a Kurdish border porter (Kolbar) named Rasoul Malawi near Baneh. Concurrently, the Kurdistan Human Rights Association (KMMK) reported Iranian security forces arrested five Kurdish businesspeople from Saqqez.

Iraq-ISIS (Da'esh) terrorists continued their sabotage cam-

paign targeting the electrical infrastructure in the "Disputed Territories" and disabled at least a dozen electricity pylons last week. Daesh's attacks on Iraq's electricity sector are intended to stoke unrest during the country's hottest months, divert security forces from counter-Da'esh operations and lure them into ambushes. That said, security forces in Kirkuk announced the arrest of several Da'esh terrorists who were involved with the July 21 suicide attack in Baghdad's Sadr City.

• Turkey's ongoing invasion of Iraqi Kurdistan continued with Turkish airstrikes hitting several locations in the Qandil Mountains, Bradost, and Zakho. Turkish military operations in the region have killed dozens of civilians, displaced thousands more, and forced the evacuation of hundreds of Kurdish and Christian villages. Duhok Governorate's deputy governor claimed that 30,000 donums had been burned in the governorate, resulting in approximately 30 billion IQD (20 million USD) in damages.

• An Erbil court sentenced three people to death and two

others to five years in prison for the murder of a senior Democratic Party of Iranian Kurdistan (KDP-I) commander named Qadir Qadiri. Qadiri was found dead near Sulaymaniyah Governorate's Hartal village in March 2018. Qadiri's lawyers requested the court change the charge from "homicide" to "terror act" since the Iranian regime, which has assassinated numerous Kurdish dissidents abroad since 1979, was responsible for his death.

• On the seventh anniversary of the Da'esh genocide against Iraq's Yazidis, Special Representative of the Secretary-General for the United Nations Assistance Mission for Iraq Jeanine Hennis-Plasschaert called for the implementation of the Sinjar agreement between Baghdad and Erbil. Kurdish officials have also demanded the implementation of the agreement, which would station Peshmerga and Iraqi forces outside Sinjar, task local police forces with security inside the town limits, and evict all other forces and militias from the area. Meanwhile, the fate of 3000 Yazidis, mostly women, remains unknown.

Syria • The US Department of the Treasury sanctioned eight Syrian regime prisons and five senior Assad regime security officials for human rights abuses. The Department of the Treasury also sanctioned the Turkish-backed group Ahrar as Sharqiya and two of its leaders for reasons outlined in a statement that read, "Ahrar al-Sharqiya has committed numerous crimes against civilians, particularly Syrian Kurds, including unlawful killings, abductions, torture, and seizures of private property. The group has also incorporated former Islamic State of Iraq and Syria (ISIS) members into its ranks."

• The explosion of a rocket-propelled grenade fired by Turkish-backed Islamists injured a man named Omar Aloush near the M4 highway in Ain Issa. Turkish proxies also shelled areas near Tal Tamer and north of Manbij, though these attacks caused no reported casualties.

• The Autonomous Administration of North and East Syria (AANES) repatriated 14 children and five female Da'esh relatives from the al Hawl

camp to the Albanian government on Saturday. The AANES also continues to release Syrian families from the camp who receive sponsorship from Arab tribal leaders or pass local background checks. That said, al Hawl continues to house thousands of Da'esh members and their families, including active cells responsible for murders, assaults, fundraising, and terror plots.

• The US-backed Syrian Democratic Forces (SDF) held their annual conference of military councils, which was attended by Commander of the Combined Joint Task Force-Operation Inherent Resolve

Lieutenant General Paul Calvert. Lt. Gen. Calvert thanked the SDF for their contributions and said, "It is an honor for me to speak before you, in front of those who defended and sacrificed so much against ISIS." Granted, the pro-Turkish government Daily Sabah described the conference as "Lt. General Paul T. Calvert, who serves as the Commander of the Combined Joint Task Force – Operation Inherent Resolve, attended the meeting of the terrorists."

Turkey • A Turkish man massacred seven members of a Kurdish family in Konya and burned down their house on

Friday. The Dedeoğulları family faced previous attacks and were ignored when they warned Turkish authorities they were being targeted because of their ethnicity in May. Instead, Turkish police prevented a large gathering during the family's funeral and arrested several Kurds protesting the massacre in Van on Saturday. Numerous regional and international organizations denounced the massacre, including the Kurdistan Regional Government (KRG). The pro-Kurdish People's Democratic Party (HDP) blamed Turkish President Recep Tayyip Erdoğan and his Justice and Development Party (AKP) for the

attacks in a statement that read, "HDP blamed the ruling parties headed by President Erdoğan in the government for hate speeches leading to fascist attacks on the Kurds. These racist attacks result from criminalization policies carried out by the AKP-MHP coalition against Kurds and the HDP." Meanwhile, several members of a Kurdish family working on Turkish-owned farmland suffered injuries when they were attacked by a mob of 300 Turks in Antalya. Lastly, a Turkish man attacked the HDP office in Muğla and caused property damage

The Washington Post

August 3, 2021

By Pari Ibrahim and Murad Ismael

Opinion: Seven years after the genocide, Yazidis are still waiting for justice

On Aug. 3, the world marks the seventh anniversary of the mass murder of Yazidis by the forces of the Islamic State — a crime that has been recognized as a genocide by a number of international institutions. Last month, the Belgian and Netherlands parliaments adopted recognition resolutions, and earlier this year, a United Nations team concluded that the atrocities committed against the Yazidis constituted a genocide. These positive developments have renewed Yazidis' hope that the international community — which did little to prevent the massacre of our people starting in August 2014 — remains committed to our survival.

Yet we still face a number of pressing issues. First and foremost, the world still lacks a functional accountability mechanism for the perpetrators of this crime against humanity. Tens of thousands of Islamic State militants have been charged in Iraq under counterterrorism laws — but not for



Deserted ruins in the northern Iraqi town of Sinjar. (Samya Kullab/AP)

genocide. Proceedings are rushed and opaque, ensuring that such trials shed little light on the crimes committed against our people. Nearly 3,000 Yazidis, abducted by the Islamic State seven years ago, remain unaccounted for.)

In Syria, some 12,000 Islamic State militants are being held in makeshift prisons, where there is no foreseeable pathway to justice.

The Syrian detention centers

also hold thousands of foreigners who will likely never be repatriated. In Germany, the authorities have put several alleged perpetrators of the genocide on trial. No other trials have occurred anywhere else in the world.

In the most recent blow to our efforts to find justice, Iraqi authorities vetoed two draft laws — one in the national parliament and the other in the regional parliament of Kurdistan — aimed at establishing a court to address international crimes,

as current judicial courts are not equipped to handle such complex matters of international law. While Yazidis have urged the International Criminal Court to consider Islamic State criminal cases and the U.N. Security Council to establish a special tribunal, neither has come to fruition. It is unclear if Iraqi judicial reform is likely or possible in the near future.

Since the Yazidi genocide was caused by entrenched racism and discrimination against our people, our community rightly fears an Islamic State resurgence and an uncertain future. To confront root causes, Iraq must create a nationwide mandatory educational curriculum with recognition of the genocide and a positive, tolerant social history of the country's diverse ethnic and religious traditions. Of equal importance, the long-marginalized Yazidi community must have equal opportunities for employment, education, training and government support. Currently, approximately 200,000 Yazidis

are still living in refugee camps, with little chance of returning home anytime soon.

On the bright side, the Iraqi Parliament recently passed the Yazidi Survivors' Law, marking a momentous and unprecedented step forward. The Iraqi government, with support from the international community and U.N. agencies, should ensure the full, fair and transparent implementation of this law. Iraq should swiftly confirm budgetary approval to enable the newly formed Directorate for Survivors to provide housing, economic opportunity, and legal and psychological support to survivors as stipulated by the law.

In October 2020, Iraq's national

government and its regional counterpart in Iraqi Kurdistan signed the Sinjar Agreement to agree on security and reconstruction. Yazidi voices were not consulted — even though Yazidis make up the majority of the population in Sinjar. Even so, this agreement, which could potentially lead to some improvements, faces real challenges in implementation, especially in the areas of security and governance.

Security in Sinjar should be apolitical and trusted and implemented by its citizens, rather than depending on political parties or militias. There are serious concerns regarding the current recruitment of Sinjar's 2,500-strong police force. Implementation is also

endangered by Turkey, which has bombed Sinjar and surrounding areas numerous times, ostensibly targeting insurgents from the Kurdistan Workers' Party (PKK). Without serious efforts to address security problems, it is difficult to imagine the agreement leading to a successful outcome. No military action against Yazidis in Sinjar should be tolerated.

While Yazidi families should have the option to return home, they should do it only if actions to this end are coordinated, safe, dignified and voluntary, and lead to the possibility of stable livelihoods. The many thousands of Yazidis who remain displaced require assurances and assistance in order to return. Perhaps provincial

status for Sinjar might help address long-term administrative challenges and mitigate territorial disputes.

The story for Yazidis is not entirely dim. The community has better access to the outside world than ever. The younger generation is playing a leading role in development and recovery. Yazidi civil society is stronger and more engaged than ever before, and international donor support has helped scale up schooling, care centers and jobs for thousands of our people.

Yet it is hard to imagine how life for Yazidis can truly return to normal without justice. The international community should help.



August 4, 2021
By Khazan Jangiz

Father, 3 children killed by Turkish bombing in Rojava: YPG

ERBIL, Kurdistan Region — A father and his three children were killed in a Turkish bombing near Ain Issa, northeast Syria (Rojava) on Tuesday night, an official confirmed to Rudaw.

The four were killed in a Turkish attack on their house in al-Safawiyeh village, Siamand Ali, spokesperson for the People's Protection Units (YPG), told Rudaw.

The four were identified by the Syrian Democratic Forces (SDF) as Zidan Khalaf al-Issa, 54, and his three children: Ziyad, 12, and Muna and Huda whose ages were not given. Graphic photos showed the bodies of two young girls with serious head wounds.

The mother and another daughter were injured and sent



A father and three children were killed by Turkish bombing of their village near Ain Issa, northeast Syria on August 3, 2021. Photos: SDF; Graphic: Sarkawt Mohammed/Rudaw

to hospital in Raqqa, according to the Rojava Information Center.

The village came under bombardment by heavy weaponry on Tuesday evening, reported

Hawar News Agency (ANHA).

Ain Issa is located on the M4 highway, the main route that crosses northern Syria. In this area in October 2019, Turkish forces and their Syrian proxies

launched a military offensive against Kurdish forces. The operation was ended the same month after ceasefires were brokered by Washington and Moscow. The truces saw Turkey take control of a stretch of territory along the border and the SDF redeploy south of the M4 with Russian and Syrian regime troops acting as a buffer.

The ceasefire has been violated numerous times. Late last year, there were frequent clashes between Turkish-backed Syrian militias and Kurdish forces, with casualties on both sides and among the civilian population. At the end of December, Russia deployed additional troops to keep the peace.

In March, a child was killed in shelling by Turkish-backed militias.

August 4, 2021
By Dana Taib Menmy

Iraq: Iranian Kurdish refugees alarmed by 'assassination' of activist

Iranian Kurds in the Iraqi Kurdistan region concerned by murder of activist who previously received threats from Iranian security agencies

The wife of an Iranian Kurdish activist assassinated in northern Iraq in mid-July says her life is under threat as killers of her husband have yet to be held accountable.

"My own life is under grave threat, and I am defenceless. I call on the Kurdish authorities to put an end to the killing of Iranian Kurdish activists," Zoleykha Nasseri, widow of the slain activist Behrouz Rahimi, told Middle East Eye.

Rahimi was killed in Zhaleh neighbourhood in the suburbs of Sulaimaniyah city near his workplace on 14 July. CCTV records the moment a BMW car with tinted windows and no licence plate follows and ambushes the activist, with an unknown number of assailants shooting at him from the car.

An unconscious Rahimi was taken to hospital but suffered severe bleeding and never recovered from his injuries.

Nasseri said that Iranian intelligence operatives previously threatened both of them.

Rahimi is one of hundreds of Iranian Kurds killed since 1991 in Iraqi Kurdistan, where they sought refuge from an Iranian crackdown.

Nearly 10 million Kurds, around 10 percent of the population of Iran, live in Iranian Kurdistan, in western Iran, along the borders with Iraq and Turkey.

For decades, they have been deprived of their political and



Murdered activist Behrouz Rahimi (R) and his widow Zoleykha Nasseri (Supplied)

cultural rights. Since the Islamic revolution of 1979, successive Iranian governments have been suppressing the Kurds with an iron fist, prompting an armed struggle to achieve autonomy within Iran. Thousands of Kurds have fled to the neighbouring Iraqi Kurdish region.

Rahimi, also known as Rebin, was born in 1973 in the Kurdish city of Sanandaj, east of Iran. Both Rahimi and his widow, who worked as civil activists and environmentalists, were forced to escape their hometown in 2012 as Iran's intelligence was pursuing them, Nasseri said. They registered themselves as refugees with the UN High Commissioner for Refugees (UNHCR) in Erbil, the capital city of Iraqi Kurdistan, and were recognised as political asylum seekers.

Iranian death threats

Nasseri said that prior to her husband's death, he turned down requests from Iranian security agencies to collaborate with them.

"Iran's intelligence ministry had asked my husband to cooperate with them, but he refused. They then threatened to kill him if he refused to cooperate," Nasseri told MEE.

She added that her late husband was a supporter of the militant Kurdish leftist, anti-Iranian government group the Free Life Party of Kurdistan (PJAK), which had previously downplayed the Iranian threats.

"PJAK comrades assured us and described the threats as 'mere Iranian propaganda', so we did not take the threats seriously," she said.

She said she gave her testimony to the security forces of the Kurdistan Regional Government (KRG) who are investigating the killing of her husband. However, she does not know whether anyone has been arrested.

"I call on the security forces to act responsibly, find the perpetrators and bring them to jus-

tice," she told MEE.

"I am sure they can do everything since there were CCTV cameras at the location of the crime. If security forces do not act, I am obliged to file a lawsuit with the region's judiciary," she added.

The incident is reminiscent of the killing of Eghbal Moradi, a Kurdish political activist and the father of the executed political prisoner Zanyar Moradi, who was murdered by unknown assailants on 17 July 2018 in the border town of Panjwen.

'Iran's intelligence ministry had asked my husband to cooperate with them, but he refused. They then threatened to kill him if he refused to cooperate,' - Nasseri, wife of the slain activist Behrouz Rahimi.

Last year Mustafa Salimi, an Iranian Kurd who escaped from a prison in Iran and sought asylum in Iraqi Kurdistan, was reportedly handed over by Kurdish security forces to Iranian authorities who later executed him.

PJAK in a statement said that Iran is behind the "terrorist assassinations of Moradi and Rahimi". The party has called on the authorities in the Kurdistan region "to take a stance against the terrorist acts of the occupying regime of Iran and their Kurdish mercenaries and submit the killers of Kurdish comrades into justice."

The Washington DC-based Abdorrahman Boroumand Center for Human Rights in

Iran (ABC) said in a statement that in its ongoing research "It has identified more than 540 Iranians whose successful assassination or kidnapping have been attributed to Iran."

According to the ABC's research, most of the victims were targeted in Iran's neighbouring countries, especially in Iraqi Kurdistan in the 1990s, where 329 people were killed.

Mohammed Amini, an Iranian Kurdish journalist living in Sulaimaniyah told MEE that he has also received numerous death threats.

"This is a simple proof that Iran continues to silence its opponents outside its borders. Through targeting Kurdish activists and journalists, Iran aims to spread terror, curb and limit the impacts of its political opponents," he said.

When contacted by MEE, Sarkawt Ahmed, spokesperson of Sulaimaniyah police said that Rahimi's case and investigations into the killing of foreigners are within the mandate of Sulaimaniyah security agencies, not the police apparatus.

MEE contacted two spokespersons for Sulaimaniyah's security, but one was not available, and the other declined to comment.

According to law number 4 of 2011 passed by the Kurdistan Parliament, security agencies are law enforcement bodies related to the Kurdistan Region Security Council, which is overseen by the President of Kurdistan region. But the two main Kurdish ruling parties, the Patriotic Union of Kurdistan (PUK) and the Kurdistan Democratic Party (KDP) are practically running their own security forces under their areas of control.

Sulaimaniyah is under the control of the PUK, while Erbil and Duhok are controlled by KDP.

The fact that security and intelligence agencies in Sulaimaniyah are managed by the PUK, currently preoccupied with a family rivalry among its leaders, has the potential to complicate any investigations into political assassinations in the region as Tehran could use its influence over feuding parties in a tit-for-tat game.

Security services accused of 'silence'

Meanwhile, the founder of the Paris-based Kurdistan Human Rights Network (KHRN) Rebin Rahmani told MEE that "it is too early to identify who committed the crime" when referring to the killing of Behrouz Rahimi. His organisation, he said, is expecting Sulaimaniyah

security agencies to investigate the case and announce the outcome to the public.

"The silence of security agencies on those assassination cases has led to real concerns that Kurdish activists are increasingly at risk of being murdered," he said.

"The Iraqi federal government and the KRG are responsible for protecting those Iranian Kurds who registered themselves as asylum seekers with UNHCR," Rahmani said. "UNHCR is also negligent in this regard. Nobody takes responsibility towards Iranian Kurds."

He argued that the silence of the international community towards Iran's abuses against the human rights either locally or abroad "emboldened Iran's security agencies to target opponents of the regime anywhere in the world."

'The silence of security agencies on those assassination cases has led to real concerns that Kurdish activists are increasingly at risk of being murdered,' - Rebin Rahmani, Kurdistan Human Rights Network

Commenting on the accusation, Firas al-Khateeb, a UNHCR spokesperson, told MEE that "the safety and secu-

arity of citizens and refugees as well as residents in any country is that of the host government. If there are breaches of security or issues concerning protection at that level then it would be taken with the government at the level of the Special Representative of the UN Secretary-General for Iraq."

Iranian Kurdish political asylum seekers in Iraq who are awaiting relocation to a third country have often complained of the lengthy UN asylum process, saying it compounds their poor living conditions and extends their legal limbo for years. They are estimated to be 30,000 people, none has been relocated to a third country since 2006, Arsalan Yar Ahmadi, a board member at the Hengaw Organisation for Human Rights in Kurdistan, told MEE.

A 26-year-old Iranian Kurdish asylum seeker, Behaz Mahmoudi, set himself alight on 18 May in front of the UN headquarters in Erbil in protest at the delays in his case. He died later of his wounds.

Mahmoudi's self-immolation in front of cameras has sparked a wave of criticism of the perceived indifference of UN officials towards the refugee situation in the Kurdistan region.

The Washington Post

August 04, 2021
By Ann Hornaday

This courageous documentary follows the rescue of Yazidi women from the Islamic State

When the Islamic State overran northern Iraq's Sinjar province in 2014, thousands of Kurdish Yazidi men were killed in the ensuing genocide. And thousands of women were kidnapped, taken by ISIS terrorists to be raped and sold into slavery.

That is the grim historical back-



Mahmoud Rashedo, a Yazidi humanitarian, in "Sabaya." (MTV Documentary Films)

ground to "Sabaya," in which filmmaker Hogir Hirori follows a team of volunteers that tries to free Yazidi women, one by one, from captivity. Their focus is al-Hol, a sprawling camp in northeastern Syria where that country's forces have been detaining the wives and children of the ISIS fighters they have imprisoned. Taking advantage

of that circumstance, a Yazidi humanitarian named Mahmoud Rashed — helped by a team of unimaginably brave women who have gone undercover in the camp — works day and night to identify potential beneficiaries of what has clearly become his life's obsession.

Swedish Kurdish director Hirori assumes an intimate, observational stance toward his subjects, of whom Mahmoud is but one: Compulsively smoking and checking his phone, he's surrounded by the cheerful complaining of his wife Siham, who notes that he's never home; his mother Zahra, who has opinions too (mostly about

cooking); and his irrepressible son Shadi. The relaxed warmth of Mahmoud's family is a shock to the young women he rescues — the title "Sabaya" comes from the term the group of captives are known as — but soon becomes a safe, loving space in which to process trauma that is profound and sure to be long-lasting.

While much of Hirori's film plays like a thriller (at one point Mahmoud and his colleagues are chased and fired upon by the ISIS sympathizers that surround their nonprofit's modest complex), the scenes of Zahra's wordless support as she hovers close to a girl breaking down are by far the most

memorable.

And these are girls: One protagonist in "Sabaya" was abducted when she was only 2 years old. To this unspeakable injustice is added the brutal fact that, if they have children, they must leave them behind to reenter Yazidi society. As absorbing and illuminating as "Sabaya" is — and as courageous as it is as an act of filmmaking — the viewer can't escape the fact that it's men who have taken these women hostage, men who are rescuing them and men to whom they are returning, as long as they obey their conditions and patriarchal codes.

"Sabaya" ends on a positive but also muted note, with a van returning a group of women to their families, then picking up another group of women to go undercover in al-Hol (many of them having already been freed from there). Hundreds of women have been liberated, Hirori tells us, paying tribute to the selfless efforts of Mahmoud and others. There are thousands still waiting.

Unrated. At Angelika Mosaic and Angelika Pop-Up at Union Market. Contains adult themes and disturbing images. In Kurdish and Arabic with subtitles. 90 minutes.



August 04, 2021
By Khazan Jangiz

German-Iranian national sentenced to more than 10 years in prison

ERBIL, Kurdistan Region — A dual German-Iranian national was sentenced to more than ten years in prison on various charges after spending ten months in detention in Tehran, her daughter confirmed on Wednesday.

Nahid Taghavi was sentenced to 10 years and eight months in prison, her daughter Mariam Claren said on Twitter, following reports from a human rights monitor of her sentencing for alleged "membership of an outlawed group" and "making propaganda against the regime."

According to the Paris-based Kurdistan Human Rights Network (KHRN), Taghavi and fellow detainee Mehran Raouf were given 10 years for supposed membership of an outlawed group and eight years for

propaganda charges by the Revolutionary Court of Tehran. Several others were handed down lengthy prison sentences.

Her daughter slammed the sentencing, saying Taghavi is innocent.

Taghavi, in her 60s, was arrested at her Tehran apartment on October 16 last year. On Sunday, Claren said Taghavi's condition "has worsened" after she contracted COVID-19 last month, and authorities have refused to grant her medical furlough.

The Iran-born architect, who has held German citizenship since 2003, had her passport and German identity card confiscated and is being used as a "political bargaining chip," according to the Germany-



Nahid Taghavi was arrested in October 2020. Photo: Mariam Claren/Twitter

based International Society for Human Rights (IGFM).

Tens of thousands of political prisoners are jailed in Iran over various charges. Many are dual Iranian nationals, which has been dubbed a policy of "hostage taking" on the part of Iranian authorities.

Foreign and dual nationals are most often detained on spying charges that carry sentences of up to ten years. Iran does not recognize dual citizenship, leaving dual national detainees with little assistance if they are taken into custody.



August 04, 2021
By Karwan Faidhi Dri

Suspect arrested for murder of Kurdish family in Konya: Turkish state media

ERBIL, Kurdistan Region — Turkish security forces have arrested the main suspect in the murder of seven members of a Kurdish family in Konya province, state media reported on Wednesday.

Seven members of the De-deoglu family, who lived in the Meram district of Konya, were killed on Friday evening. Their house was subsequently set on fire. The family had been injured on May 12 in an attack by nationalist Turks who were their neighbors.

In CCTV footage broadcast by Turkish media this week, Mehmet Altun, 33, can be seen brandishing a weapon at the family's home on the night of the murders.

He was arrested on Wednesday afternoon, the state-



A blurred photo from Anadolu Agency shows Mehmet Altun after his arrest on August 4, 2021.

owned Anadolu Agency (AA) has reported.

Fourteen suspects had been arrested for the murder, but four were later released.

The murders have stirred up anger both in Turkey and

abroad, especially among Kurds - some of whom have described it as a racist attack.

Yasar Dedeoglu, 65, and his family moved from the Kurdish-majority Kars province to Konya more than two decades ago.

He spoke to Rudaw on July 12, the day his attackers went on trial for the May attack on the family. "They said: 'We are Ulkucu [Idealists]. We will remove you from here. You are Kurds and do not deserve to stay here.' They have been saying this for 12 years," he said, referring to a group that is affiliated with the far-right Nationalist Movement Party's (MHP) Grey Wolves.

Turkish authorities have denied the attack had racist links.

On Wednesday, the family's lawyer, Abdurrahman Karabulut, said that the group that had attacked the family in May had "created a WhatsApp group and planned the massacre in an organized way."

LE FIGARO

04 août 2021
Par Wilson Fache

Irak: sept ans après le génocide, le calvaire sans fin des femmes yazidiennes

Sept ans après le début du génocide perpétré par l'État islamique, beaucoup reste à faire pour réhabiliter les rescapées et ex-esclaves sexuelles de cette minorité martyrisée.

MOYEN-ORIENT - Le camp de Sharya, dans la région kurde d'Irak, est un refuge pour des milliers de yazidis qui ont fui la guerre. Un panneau affiché à l'entrée du site résume à lui seul la tragédie qui a frappé les femmes de cette communauté : « Nombre d'individus : 13 599. Veuves : 268. Survivantes : 52. »

Agenouillée dans la pénombre de son abri de fortune, Layla (un pseudonyme) étale devant elle des dizaines de documents qui attestent des traumatismes subis. « Regardez », dit-elle en agrippant une farde de laquelle elle extirpe une évaluation psychologique. « Cas connu de stress post-traumatique avec trouble dépressif

majeur », indique le rapport. « Nous ne recevons pas assez de soutien, se désole cette mère de 34 ans, enlevée par le groupe État islamique (EI) en août 2014. Beaucoup de jeunes femmes souffrent de problèmes mentaux et certaines se suicident. »

Layla fait partie de ces cen-

taines de survivantes qui ont échappé aux griffes du « califat » déchu pour finalement se retrouver coincées dans des camps pour déplacés, incapables de reconstruire les vies qui leur ont été si vicieusement dérobées. « De temps en temps, nous entendons parler de suicides et de tentatives de suicide. Il y a de plus en plus

de cas depuis janvier », confirme Muhammad Mahmud, un médecin kurde qui travaille dans le nord de l'Irak avec d'anciennes captives de l'EI.

Communauté ancestrale qui puise une partie de ses croyances dans les religions préislamiques de la Perse antique, les yazidis considèrent Tawusi Melek, « l'ange-paon », comme une figure centrale de leur culte. Mais les djihadistes voient en lui un équivalent de Satan. Perçus comme des « adorateurs du diable » et des idolâtres, les yazidis du mont Sinjar, principal foyer de cette minorité ethno-religieuse en Irak, furent décimés par l'EI à partir du 3 août 2014. Les jeunes garçons furent alors enrôlés dans des camps d'entraînement, les hommes exécutés puis jetés dans des charniers, tandis que 6 000 femmes et jeunes filles furent enlevées pour être vendues sur des marchés aux esclaves.

Le 1er mars 2021, le Parlement irakien votait une loi historique reconnaissant pour la première fois le caractère génocidaire de ces attaques. surtout, le texte souligne les crimes contre l'humanité dont les femmes en particulier ont été les victimes, prévoyant notamment l'indemnisation et la réhabilitation des survivantes. Cette initiative a été largement applaudie, mais des questions subsistent quant à la rapidité de son application alors que la communauté continue de faire face à des besoins pressants et que des centaines de femmes sont toujours portées disparues.

« Je pense que la loi survivantes yazidies est un bon premier pas vers la reconnaissance des horribles violences sexuelles subies par tant de femmes yazidies et de la responsabilité de l'État d'aider ces femmes à se reconstruire. La partie la plus délicate est de s'assurer que la loi est réellement appliquée et qu'elle apporte un soutien tangible et durable aux survivantes », es-



Des femmes yézidiennes se réconfortent alors que la famille enterre la dépouille d'un proche, l'une des 103 victimes de l'État islamique en 2014. Ivor PRICKETT/PANOS-REA/Ivor PRICKETT/PANOS-REA

time l'activiste Abid Shamdeen, qui a cofondé l'ONG Nadia's Initiative avec la lauréate du prix Nobel de la paix Nadia Murad. « Nous savons qu'il existe de nombreux défis en termes de mise en œuvre. Par exemple, le budget irakien pour 2021 ne prévoit aucune disposition pour la loi sur les survivantes, déplore-t-il. J'anticipe donc qu'il faudra un certain temps avant que cette loi soit opérationnelle. »

Sept ans après le début du génocide, beaucoup reste à faire pour panser les plaies de la guerre. Au-delà des survivantes, c'est la communauté dans son ensemble qui peine à se relever. Le mont Sinjar avait une population estimée à 400 000 personnes avant 2014. Aujourd'hui, environ 180 000 résidents sont toujours déplacés, principalement dans une vingtaine de camps dispersés à travers le nord de l'Irak. La multiplication de groupes armés qui ont comblé le vide laissé par la chute de Daech, le manque de services publics et l'absence de reconstruction des villes et villages sont autant d'obstacles au retour volontaire des familles exilées.

« La première mesure à prendre est de permettre aux personnes se trouvant dans les camps de rentrer chez elles. Et pour ce faire, Sinjar doit être reconstruit et sécurisé. Les gens ne peuvent pas rentrer chez eux s'ils n'ont pas de mai-

son. Et la sécurité est essentielle pour permettre leur retour », insiste Ali Alyas, le chef spirituel des yazidis, connu sous le nom de « Baba Sheikh ». Il se félicite de l'adoption de la loi en faveur des rescapées, mais craint lui aussi une avancée purement symbolique qui ne serait pas suivie d'actions concrètes.

« Cette loi doit être mise en vigueur dès que possible », martèle le guide religieux, le visage couvert d'un turban blanc et d'une barbe noir de jais. « Les survivantes ont besoin d'un soutien financier et psychologique. Elles ont besoin d'un emploi, d'une maison, de la possibilité de trouver un mari et d'être réintégrées dans la société », énumère-t-il alors que la lumière rasante du coucher du soleil illumine sa modeste maison d'un halo orangé.

Il existe toutefois un sous-groupe de survivantes que « Baba Sheikh » dit ne pas pouvoir aider : celles qui sont revenues de leur captivité avec des enfants nés de viol. Seuls les enfants nés de deux parents yazidis peuvent être considérés comme appartenant à la communauté. Ceux qui ont du « sang de Daech » dans les veines, dont le nombre est estimé à quelques centaines, sont des parias. Certaines survivantes sont donc confrontées à un choix cornélien : abandonner leurs enfants nés de viols ou être bannis à jamais

de leur propre communauté.

« Nous n'avons pas d'avenir. Après avoir été torturée, vendue comme esclave et violée, j'ai contacté ma famille pour pouvoir revenir avec mes enfants. Mais ils ont refusé, disant que les yazidis n'accepteraient jamais et qu'ils nous tueraient si je les emmenais avec moi », raconte Jihane (un pseudonyme) en enchaînant les cigarettes. Libérés du joug de l'État islamique mais prisonniers des tabous de leur société conservatrice, Jihane, sa fille et son fils vivent désormais dans un foyer d'accueil géré par les forces kurdes dans le nord-est de la Syrie. La maison de plâtré aux murs rose délavé est un refuge et une impasse : ils sont enfin en sécurité mais ne peuvent pas partir.

Traditionnellement, le yézidisme excommunique les femmes qui se marient en dehors de la communauté. Celles qui ont été enlevées par l'EI n'auraient jamais pu rentrer chez elles si le précédent « Baba Sheikh », décédé en octobre 2020, n'avait pas exceptionnellement levé cette loi pour permettre le retour des survivantes. Mais accepter leurs enfants nés de viols est un pas que le Conseil spirituel n'est pas prêt à franchir.

Même si elle est appliquée avec succès, la nouvelle loi ne pourra pas faire grand-chose pour les survivantes qui ont donné naissance à des enfants pendant leur captivité. Humanitaires et responsables locaux interrogés par Le Figaro estiment que la meilleure solution pour ces familles serait de les réinstaller en Occident, loin de toute stigmatisation. C'est aussi ce que souhaite Jihane. « Je ne veux pas que mes enfants vivent en Syrie ou en Irak, car la société ne les acceptera jamais, prévient-elle en couvant sa fille et son fils du regard. Je veux donc qu'ils grandissent en Europe, où il y a des écoles pour les instruire, des maisons où vivre, et où ils peuvent tout simplement avoir un avenir. »

L'Iran durcit son discours sur le dossier nucléaire

L'investiture du président Raïssi coïncide avec des critiques du Guide suprême sur les négociations de Vienne avec les Américains, en dépit des sanctions qui pèsent sur l'économie iranienne.

Lors de la cérémonie d'investiture du nouveau président iranien, Ebrahim Raïssi, mardi 3 août, les mots « accord nucléaire » et « négociations » n'ont guère été prononcés. C'est pourtant le dossier le plus important qui attend ce président ultraconservateur, protégé du Guide suprême, Ali Khameneï. « Nous cherchons certainement à obtenir la levée des sanctions oppressives, mais nous ne lierons pas les conditions de vie de la nation à la volonté des étrangers », a expliqué Ebrahim Raïssi lors de son discours, en présence d'Ali Khameneï, sans donner plus de détails sur comment il entend s'y prendre, alors que la situation économique se dégrade.

L'approche de la nouvelle administration iranienne pour les prochaines négociations visant à rétablir l'accord nucléaire de 2015 – qu'a quitté unilatéralement l'ancien président des Etats-Unis Donald Trump en 2018 et que son successeur, Joe Biden, dit vouloir réintégrer – n'est pas encore claire. Mais de nombreux signaux depuis l'Iran nourrissent le pessimisme et le doute quant à une conclusion rapide du dossier nucléaire et, à sa suite, à une levée de l'embargo américain. Ce dernier, conjugué avec les ravages de l'épidémie de Covid-19, une très mauvaise gestion et une corruption endémique, a gravement touché l'économie iranienne. Au-



Ebrahim Raïssi a été investi président par l'ayatollah Ali Khameneï (à droite), à Téhéran, le 3 août 2021. La photo a été fournie par le bureau du Guide suprême iranien. - / AFP

jourd'hui, les économistes parlent d'une inflation de 44 % qui pourrait, à en croire certains, atteindre 60 % dans les six prochains mois. Depuis le retrait américain, l'Iran a repris une grande partie de ses activités nucléaires, suspendues dans le cadre de l'accord.

La résolution du dossier nucléaire semble aujourd'hui d'autant plus compliquée que les inquiétudes internationales montent contre la République islamique d'Iran. Le 29 juillet, une attaque mortelle par drone a visé un pétrolier géré par l'entreprise d'un homme d'affaires israélien, tuant un Britannique et un Roumain. Les Etats-Unis, le Royaume-Uni et Israël pointent Téhéran, qui nie. Washington a promis une « réplique appropriée et immédiate » à l'attaque.

« Un revirement majeur »

Si aujourd'hui l'avenir de l'accord nucléaire semble incertain, en juin pourtant, avant même la fin du sixième round des pourparlers à Vienne, régnait un sentiment d'optimisme. L'architecte du « deal »

de 2015 et soutien des négociations avec l'Occident, le président Rohani, avait même annoncé que les Etats-Unis étaient prêts à lever toutes les sanctions et que, sauf quelques détails périphériques, il n'existait plus aucun obstacle pour la conclusion de l'accord.

Mais, depuis l'élection d'Ebrahim Raïssi, les représentants du nouveau président ont rejeté les ébauches de l'accord, jugées contraires aux ordres du Guide et aux lois iraniennes. « Un revirement majeur, relève Mohsen Milani, un analyste politique iranien installé aux Etats-Unis. A Téhéran, il existe une vraie méfiance envers Washington et elle est encore plus prononcée chez l'aile dure, aujourd'hui au pouvoir en Iran. » Avec l'élection d'Ebrahim Raïssi, le 18 juin, à l'issue d'un scrutin verrouillé et marqué par une abstention record (51,8 %), les trois piliers du pouvoir en Iran (exécutif, parlementaire et judiciaire) sont aujourd'hui aux mains des plus durs, marqués par un profond antiaméricanisme. « La vision du monde

des gens comme le président sortant, Hassan Rohani, et son ministre des affaires étrangères, Mohammad Javad Zarif, consiste à dire : « Pour avancer, il faut négocier et normaliser ses relations avec le chef du village ! », c'est-à-dire les Etats-Unis. Or, ce n'est pas le cas de ceux qui sont aujourd'hui au pouvoir », poursuit M. Milani.

Ces derniers jours, les multiples déclarations d'Ali Khameneï, qui a le dernier mot sur tous les dossiers importants en Iran, dont le nucléaire, trahissent cette méfiance et cette volonté de changement de cap. Le 1er août, son site a diffusé une vidéo remontant à 2012 dans laquelle le Guide critique Hassan Rohani et son mentor, l'ancien président Ali Akbar Hachémi Rafsandjani (1989-1997), pour avoir proposé de débiter des pourparlers avec les Etats-Unis. La publication de cette vidéo après neuf ans – alors que M. Rafsandjani est mort en 2017 – peut être interprétée comme un avertissement explicite du Guide suprême à la poursuite des discussions à Vienne.

Une montée des enchères

Lors de sa dernière rencontre avec le cabinet d'Hassan Rohani, M. Khameneï a donné plus de détails sur ce qui ne lui convenait pas dans ce que semblait négocier l'ex-président à Vienne. « Les Américains promettent : « Nous allons lever les sanctions. » Mais ils ne l'ont pas fait et ne le feront pas, a déclaré Ali Khameneï, le 28 juillet. Ils mettent même des conditions dans l'accord pour nous obliger à négocier d'autres sujets plus tard, faute de quoi, il n'y aura aucun

pacte. Ainsi, ils cherchent à créer des prétextes pour leurs prochaines interférences dans l'accord nucléaire et dans les questions balistiques et régionales [les activités militaires de l'Iran au Moyen-Orient, jugées déstabilisatrices par Israël, les Etats arabes du Golfe et l'Occident]. » Ces questions sont depuis le début des pourparlers des lignes rouges pour Téhéran.

D'autres points de désaccord ont été évoqués par Kazem Gharib Abadi, représentant de Téhéran au sein de l'Agence internationale de l'énergie atomique (l'AIEA), qui a accompagné l'équipe des négociateurs à Vienne. Dans un long entretien, publié sur le site du Guide (ce qui montre la proximité de ses positions avec celles d'Ali Khamenei), ce diplomate explique que les Américains n'ont pas accepté la demande de Téhéran de lui fournir la garan-

tie qu'ils ne pourront plus se retirer du « deal », comme M. Trump l'a fait. Toujours selon M. Gharib Abadi, Washington entendait n'accorder que « deux jours » à l'Iran comme délai de vérification de la levée des sanctions pour que ce pays se mette ensuite en conformité avec les termes de l'accord. Un délai trop court pour Téhéran et donc inacceptable.

Face à cette montée des enchères, les responsables américains ont multiplié les déclarations pour mettre en garde Téhéran contre les positions maximalistes. « Il y a un risque réel ici qu'ils [les Iraniens] reviennent avec des demandes irréalistes sur ce qu'ils peuvent réaliser dans ces pourparlers », a déclaré Robert Malley, le négociateur américain en chef, cité par le New York Times.

Pour Mohsen Milani, si la position de Téhéran s'est durcie sur le dossier du nucléaire, cela témoigne d'un changement plus profond dans la diplomatie iranienne. « Nous assistons à un pivot. Les dirigeants politiques iraniens sont en train d'éloigner l'Iran de l'Occident, sans rompre complètement les liens, et de le rapprocher de plus en plus de l'Orient, notamment de la Chine et de la Russie, explique l'analyste iranien. Désormais, l'Iran entend approfondir ses collaborations politiques, sécuritaires et économiques avec ces pays en Asie centrale, mais peut-être aussi au Moyen-Orient. » En mars, Pékin et Téhéran ont signé un accord de coopération stratégique, non contraignant, portant sur vingt-cinq ans. Avec la Russie, l'Iran collabore notamment en Syrie pour appuyer le président, Bachar Al-Assad. Les deux pays organisent éga-

lement très souvent des manœuvres militaires.

Mais, selon Mohsen Milani, les pourparlers nucléaires vont se poursuivre : « Ebrahim Raïssi et la faction qui le soutient ne sont pas prêts à faire des concessions dès le début, comme le faisait Rohani. Ils disent que les problèmes du pays peuvent être résolus avec la mise en place d'une économie de résistance, mais cela n'est guère possible. Ils reviendront finalement à la table des négociations. Car c'est dans l'intérêt des deux parties [iranienne et américaine] qu'un accord sur le dossier nucléaire soit conclu », explique l'analyste.

Pour le moment, aucune date n'a été donnée pour une reprise des négociations nucléaires.



04 août 2021
Par Ara Toranian

Quatre membres d'une même famille tués dans un raid turc

Quatre membres d'une même famille ont péri mercredi dans un raid des forces turques et de leurs alliés sur un village dans le nord de la Syrie, a indiqué l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH).

Les forces turques et leurs supplétifs syriens ont mené tôt mercredi des frappes « sur le village d'Al-Safawiya, au nord de Raqqa, entraînant la mort de quatre personnes d'une

même famille, un homme et trois enfants ».

Les raids ont également blessé d'autres membres de la famille, « parmi lesquels une femme et sa fille », a précisé l'OSDH.

Dans un communiqué, l'administration semi-autonome kurde a dénoncé l'attaque, confirmant la mort de quatre membres de la famille de « Zeidan Khalaf Al-Issa » dans le

village d'Al-Safawiya, à l'est de Ain Issa.

Voisine de la Syrie, la Turquie a mené depuis 2016 trois offensives militaires dans le nord de la Syrie qui lui ont permis de contrôler un territoire de plus de 2.000 km², notamment la région d'Afrine, l'un des cantons de la région « fédérale » kurde autoproclamée.

Ankara considère les Unités de protection du peuple (YPG), principale milice kurde comme

un groupe « terroriste » en raison de ses liens étroits avec le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), qui livre une sanglante guérilla en Turquie qui a fait plus de 40.000 morts depuis 1984.

Déclenchée en 2011 par des manifestations pro-démocratie, la guerre en Syrie s'est complexifiée au fil des ans, et fait environ un demi-million de morts et des millions de déplacés et de réfugiés.



05 Aout 2021

Violences racistes contre les Kurdes en Turquie: Trois personnes lynchées dans la province d'Aydin

Une foule de racistes turcs a bloqué les routes dans le district d'Efeler à Aydin et violemment frappé trois personnes dans une voiture, mercredi soir.

Dans une séquence vidéo diffusée sur les médias sociaux, on peut voir un groupe raciste attaquer une voiture dans le district d'Efeler, à Aydin.

La scène se déroule le 4 août au soir. La voiture est interceptée et ses passagers violemment pris à partie par une foule déchaînée qui commence à les attaquer à coups de battes et de pelles.

Les images montrent également que les trois victimes essayent de calmer la foule qui les insulte et les menace de mort, les accusant d'avoir mis le feu à la forêt.

La chasse aux Kurdes des ultranationalistes turcs alimentée par le gouvernement d'Erdogan se poursuit à vive allure.

Hier soir, des Kurdes ont été attaqués à Aydin par un groupe d'ultranationaliste procédant librement à des contrôles d'identité afin de trouver des Kurdes à abattre. Arrivée sur les lieux, la gendarmerie a arrêté les trois passa-

gers victimes du lynchage.

Pour l'heure, aucune information n'est disponible sur l'identité des victimes, ni sur leur état.

Les agressions et crimes racistes envers les Kurdes se sont multipliés en Turquie au cours des dernières semaines. La semaine dernière, 7 personnes d'une même famille étaient tuées dans leur maison, à Konya, par des ultranationalistes turcs. Dix jours auparavant, Hakim Dal, 43 ans, était tué dans cette même province de Konya par un groupe de racistes. Cependant, le motif raciste de ces crimes n'est pas

reconnu par les autorités turques.

Parallèlement à ces violences racistes commises contre les Kurdes, les agressions se multiplient contre le Parti démocratique des Peuples (HDP) dans un contexte de criminalisation du parti par le régime du Président turc Recep Tayyip Erdogan qui l'accuse d'être la « vitrine politique » du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK). Le 17 juin, une jeune militante du HDP, Deniz Poyraz, était ainsi assassinée à Izmir, au siège du parti, par un islamo-fasciste turc.

Le Monde

06 Août 2021
Par Marie Jégo

En Turquie, Erdogan critiqué pour sa mauvaise gestion des incendies

La côte méditerranéenne du pays est frappée depuis plus d'une semaine par de multiples feux. Le gouvernement, qui a tardé à réagir, cherche des boucs émissaires.

Ils étaient des milliers, pompiers, policiers, soldats, villageois, jeudi 5 août, à lutter sans relâche contre les incendies qui ravagent depuis neuf jours la côte méditerranéenne de la Turquie, une destination prisée des touristes, source im-

portante de revenus en devises pour le pays.

Les températures caniculaires, la grande sécheresse des sols et les vents puissants rendent la lutte particulièrement ardue. Jeudi soir, dix-sept incendies faisaient toujours rage dans plusieurs provinces, notamment dans les régions côtières d'Antalya et de Mugla, dont les pinèdes, les oliveraies et les villages sont toujours en proie aux flammes, malgré l'entrée en action d'avions bombardiers

d'eau venus d'Espagne, de Croatie, d'Ukraine, de Russie et d'Azerbaïdjan.

A Mugla, trois quartiers de la ville balnéaire de Milas encerclés par les flammes ont dû être évacués. En revanche, la centrale thermique au charbon de Kemerköy, toute proche, a pu être sauvée. Les jours précédents, les vents violents avaient poussé l'incendie vers le bâtiment principal, laissant craindre le pire.

Toute la journée de jeudi, des tonnes d'eau ont été déversées depuis les airs sur l'usine et son pourtour. Evacuée et vidée de ses substances explosives, notamment ses réservoirs à hydrogène, la centrale est apparue plutôt intacte sur les images diffusées jeudi par les chaînes de télévision.

La station balnéaire d'Oren évacuée

Le ministre de l'énergie, Fatih

Dönmez, a assuré que les turbines de cette centrale au lignite, pourvoyeuse d'électricité pour une bonne partie de la région, n'avaient pas été endommagées. « Pour le moment, il n'y a pas d'incendie qui menace l'usine », a-t-il déclaré.

Les gardes forestiers sont moins optimistes, craignant une reprise du feu autour de la centrale à cause des vents extrêmement changeants. Preuve que le danger persiste, la station balnéaire voisine d'Oren a dû être évacuée jeudi par la marine turque, tandis que des convois interminables de voitures encombraient les routes, selon les images transmises par la chaîne de télévision Habertürk.

La population suit avec angoisse les ravages causés par le feu. Pas moins de 180 incendies ont été recensés depuis le 28 juillet, un nombre inédit depuis 2003. La plupart ont été maîtrisés, seuls dix-sept foyers subsistent.

Critiqué pour son manque de réactivité, le gouvernement tente de faire bonne figure, répétant à l'envi que tout est sous contrôle, que les vents vont se calmer, que les paysages devenus lunaires vont être reboisés. Dans une interview télévisée diffusée mercredi soir, le président Recep Tayyip Erdogan a accusé l'opposition de pratiquer la « terreur du mensonge » pour avoir dénigré l'impréparation dont il se voit accusé.

Absence d'avions bombardiers d'eau

Samedi 31 juillet, au moment où les feux ravageaient des centaines d'hectares à Marmaris, station balnéaire prisée, et que des villages étaient évacués, le chef de l'Etat, en déplacement dans la région, a manifesté son soutien aux personnes sinistrées en jetant personnellement des paquets de thé depuis son autobus aux badauds rassemblés le long de la route ainsi qu'à son auditoire, pour l'essentiel des fonc-



Des habitants fuient l'incendie avec leurs animaux, dans la région d'Hisaronu, en Turquie, le 2 août 2021. AP

tionnaires fortement incités à venir applaudir le discours présidentiel.

Dans l'interview télévisée diffusée mercredi, M. Erdogan a rejeté la faute sur les municipalités sinistrées, dirigées par beaucoup d'entre elles par des maires issus du Parti républicain du peuple (CHP, opposition), rappelant que c'était à eux de protéger leurs villes. Les maires en question sont d'autant plus surpris qu'ils n'ont jamais été conviés aux réunions de coordination organisées par le gouvernement.

Toute la semaine dernière, les édiles ont lancé des appels poignants via les réseaux sociaux pour un soutien aérien qui a tardé à venir. Muhammet Tokat, le maire (CHP) de Milas, n'a eu de cesse de demander une intervention aérienne pour empêcher que la centrale de Kemerköy ne soit encerclée par les flammes.

Les incendies, qui en sont à leur neuvième jour, ont révélé que la Turquie n'avait pas d'avions bombardiers d'eau en état de fonctionner, comme l'a admis le président Erdogan. Cet aveu a incité 2,5 millions d'internautes à réclamer, sous le mot dièse #helpturkey, une intervention aérienne étrangère pour mieux venir à bout du sinistre qui a fait 8 morts,

des milliers de personnes évacuées, et a réduit en cendres plus de 100 000 hectares de pinèdes et de cultures. Le gouvernement a trop tardé à demander l'aide aérienne étrangère, disent ses détracteurs.

Les incendies, « une nouvelle tentative de coup d'Etat »

Le directeur de la communication présidentielle, Fahrettin Altun, a bien tenté de riposter avec le hashtag #güçlütürkiye (« Turquie forte »), qui s'est finalement révélé bien moins populaire que son concurrent. Après cette déconvenue, le gouvernement a changé sa position sur l'aide étrangère, pour finalement l'accepter.

Les adeptes de #helpturkey sont toutefois dans le viseur de la justice. Jeudi, le bureau du procureur général d'Ankara a annoncé avoir ouvert une enquête sur ceux qui ont tenté de susciter « l'anxiété, la peur, la panique » parmi la population et ont au final « humilié » l'Etat turc et le gouvernement en le faisant apparaître comme faible. Des contenus « irréels » ont été publiés sur les réseaux sociaux afin de créer « une atmosphère de chaos », dit le communiqué du parquet.

Allergiques à la critique, les autorités préfèrent attiser le discours de haine, pointant du doigt le Parti des travailleurs du

Kurdistan (PKK, rébellion kurde armée). Ses militants se voient accusés d'avoir allumé 180 feux dans 35 provinces en neuf jours. Une thèse que M. Erdogan accredit, puisqu'il a annoncé mercredi l'interpellation de suspects dont les familles « étaient affiliées au PKK ».

La presse pro-gouvernementale accuse les Etats-Unis d'avoir utilisé les indépendantistes kurdes pour mettre le feu à la Turquie. Hilal Kaplan, l'éditorialiste vedette du quotidien Sabah, voit dans les incendies « une nouvelle tentative de coup d'Etat ». L'amiral à la retraite Cihat Yayci, auteur d'une doctrine militaire prisée du pouvoir, estime pour sa part que « le PKK s'est associé à la Grèce » pour les déclencher.

La chasse aux pyromanes a commencé. Elle a mobilisé jeudi des groupes de riverains ivres de colère dans les régions d'Aydin et de Manavgat, où des hommes, parfois armés de pétroliers, se sont mis à contrôler les routes, arrêtant et vérifiant les identités des automobilistes qu'ils soupçonnaient d'avoir mis le feu aux pinèdes environnantes. Le fait d'avoir une plaque d'immatriculation étrangère à la région suffit à éveiller les pires soupçons. Plusieurs tentatives de lynchage ont eu lieu, sans faire de victimes pour le moment.

Des réfugiés du Rojava torturés par les gardes-frontières turcs

A lors qu'ils tentaient de franchir la frontière pour rejoindre le Nord-Kurdistan (Sud-est de la Turquie), des réfugiés du Rojava ont été arrêtés et torturés par les gardes-frontières turcs. Un enfant de onze ans et une femme de 25 ans auraient été violés.

Des réfugiés de la région autonome du nord et de l'est de la Syrie ont été maltraités par les gardes-frontières turcs lors d'une tentative de passage de la frontière vers le Nord-Kurdistan. Les victimes ont rapporté les faits dans une interview accordée à l'agence de presse Hawarnews (ANHA) basée au Rojava. L'incident s'est produit dans la nuit de samedi à dimanche, entre Qamişlo et Nusaybin. Selon les victimes, 28 personnes réparties en deux groupes ont tenté de franchir la frontière vers le territoire turc. Seules deux d'entre elles ont réussi à s'échapper ; toutes les autres ont été arrêtées.

« Nous étions quatre dans notre groupe », a déclaré N.H., 14 ans. Et de poursuivre : « Lorsque les

soldats nous ont repérés dans la zone frontalière, ils ont d'abord tiré. Deux membres du groupe ont réussi à s'échapper, E.A. et moi avons eu moins de chance. »

D'après ses déclarations, le jeune et son compagnon de 34 ans ont d'abord reçu des coups de pied, puis ils ont été emmenés au poste des gardes-frontières où une dizaine de militaires les ont battus sur toutes les parties du corps, avec des barres de fer, des tuyaux d'arrosage et d'autres objets. L'adolescent de 14 ans a eu le bras droit fracturé.

Quant à E.A., il a déclaré qu'il avait été assommé par un coup violent à la tête. Sur les images diffusées par ANHA, on peut voir



Un adolescent de 14 ans et un homme de 34 ans ont été arrêtés et torturés par les militaires turcs alors qu'ils tentaient de franchir la frontière pour rejoindre le Nord-Kurdistan

que les corps des deux hommes sont recouverts de marques de violences et de blessures. Dimanche matin, après avoir été retenus pendant plusieurs heures par les gardes-frontières, ils ont été jetés par-dessus le mur frontalier, haut de plusieurs mètres. D'après E.A., Les 24 personnes du deuxième groupe sont également retournées à Qamişlo. Abandonnées à un point de passage, elles ont depuis rejoint leurs fa-

milles. Parmi elles, se trouvaient plusieurs femmes et des enfants.

Selon ANHA, lors de la tentative de passage de la frontière, un mineur de onze ans et une femme de 25 ans auraient été séparés du groupe et violés par les soldats. Toutefois, pour des raisons tenant à « la protection des victimes », l'agence de presse a indiqué ne pas pouvoir communiquer davantage d'informations sur les faits.



Washington Kurdish Institute

Est. 1996

August 10, 2021

Kurdistan's Weekly Brief August 10, 2021

Iran

A group of Iranian Azeris killed a Kurdish man named Fardin Ebrahimi and wounded another named Mohammad Alizadai after an argument in

Naqadah on Saturday. A group of Azeri nationalists wearing Turkish clothes then damaged several Kurdish shops and homes. Dozens of Kurds responded by holding a protest against local officials in front of

a police station, though the Iranian police used force to put down the protest, killing one and wounding three. Iranian authorities also deployed hundreds of security forces to prevent further demonstrations.

Azeri nationalists have fallen in favor with the Iranian regime through their adherence to Shi'ism but also receive support from right-wing parties in Azerbaijan and Turkey due to their Turkic ethnicity. Several

exiled Kurdish parties denounced the attack and blamed the Iranian regime for “failing to deescalate the situation.”

Iranian authorities arrested a Kurdish man named Abdulaziz Mohammadi in Urmia for the second time in recent months on charges related to activism. The Iranian regime also arrested three activists, including one named Mahdi Fatehi, in Sanandaj and Mehabad.

On Wednesday, the Kurdistan Free Life Party (PJAK) announced two of its fighters, Adris Faqih and Mohsen Qadiri, were killed in clashes with Iranian authorities near Bokan on July 27. PJAK is an offshoot of the Kurdistan Workers' Party (PKK) that was established in 2004.

Islamic Revolutionary Guards (IRGC/ Pasdaran) killed a Kurdish border porter (Kolbar) named Omed Khezry and wounded six more in Baneh, Marivan, and Piranshahr. Eight additional Kolbars were wounded and three were killed in a vehicle crash near Baneh on Wednesday. Lastly, a Kolbar was found dead near the Qasir-e Sherin border crossing in Kermanshah Province.

Iraq

Mousa Babakhani, a member of the Kurdistan Democratic Party-Iran's (KDP-I) leadership council, was found dead in an Erbil hotel on Thursday. The Cooperation Center for Iranian Kurdistan's Political Parties (CCIKP) claimed Babakhani, who joined the KDP-I over 22 years ago, was assassinated by the “the terrorists of the Islamic regime of Iran.” Babakhani's funeral was held on Tuesday and attended by dozens of KDP-I leaders and members on Tuesday. Though Kurdish security officials are still investigating the cause of Babakhani's death, the Iranian

regime has assassinated hundreds of KDP-I members and other opposition leaders at home and abroad since 1979. ISIS (Da'esh) terrorists set up a fake checkpoint on the main road between Makhmour and Erbil late Saturday, kidnapping five travelers and wounding three. Furthermore, Da'esh operatives killed one Iranian-backed militiaman and wounded another near al Kuwayr, 20 miles north of Makhmour, on Monday. Da'esh terrorists also kidnapped a Kurdish shepherd near Makhmour and killed two federal police officers west of Kirkuk. Finally, Da'esh continued its ongoing campaign against Iraq's electrical infrastructure by attacking several electricity pylons, which caused severe shortages in Kirkuk and Makhmour and threatens to exacerbate unrest throughout the country.

Turkish warplanes and/or drones struck several locations in Iraqi Kurdistan, including Shiladeze and Duhok Governorate's Kani Masi subdistrict. The Turkish military also prevented residents from repairing damage to the electricity infrastructure caused by air and artillery strikes in Kista and threatened them with death. Though Turkey continues to claim its ongoing operations in Iraq's Kurdish region are targeting the PKK, they have killed dozens of civilians and displaced thousands more.

Iranian Foreign Ministry spokesman Saeed Khatibzade clarified that raising the flag of Kurdistan during the reception of President of Kurdistan Region Nechirvan Barzani in Tehran was a mistake. Khatibzade went on to say, “Iran has always respected the territorial unity and territorial integrity of Iraq and has an unchangeable policy in this regard.”

Syria

Clashes erupted between the Turkish-backed Ahrar as Sharqia and Ninth Brigade over control of wealth and land confiscated from displaced Kurds in occupied Afrin and the rural areas surrounding the city on Monday. Several pro-Kurdish outlets reported fighters from both groups were killed in the fighting, but the Syrian Observatory for Human Rights (SOHR) reported a child was also injured. On July 28, The US Department of the Treasury imposed sanctions on Ahrar as Sharqia for atrocities against Kurds and involvement in criminal activity.

The Kurdish-led Autonomous Administration of North and East Syria (AANES) opened a new representation office in Geneva, though it remains excluded from the UN-led Geneva peace talks on Syria due to Turkey's veto. That said, the executive deputy head of the AANES, Badran Chia Kurd, commemorated the opening of the Geneva office by saying, “This step comes in order to develop relations between us and the Swiss government and people, and this representation will serve as a bridge between us.”

The Syrian Democratic Forces (SDF) and affiliated groups engaged in another round of fighting with Turkish proxies last week. The Christian-led Tal Tamer Military Council announced it clashed with Turkish-backed Islamists after several weeks of intermittent indirect fire attacks on the town. Concurrently, the Manbij Military Council reported several skirmishes with Islamist fighters attempting to infiltrate the town.

The SDF announced it captured two Da'esh terrorists near as Shaddadi with the support of the US-led coalition. That said, Da'esh brought its war on

electricity to Syria by attacking several electricity pylons near al Hawl. Likewise, four children were wounded by a previously unexploded Da'esh IED near Kobani on Sunday.

Turkey

Peoples' Democratic Party (HDP) Co-chair Pervin Buldan staged a rally in Hakkari Province's Yüksekova (Gever) District as part of ongoing efforts to prevent the Turkish government from closing the party and addressed the crowd in saying, “We face great persecution and oppression. Those who target the HDP every day and insult the HDP should come and see the upright stance of the people in Gever. Let them understand once again how they embraced.” Barring additional delays, the Constitutional Court of Turkey is likely to rule on the closure case against the HDP by the end of September.

The July 30th massacre of seven members of a Kurdish family in Konya was followed by additional attacks on Kurds by ultranationalist Turks last week. Fascist gangs in Antalya attacked Kurds and their homes after government-supported media outlets blamed the PKK for the wildfires ravaging parts of Turkey. Likewise, checkpoints were set up in Manavgat to identify and assault Kurds, which forced many Kurdish families to remain homebound for days to avoid attacks. Simultaneously, a group of Turkish fascists attacked and injured five Kurdish agricultural workers in Çorum.

Turkish police arrested seven Kurds, mostly HDP supporters, in Kars. Turkish authorities also arrested an HDP lawmaker's adviser, while three people detained for protesting the massacre of a Kurdish family were transferred to face prosecution.



Washington Kurdish Institute
Est. 1996

August 12, 2021

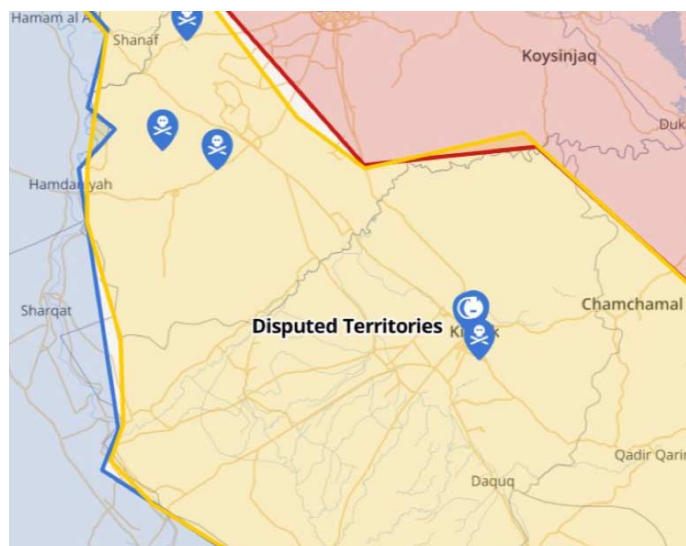
Kirkuk Minute August 12, 2021

Kirkuk

On Friday, August 6th, an ISIS (Da'esh) IED exploded in the downtown "Friday Bazaar," resulting in property damage and minor damage to a police vehicle. Further, on Sunday, August 8th, Da'esh terrorists kidnapped four workers of artesian wells near al Zab sub-district, beheading one and releasing the rest after a few hours. Meanwhile, attacks on power towers continued across the disputed territories, including targeting 11 more power towers near Riyadh on Sunday and Monday. So far, Da'esh has disabled 160 power towers across the Sunni provinces and the disputed territories.

On Thursday, August 22th, police arrested the "most dangerous" drug dealer in Kirkuk's Hay Askari neighborhood. The police announced that the suspect opened fire at police and later was arrested with 24 kilograms of Crystal Meth in his possession. Since October 16, 2017, Kirkuk has become the main route for drug trafficking, mainly brought from Iran with the help of Iranian-backed militias.

The Turkish-backed Iraqi Turkman Front renewed fraud claims against Kirkuk's Independent High Electoral Commission (IHEC). In a statement, the Turkmen Front alleged that several biometrics devices had gone missing, and it demanded guarantees that they wouldn't change the election outcome. The commission denied the allegations and said that in 2018 only four devices were stolen, but an investigation by the Integrity Commission resulted in closing the



case. The Turkman Front fears losing two seats in Iraqi Parliament due to changes in election laws.

The Education Ministry decided to hire 10,655 teachers in Kirkuk, but only 8% of the new hires are Kurds due to discriminatory policies. Since October 16, 2017, the Kurds have lost more than 120 government positions and are excluded from new posts.

Khanaqin

Due to repeated Da'esh attacks, people continue to evict their villages. In a press conference, the Mayor of Khanaqin, Bawer Azad Ali announced that 17 villages had been evicted between Khanaqin, Jalwla, and Qara Tapah, demanding an "immediate" solution to the security situation in the region.

In recent weeks, armed attacks on municipal employees have increased, especially on those committees responsible for construction build illegally on government property. On Wednesday, an unknown person opened fire on municipal em-

ployees in the process of removing homes constructed unlawfully. The incident did not result in casualties. The lack of fair distribution of lands has resulted in millions of illegal buildings in the country.

Tuz Khurmatu

The IHEC announced that 70% of voters had received their election cards, and many of the unclaimed cards belong to Kurdish constituents. Thousands of Kurds were forced to leave the town when Iranian-backed militias occupied the city on October 16, 2017. Tuz Khurmatu has 125,000 eligible voters.

The security forces in Tuz Khurmatu announced the discovery of four Da'esh hideouts and a tunnel east of the town near Palkana. Several IEDs and rockets were seized during the raids.

Makhmour

ISIS (Da'esh) terrorists set up a fake checkpoint on the main road between Makhmour and Erbil late Saturday, kidnapping

five travelers and wounding three. Furthermore, on Monday, Da'esh operatives killed one Iranian-backed militiaman and injured another near al Kuwayr, 20 miles north of Makhmour. Da'esh terrorists also kidnapped a Kurdish shepherd near Makhmour and killed two federal police officers west of Kirkuk. Further, both al Jabur and al Shamar Arab tribes asked for help from other tribes in their planned attacks on the Qara Chokh mountains, where several members of their tribes have been kidnapped in recent months. The area had seen intense Da'esh attacks, unlike before October 16, 2017, when Baghdad removed the Peshmerga forces.

Shingal (Sinjar)

The Ministry of Migration and Displaced held a large meeting to discuss the situation of the displaced Yazidis, including the second wave of Yazidi displacement due to lack of services and security. Though the ministry announced their efforts to prevent further displacement, 213 Yazidi families returned to Duhok for a second time after their brief return to their homes. Since Da'esh committed the Yazidi Genocide, Shingal has not seen stability or services provided by the federal government.

Many Iraqi media outlets reported that Kurdistan Workers' Party (PKK) has several candidates in the upcoming parliamentary elections. Among those candidates are a Yazidi and two others in the Nineveh. The PKK has not responded to the media reports.

En Turquie, Recep Tayyip Erdogan accentue sa pression sur les médias

Un projet de loi sur le financement étranger des entreprises de presse et la diffusion de fausses informations inquiète les journalistes

L'état se resserre sur les médias turcs. Le Conseil supérieur de la radio-télévision de Turquie (RTUK) a condamné plusieurs chaînes de télévision à des pénalités financières, mercredi 11 août, pour avoir manqué aux règles éthiques. Parmi elles, la chaîne Fox TV a été sanctionnée parce que l'un de ses journalistes a qualifié de « cauchemar » les violents incendies qui ont récemment ravagé 35 provinces du pays, causant la mort de huit personnes et la destruction de 170 000 hectares de pinèdes et de cultures.

Gardien de la diffusion audiovisuelle, le RTUK avait précédemment enjoint les chaînes à ne pas « semer le chaos et la panique parmi la population » en cette période de catastrophes naturelles sans précédent – incendies dans le Sud, inondations dans le Nord.

« Travailler est de plus en plus difficile. Voyez ce qu'il s'est passé avec les incendies, les journalistes ont dû marcher sur des œufs pour rapporter les faits », affirme Nadire Mater, la fondatrice du site d'information en ligne Bianet.org. « A force d'être stigmatisés, on finit par perdre notre énergie », déplore cette journaliste de renom, qui risque des années de prison pour avoir affiché sa solidarité, jadis, au quotidien pro-kurde Özgür Gündem, aujourd'hui fermé après avoir été désigné comme « propagande terroriste ».



Le président turc Recep Tayyip Erdogan à Bruxelles, en mars 2020.
KENZO TRIBOUILLARD / AFP

« Notre pays perd sa démocratie »

Bianet, le site qu'elle a créé, ainsi que la chaîne de télévision en ligne Medyascope, fondée par le journaliste Rüsen Cakir, sont deux voix indépendantes et critiques, ce qui leur vaut d'être en permanence dans le collimateur des autorités. Parce qu'ils reçoivent des subsides de l'étranger, entre autres de l'organisation américaine Chrest Foundation – ce qu'ils n'ont jamais caché –, ces médias alternatifs ont été soumis, fin juillet, à un véritable lynchage médiatique de la part de plusieurs journaux et de sites proches du gouvernement, prompts à les décrire comme des agents à la solde de l'ennemi.

Peu après, le président Recep Tayyip Erdogan déclarait sa détermination à lutter contre « la terreur du mensonge ». «

Nous n'autoriserons pas les activités d'une cinquième colonne, sous quelque forme que ce soit », a renchéri Fahrettin Altun, son directeur de communication. Résultat, une loi visant à réglementer le financement étranger des médias ainsi que la diffusion de « fausses informations » est en préparation, au désespoir des associations professionnelles, inquiètes de ce nouveau tour de vis.

« La société perd son droit à l'information et notre pays perd sa démocratie », constatait l'Union des journalistes de Turquie le 23 juillet. Vingt-trois organisations de défense de la presse se sont regroupées pour condamner le projet de loi, dont la principale finalité, disent-elles, est de fragiliser les rares médias indépendants qui peinent à se maintenir à flot. Journalistes battus et interpellés

Nadire Mater est sûre que cette loi verra le jour. « Le gouvernement veut absolument mettre au pas les médias qui ne partagent pas son point de vue. C'est une question de survie, plus leur popularité décline plus nos dirigeants serrent la vis. Ils ont peur. » Alors qu'une échéance électorale cruciale s'approche – des législatives et une présidentielle doivent se tenir le même jour en juin 2023 –, le gouvernement islamo-conservateur, à la peine dans les sondages, tente de renforcer son contrôle sur le paysage médiatique.

Les médias pro-gouvernementaux sont rarement inquiétés, même lorsqu'ils diffusent de fausses informations. Ainsi, le quotidien Sabah, le porte-voix de la présidence, ne s'est pas fait taper sur les doigts pour avoir publié, dans son édition du 2 août, une interview bidon d'Armin Laschet, la tête de liste du camp conservateur pour les élections fédérales du 26 septembre en Allemagne. Le président de l'Union chrétienne-démocrate (CDU) y disait éprouver « un amour immodéré pour la Turquie », selon le titre. Mais l'entretien n'a jamais eu lieu, d'après la chancellerie de la Rhénanie-du-Nord-Westphalie, le Land de M. Laschet.

A l'inverse, les journalistes critiques ont la vie dure. Ils sont souvent interpellés, battus, assignés en justice et parfois emprisonnés. Les rares médias d'opposition vivent dans la

crainte de poursuites, d'un redressement fiscal ou d'une fermeture. Aucune banque publique ou privée, aucune entreprise ne leur confiera le moindre encart publicitaire, par peur des représailles. Depuis la tentative de coup d'Etat de 2016, 160 médias ont été fermés et les comparutions de journalistes au tribunal, parfois pour un tweet, se déroulent à un rythme soutenu.

Ces derniers mois, les photographes de presse ont été particulièrement maltraités.

Ashkan Shabani, photographe et vidéaste indépendant, couvrirait fin juillet les incendies dans la région de Manavgat (province d'Antalya), lorsqu'il a été interpellé par les gendarmes qui ont effacé toutes les images qu'il venait de tourner.

Ses appareils photo, sa caméra, son téléphone portable ont été passés au crible. Des commentaires graveleux ont fusé sur sa vie privée, sur son homosexualité assumée. « Ils m'ont fait monter dans leur véhicule et m'ont relâché plus

loin, au beau milieu de la nature en feu. J'ai eu de la chance de m'en sortir vivant », raconte le jeune homme, encore sous le choc.

Bülent Kilic, photographe pour l'Agence France-Presse, a cru sa dernière heure arrivée récemment quand un policier l'a plaqué au sol et s'est assis sur lui, l'empêchant de respirer. Ses appareils photo ont été jetés par terre, avec interdiction de les récupérer. Menotté, le photographe a ensuite été emmené jusqu'au véhicule de

police garé tout près, où il a été gardé plusieurs heures avant d'être relâché.

C'était le 26 juin à Istanbul, le jour de la Marche des fiertés, interdite depuis 2014 après avoir été autorisée pendant des années. « Ce genre d'agression se produit toujours lors des manifestations organisées par l'opposition. Le gouvernement ne veut pas que ce type d'événement soit couvert », résume Bülent Kilic.

Le Monde

10 Aout 2021
Par Marie Jégo

« Le retour des talibans est le coup de grâce » : dans l'est de la Turquie, le périple des réfugiés venus d'Afghanistan

Selon l'Organisation internationale pour les migrations, avec le retrait des forces américaines et de l'OTAN et le début de l'offensive islamiste, de 20 000 à 30 000 personnes fuient le pays chaque semaine vers l'Iran. Douze pour cent d'entre elles prévoient d'aller en Turquie.

Installé pour la nuit aux abords de la mosquée Hazreti-Ömer, dans le centre-ville de Van, la grande cité de l'est de la Turquie, un groupe de jeunes Afghans partage un repas frugal dans la pénombre. Arrivés clandestinement de l'Iran voisin il y a quelques jours à peine, ils pestent contre les passeurs qui les ont abandonnés à Van après leur avoir promis de les transporter jusqu'à Ankara ou Istanbul. « Ils nous traitent comme du bétail et nous volent notre argent », explique Hossein, 21 ans, le plus délégué du groupe. Originaire de Ghazni, le jeune homme ne se voit aucun avenir



EMIN ÖZMEN / MAGNUM PHOTOS POUR "LE MONDE" Par Marie Jégo

en Afghanistan. « Il n'y a pas de travail, la pandémie n'a rien arrangé. Le retour des talibans est le coup de grâce. » « Ils vont prendre Kaboul, c'est sûr », prévient Rahmatollah, un jeune adolescent arrivé clandestinement il y a quelques jours de Mazar-e-Charif avec sa sœur, son beau-frère et leurs quatre enfants.

La famille dit avoir payé aux passeurs un « package », comportant le franchissement

clandestin de la frontière Iran-Turquie ainsi qu'un aller en minibus vers Konya, au sud d'Ankara. Mais une fois la première étape franchie, les passeurs les ont logés dans une maison abandonnée au milieu des champs et ne sont plus revenus.

Muhammet, 26 ans, le père de famille, se ronge les sangs. Rester à Van, à 40 kilomètres

de la frontière iranienne, c'est s'exposer à être renvoyé vers l'Iran, ce qu'il ne veut à aucun prix. Il prévoyait d'aller, non pas en Europe, mais à Konya, où il est sûr de trouver du travail.

La Turquie vue comme un pays de cocagne

Il a déjà fait le voyage une fois, il y a quelques années, jusqu'à cette ville de l'Anatolie profonde où, grâce à l'aide de migrants amis, il a réussi à se faire embaucher comme journalier sur des chantiers de construction. Après avoir amassé un petit pécule, il est rentré à Mazar-e-Charif chercher sa femme, Maryam, leurs quatre enfants ainsi que deux adolescents, ses beaux-frères, pour les ramener en Turquie, qu'il voit comme un pays de cocagne.

« Chez moi, c'est la guerre. On a peur pour nos vies. J'ai vendu ma maison pour 4 000

dollars [3 400 euros] et on s'est mis en route. Ça nous a pris un mois pour arriver ici », raconte Muhammet, les yeux rougis par la fatigue, dans le square qui jouxte la mosquée.

Dehors, il dort mal. Les nuits sont fraîches, les couvertures manquent. Tout en parlant, il veille sur l'un de ses fils, qui sommeille sous un arbre. « Les petits sont morts de fatigue », soupire-t-il en tripotant nerveusement le jouet de sa dernière-née, âgée de 5 mois.

Son rêve s'est brisé à Van. Il craint d'être condamné à rester là, entre le square et la mosquée, jusqu'à ce que la police les appréhende, lui et sa famille, pour les placer dans un centre de rétention. Après, c'est l'inconnu. Ils seront soit renvoyés en Iran, ce que les migrants craignent plus que tout, ou rendus à leur sort de clandestins, peu enviable.

« Nous sommes des êtres sans destin »

Contrairement aux réfugiés syriens, qui jouissent d'une protection en Turquie, les Afghans n'ont droit à rien. « Nous sommes des êtres sans destin », résume Zuleyha, une représentante de la minorité chiite hazara. Installée depuis six ans à Van, elle a obtenu un permis de séjour et se sent désormais à peu près en sécurité. « L'époque était plus favorable, aujourd'hui, c'est différent », dit-elle.

Chaque année, des dizaines de milliers de réfugiés afghans traversent clandestinement la frontière entre l'Iran et la Turquie, en quête d'un emploi et d'une vie plus stable. Depuis l'offensive fulgurante des talibans sur les capitales provinciales, ce flux n'a fait qu'augmenter. Selon l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), avec le retrait des forces américaines et de l'OTAN, et le début de l'offensive talibane, de 20 à 30 000 personnes fuient l'Afghanistan chaque semaine vers l'Iran. 12% prévoient d'aller en

Turquie et 4% vers l'Europe.

Adossée à l'Iran, la province de Van sert de porte d'entrée. Guidés par les passeurs, des Afghans, mais aussi des Pakistans et des Iraniens traversent la frontière à pied la nuit par des sentes de montagne. Le périple tourne parfois au cauchemar. Certains racontent s'être fait rosser et détrousser en chemin par des brigands. En hiver, de nombreux candidats au passage meurent de froid ou sont dévorés par les loups. A chaque fonte des neiges, des cadavres sont retrouvés, examinés par des médecins légistes puis inhumés sous un numéro dans le cimetière des « kimsesizler », ce qui signifie « ceux qui n'ont personne ».

En été, la traversée est plus facile, mais il faut tout de même souvent s'y prendre à plusieurs fois pour atteindre l'autre côté. Une fois la frontière franchie, beaucoup sont appréhendés par les forces turques, qui les refoulent au débotté vers l'Iran. Le temps de se regrouper et les migrants recommencent.

« Les réseaux de passeurs sont incroyablement mobiles. Ils ont leurs guetteurs, leurs informateurs, changent les itinéraires sans arrêt. Ils connaissent très bien le terrain, parfois mieux que nos forces de sécurité. Et puis, la géographie escarpée de la région rend la surveillance particulièrement difficile », décrit Semih Nargül, enseignant au département de géographie de l'Université du centenaire, à Van.

Migrants quasiment invisibles

Tout un pan d'économie grise a émergé, qui implique aussi bien des Afghans que des Turcs, des Iraniens ou des Kurdes. « Ces réseaux travaillent comme des agences de voyages, ils proposent différents itinéraires, différentes villes d'arrivée, avec plus ou moins de confort selon le prix

», explique l'universitaire.

Il faut compter 350 dollars (environ 298 euros) par personne pour un passage simple de la frontière, et jusqu'à 2 000 dollars et plus pour aller vers l'ouest, vers Istanbul ou Ankara, des villes où un emploi est vite trouvé. Tout dépend du « package » choisi. La moitié de la somme est réglable d'avance, le reste doit être versé à l'arrivée. Et chaque candidat au départ doit avoir un « OK », à savoir une personne qui fait office de garant.

A Van, les migrants sont quasiment introuvables. « A cause de la pandémie, le gouvernement ne veut pas qu'ils soient visibles », affirme Suvat Parin, qui enseigne la sociologie à l'Université du centenaire. A la gare routière de Van, deux ou trois familles afghanes sont installées, dont de très jeunes femmes au regard triste, leurs nouveau-nés sur les genoux. En revanche, il suffit de rouler en direction des villes voisines de Tatvan, Erçis ou Caldiran, entre autres, pour apercevoir des jeunes hommes en train de marcher au beau milieu de la nature.

Vendredi 6 août, un petit groupe cheminait ainsi le long du lac de Van, non loin d'Erçis. Affamés, épuisés, les pieds gonflés. Cela faisait des heures qu'ils avançaient sous un soleil de plomb. Originaires d'Herat, certains ont assuré que ce voyage était leur quatrième séjour illégal en Turquie. Les benjamins du groupe, Raaz, 15 ans, et Zaher, 12 ans, deux orphelins partis pour rejoindre des membres de leur famille à Istanbul, semblaient à bout de force. « On s'en remet à Dieu. » Quelques minutes plus tard, les gendarmes les appréhendaient.

Sur les routes, les points de contrôle ont été renforcés

Les autorités turques assurent que le nombre d'illégaux ayant franchi récemment la frontière

iranienne – 499 kilomètres en tout – n'a guère augmenté ces dernières semaines, contrairement à ce qu'avaient pu affirmer certains médias, soupçonnés d'avoir exagéré sciemment l'ampleur du phénomène. A la mi-juillet, 3 000 représentants des forces spéciales, policiers et militaires, ont quand même été déployés, avec beaucoup de matériel, pour mieux lutter contre les passages clandestins. Sur les routes, les points de contrôle ont été renforcés, les véhicules sont scrutés de près.

Face à l'imminence de nouveaux flux migratoires, Ankara a récemment érigé de hauts murs en béton le long de sa frontière orientale avec l'Iran, après avoir fait de même au sud, le long d'une partie de sa frontière avec la Syrie. Une fois terminé, le mur s'étendra sur 295 kilomètres, sera bordé par de larges fossés et doté d'une centaine de tours d'observation. Mais, pour le moment, la barrière de béton n'est pas encore achevée et c'est à travers elle qu'Hossein et ses compagnons disent s'être frayé un chemin pour pénétrer sur le territoire turc.

« La situation devient ingérable », assure Orhan Deniz, le doyen de la faculté de littérature de l'Université du centenaire à Van, qui suit de près les questions migratoires. La Turquie, qui accueille déjà 3,7 millions de Syriens et des centaines de milliers d'Afghans, n'est pas en mesure d'assumer un nouvel afflux de réfugiés. « Il ne faut pas prendre cette situation à la légère. Sans une politique intelligente à long terme, on ne va jamais s'en sortir », prévient le doyen. Idéalement, l'Union européenne, la Turquie et l'Iran « devraient pouvoir s'entendre » pour créer des infrastructures d'accueil à destination des migrants, en particulier des Afghans, dont les arrivées risquent d'augmenter dans les mois qui viennent.



15 Aout 2021
Par Jérémie Berlioux

En Turquie, le lent poison des disparitions forcées

Son rêve, c'était d'entrer en politique et de devenir président. Cet homme a fait une présentation au conseil national de Sécurité pour blanchir son histoire. [...] Et ensuite, les meurtres ont commencé. Il a fait ça pour nettoyer son passé.» Celui qui prononce ces mots est un chef mafieux, Sedat Peker qui a fait trembler le pouvoir turc pendant deux mois au printemps en débattant les dessous sales de la vie politique. Le 23 mai, il visait par ces accusations l'ancien chef de la police durant la décennie noire des années 90, qui fut aussi l'un des architectes de la politique de disparitions forcées qui continuent d'endeuiller la Turquie aujourd'hui : Mehmet Agar. Une accusation sévère qui résonne pourtant avec l'histoire récente du pays.

Car au moment où Sedat Peker racontait cette histoire, la nouvelle est tombée de la réouverture d'un procès central dans les affaires de disparitions forcées : le dossier Ankara-Jitem.

Dix-neuf personnes y comparaissent, dont Mehmet Agar, poursuivis pour 19 meurtres commis de 1993 à 1996, entre Ankara et Istanbul. Aucune date n'a pour le moment été fixée par le tribunal pour la première audience. Mais cette annonce et les révélations du mafieux replongent la Turquie dans l'histoire, toujours d'actualité, de ces enlèvements et crimes politiques.

Éliminés les uns après les autres

Selon l'Association des droits humains en Turquie (IHD), au moins 1 388 personnes ont été



Le drapeau du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) dans un rassemblement kurde pour fêter la nouvelle année, à Diyarbakir dans le sud de la Turquie en 2003. (Mehdi Fedouach /AFP)

victimes de disparitions forcées ces quarante dernières années. Le chiffre réel est probablement bien plus élevé. La plupart ont eu lieu dans le sud-est du pays, au cours des années 1990. À l'époque, l'armée turque est aux prises avec la guérilla du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK). Dans les régions kurdes du pays, les disparitions forcées de civils se multiplient. Les unités anti-terroristes de la gendarmerie (Jitem) font régner la terreur. En 1993, le tout-puissant Conseil national de sécurité et la Première ministre Tansu Ciller décident d'intensifier la lutte contre la rébellion. La cheffe du gouvernement déclare : «Nous avons une liste d'hommes d'affaires kurdes qui aident le PKK. L'Etat combattra ceux qui soutiennent financièrement le PKK de la même façon qu'il combat le PKK.» Peu après, des personnalités kurdes et turques qui vivent entre Ankara et Istanbul commencent à disparaître à leur tour.

Parmi les victimes, on trouve

d'abord des hommes d'affaires kurdes, dont certains impliqués dans divers trafics, de drogue notamment. Sedat Peker s'en souvient. À l'époque, il était déjà dans le milieu. Dans sa vidéo du 23 mai, il raconte comment Mehmet Agar aurait été familier de plusieurs des victimes : «Combien de personnes ont disparu comme ça ? Ce Mehmet Agar... Ses meilleurs amis quand il était directeur de la sécurité : Behçet Cantürk, Hüseyin Baybasin, Savas Buldan... Tous les trafiquants étaient ses amis.» Ces «amis» sont éliminés, les uns après les autres.

Savas Buldan a été tué en compagnie de deux autres entrepreneurs, Haci Karay et Adnan Yildirim. La fille de ce dernier, Leyla se souvient encore de la dernière fois qu'elle a entendu la voix de son père. C'était le 2 juin 1994 au soir. «Il m'a dit : "Ne t'inquiète pas, je rentrerai tôt"», raconte-t-elle. Elle avait 14 ans. Les corps des trois hommes torturés sont retrouvés deux jours plus tard

à 200 kilomètres à l'est d'Istanbul. «Mon père apportait un soutien matériel et moral aux politiciens kurdes afin d'obtenir un siège au parlement», explique-t-elle. Les médias et le gouvernement parlent à l'époque de règlements de comptes entre narcotrafiquants. Les familles, elles, dénoncent des crimes politiques.

Vol d'icônes orthodoxes

Parmi les victimes, on retrouve aussi des intellectuels, tels le journaliste chypriote turc nationaliste Kutlu Adali. Assassiné en 1996, il avait enquêté sur le vol à Chypre d'icônes orthodoxes qui auraient servi à financer des organisations paramilitaires. A nouveau, Sedat Peker incrimine Mehmet Agar ainsi qu'un officier des services de renseignements, lui aussi cité dans le procès Ankara-Jitem : Korkut Eken. Ce dernier lui aurait demandé d'envoyer sur l'île deux professionnels pour tuer un homme : Kutlu Adali. «À l'époque, nous étions tous ensemble, Mehmet Agar, Korkut Eken... Nous étions jeunes, nous étions des patriotes», raconte le mafieux dans sa vidéo du 23 mai. Sedat Peker aurait mis son frère Atilla à leur service. Bien que Korkut Eken démente, une enquête a été ouverte début juin. Arrêté, Atilla Peker est revenu avec force détails sur cette tentative d'assassinat, qui a échoué. Dans sa déposition, il assure : «S'adressant à moi en criant, [Korkut Eken, ndlr] a dit : "Atilla, nous avons fini le travail à Chypre. Est-ce que tu le savais ?"»

«Le procès Ankara-Jitem est

important car il y a tout dedans. Des témoins, des détails, des confessions de représentants de l'Etat...» Sebla Arcan, porte-parole du collectif des Mères du samedi

Les allégations de Sedat Peker et de son frère pourraient apparaître comme des affabulations, si les deux hommes n'avaient pas toujours évolué dans ces milieux et si leurs propos ne collaient pas aussi bien aux nombreux autres témoignages, confessions et preuves accumulées au fil des années par les avocats et les familles. Plusieurs indices ont permis par exemple de démontrer que les armes utilisées dans plusieurs meurtres à Ankara et Istanbul étaient les mêmes : des Uzi de fabrication israélienne.

«A l'époque, seules les forces spéciales de la police en avaient en Turquie», explique Sebla Arcan, porte-parole des Mères du samedi, un collectif de proches des disparus qui manifeste depuis 1995, malgré la répression, pour que justice soit faite. «L'une des raisons pour lesquelles le procès est rouvert aujourd'hui est que les balles de ces Uzi n'ont pas été examinées. Pourtant les armes utilisées étaient les mêmes à Ankara et à Istanbul», explique-t-elle. Atilla Peker avance aussi dans sa déposition

que lors de son voyage à Chypre en 1996, Korkut Eken lui avait remis un Uzi.

Trois morts dans un accident de la route

«Le procès Ankara-Jitem est important car il y a tout dedans. Des témoins, des détails, des confessions de représentants de l'Etat...», insiste Sebla Arcan. Suffisamment de preuves donc pour démontrer l'existence d'une politique d'Etat, approuvée par les plus hautes instances. Elle avait d'ailleurs commencé à être révélée lors du scandale de Sursuluk en 1996. Un mafieux, un politicien et le chef adjoint de la police d'Istanbul avaient trouvé la mort ensemble, dans un accident de la route. Le ministre de l'Intérieur de l'époque, Mehmet Agar, avait été forcé de démissionner.

Au tournant des années 2010, les autorités avaient bien saisi le potentiel explosif des procès sur les disparitions forcées. A l'époque, le Parti de la justice et du développement (AKP) d'Erdogan, arrivé au pouvoir sur la promesse de débarrasser l'Etat des trafiquants, tente de purger les institutions de l'Etat profond. C'est la confrérie de Fethullah Gülen, alliée de l'AKP, qui mène la charge. Le procès Ankara-Jitem est ouvert dans ce contexte en 2013. «On ne peut que spéculer, mais je pense que ça a été uti-

lisé au sein de l'Etat turc pour affaiblir Mehmet Agar afin de prendre le contrôle de la police où il était encore très influent», avance Sertaç Ekinçi, l'un des avocats des victimes dont fait partie son père, Yusuf Ekinçi. Mais un retournement d'alliances en 2013-2014 conduit le Président Erdogan à se rapprocher de l'extrême droite. Ses anciens ennemis, dont Sedat Peker et Mehmet Agar, redeviennent utiles. La conséquence en est l'acquiescement en 2019 de tous les prévenus dans le procès Ankara-Jitem après des années de procédures bâclées. «Chaque jour nous avons vu des membres de l'Etat profond comme Tansu Ciller et Mehmet Agar, responsables de ces meurtres, apparaître en public comme si rien ne s'était passé. Cet acquiescement était le ticket pour que des gens comme Mehmet Agar retournent sur le terrain», analyse Leyla Yildirim.

Tortures et prisons secrètes

Depuis le putsch güleniste manqué de 2016, au moins 30 personnes ont été kidnappées en Turquie. Peut-être sous la pression de la société civile, 25 des 30 disparus ont réapparu dans les bureaux des services antiterroristes d'Ankara, qui niaient pourtant les détenir. Cinq d'entre eux ont témoigné des tortures qu'ils ont subies

dans des prisons secrètes.

Dans les années 90, l'objectif était d'instaurer un climat de terreur et d'éliminer les opposants. «Aujourd'hui, les cibles sont d'anciens agents de l'Etat. Il s'agit d'éliminer le mouvement Gülen», explique Sebla Arcan. Pour elle, les disparitions forcées ne cesseront que lorsque les mécanismes sous-jacents auront été sanctionnés par la justice. Or pour qu'un tel processus puisse advenir, il faudrait un fort soutien politique du gouvernement.

Les avocats sont peu confiants quant à l'issue du second procès Ankara-Jitem. Ils craignent que sa réouverture soit uniquement procédurale, pour éviter une condamnation de la Cour européenne des droits de l'homme. «Le délai est trop court. D'ici à 2025, il y aura prescription pour tous les meurtres», se désole Sertaç Ekinçi qui plaide pour une requalification des disparitions forcées en crimes contre l'humanité, ce qui les rendrait imprescriptibles. Leyla Yildirim assure cependant que «les affaires peuvent expirer officiellement mais pas les crimes qui sont commis avec ce type de politiques. Je ne sais pas si nous le verrons, mais un jour ils devront rendre des comptes». Y compris Sedat Peker.

 **bianet** August 16 2021
BAĞIMSIZ İLETİŞİM AĞI

'Fahrenheit 5651': Turkey blocked 467,011 web addresses in 14 years

Turkey blocked 467,011 web addresses between the enactment of the internet law in 2007 and the end of 2020, according to the annual report of the Freedom of Expression Association (İFÖD). The report was named "Fahrenheit 5651: The Incendiary

Effect of Censorship," in a reference to the book Fahrenheit 451.

Some 408,808 orders to block access to web addresses were imposed by 764 courts and administrative institutions in the given period, the report shows. 7,500 Twitter accounts, 50,000 tweets, 12,000 YouTube Vi-

deos, 8,000 Facebook posts and 6,800 Instagram posts are among the blocked addresses. In the last year, 58,809 URLs were blocked and 89 percent or 52,185 of them were directly blocked by the Information Technologies and Communications Authority (BTK). Some 3,025 web addresses

were blocked by courts, judgeships or prosecutors and the rest were blocked by various state institutions, including ministries.

News portals removed 81 percent of the articles that were blocked to access by the authorities. In the previous year, it was 76 percent. (HA/VK)

Trois combattants yazidis tués dans un raid aérien turc

Un haut responsable yazidi membre d'une force irakienne proche des rebelles du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) a été tué lundi avec deux autres combattants dans un raid aérien turc dans le nord-ouest de l'Irak, selon une source sécuritaire irakienne.

Hassan Saïd, le chef de la 80e brigade de la coalition du Hachd al-Chaabi, baptisée Unités de résistance du Sinjar, "a été tué avec deux camarades" dans une frappe aérienne turque qui visait la voiture qui le transportait à Sinjar, bastion de la minorité yazidie, a indiqué à l'AFP ce responsable sous couvert de l'anonymat. Proches du PKK, les Unités de résistance du Sinjar ont été créées en 2014 pour protéger la minorité yazidie contre les jihadistes du groupe Etat islamique. En 2017, elles ont été intégrées dans le Hachd al-Chaabi, une puissante coalition de groupes armés intégrés à l'Etat, dont la plupart sont pro-iraniens.

La Turquie, qui a de facto installé une dizaine de bases militaires depuis 25 ans au Kurdistan irakien, bombarde régulièrement dans les montagnes du nord de l'Irak des bases arrières du PKK. Le PKK, qu'Ankara qualifie de "terroriste", livre depuis 1984 une sanglante guérilla sur le



La ville de Sinjar, dans le nord de l'Irak. Photo d'archives Safin Hamed/AFP/Getty Images

sol turc ayant fait plus de 40.000 morts.

Les Yazidis sont une minorité adepte d'un monothéisme ésotérique et persécutée depuis des siècles par les extrémistes musulmans qui les considèrent comme "satanistes". En 2014, les jihadistes de l'EI ont tué des milliers d'entre eux, enrôlé les enfants de force et transformé les femmes en esclaves sexuelles. Les Yazidis étaient 550.000 en Irak en 2014 mais 100.000 d'entre eux se sont exilés depuis et 360.000 autres ont été déplacés au Kurdistan.

Un haut responsable yazidi membre d'une force irakienne proche des rebelles du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) a été tué lundi avec deux autres combattants dans un raid aérien turc dans le nord-ouest de l'Irak, selon une source sécuritaire irakienne. Hassan Saïd, le chef de la 80e brigade de la coalition du Hachd al-Chaabi, baptisée Unités de résistance du Sinjar, "a été tué avec deux camarades" dans une frappe aérienne turque qui visait la voiture qui le transportait à Sinjar, bastion de la minorité yazidie, a

indiqué à l'AFP ce responsable sous couvert de l'anonymat. Proches du PKK, les Unités de résistance du Sinjar ont été créées en 2014 pour protéger la minorité yazidie contre les jihadistes du groupe Etat islamique. En 2017, elles ont été intégrées dans le Hachd al-Chaabi, une puissante coalition de groupes armés intégrés à l'Etat, dont la plupart sont pro-iraniens.

La Turquie, qui a de facto installé une dizaine de bases militaires depuis 25 ans au Kurdistan irakien, bombarde régulièrement dans les montagnes du nord de l'Irak des bases arrières du PKK. Le PKK, qu'Ankara qualifie de "terroriste", livre depuis 1984 une sanglante guérilla sur le sol turc ayant fait plus de 40.000 morts.

Les Yazidis sont une minorité adepte d'un monothéisme ésotérique et persécutée depuis des siècles par les extrémistes musulmans qui les considèrent comme "satanistes". En 2014, les jihadistes de l'EI ont tué des milliers d'entre eux, enrôlé les enfants de force et transformé les femmes en esclaves sexuelles. Les Yazidis étaient 550.000 en Irak en 2014 mais 100.000 d'entre eux se sont exilés depuis et 360.000 autres ont été déplacés au Kurdistan.

Pourquoi la Turquie de Erdogan courtise les talibans ?

La Turquie ne voit pas d'un mauvais œil l'arrivée au pouvoir des talibans, et son président s'est même dit prêt à recevoir le chef du nouveau pouvoir afghan.

Tout comme ses partenaires eurasiens – l'Iran et la Russie –, la Turquie ne voit pas d'un mauvais œil l'arrivée au pouvoir des talibans en Afghanistan. « Nous accueillons de manière positive les messages envoyés jusqu'à présent par les talibans, que ce soit aux étrangers et aux représentations diplomatiques mais aussi à leur propre peuple », a assuré le chef de la diplomatie turque, Mevlüt Cavusoglu, depuis la Jordanie où il était en visite, mardi 17 août. Sa déclaration faisait écho à celle de son homologue russe, Sergueï Lavrov, qui a qualifié de « signal positif » les promesses de dialogue avancées par les nouveaux maîtres de l'Afghanistan.

La Turquie, qui dispose de 500 soldats affectés à la sécurisation de l'aéroport de Kaboul dans le cadre de sa mission au sein l'OTAN, veut les maintenir sur place après le retrait des forces occidentales. Les détails de ce projet étaient discutés depuis des semaines avec Washington et avec le gouvernement du président Ashraf Ghani. Quand les talibans ont envahi la capitale afghane dimanche, cela a mis fin aux pourparlers, faute d'interlocuteurs : les Etats-Unis se retirent et le gouvernement afghan n'existe plus.

Promptes à s'adapter à la nouvelle donne, les autorités turques proposent désormais

leurs services au nouveau pouvoir en place à Kaboul. Le président, Recep Tayyip Erdogan, fait du maintien de la présence turque à l'aéroport sa priorité. Conscient de ce que les talibans sont avides de légitimité internationale, il s'est dit prêt, il y a une semaine, à recevoir « la personne » qui les dirige.

« Tout le monde a intérêt à ce que l'aéroport de Kaboul soit sécurisé afin que les diplomates et les humanitaires puissent continuer à travailler. La Turquie propose de s'en charger. De fait, il lui est facile de négocier avec les talibans via le Pakistan et le Qatar, avec lesquels les relations sont solides », estime Bayram Balci, directeur de l'Institut français d'études anatoliennes (IFEA) à Istanbul.

Trésors de diplomatie

Ankara déploie des trésors de diplomatie pour amadouer les talibans. L'ambassade de Turquie au Qatar est en contact permanent avec la représentation du mouvement sur place et, la semaine dernière, le ministre de la défense, Hulusi Akar, s'est rendu à Islamabad pour inciter l'allié pakistanais à convaincre les talibans à accepter la présence turque.

Mais ni l'invitation de M. Erdogan, ni ses propositions d'une coopération technique et sécuritaire ne semblent jusqu'ici avoir eu le pouvoir d'infléchir la

décision des insurgés islamistes, qui insistent pour que « toutes les forces étrangères » quittent l'Afghanistan, conformément aux accords signés avec l'administration américaine à Doha en février 2020.

Devenu la seule porte de sortie possible de l'Afghanistan, l'aéroport Hamid-Karzaï de Kaboul a été le théâtre de scènes de panique, lundi, quand des milliers de civils afghans cherchant à fuir le nouveau régime ont envahi les pistes, s'accrochant au train d'atterrissage des avions, escaladant les passerelles pour monter à bord. Au moins sept personnes sont mortes sur la piste ce jour-là. Visiblement, les milliers de militaires de l'OTAN, dont les Turcs, ont été débordés.

Lundi, la Turquie a pu évacuer 324 personnes vers Istanbul, essentiellement des civils et du personnel diplomatique. Mardi, les talibans ont bouclé l'aéroport, ce qui a facilité l'évacuation des ressortissants occidentaux, tout en compliquant celle des Afghans ayant coopéré avec eux.

500 soldats turcs suffiront-ils à sécuriser l'aéroport ?

Une fois les évacuations achevées, une fois le départ des forces militaires occidentales acté, 500 soldats turcs suffiront-ils à sécuriser l'aéroport ? D'autant que la Turquie, qui est dépourvue d'unités combattantes en Afghanistan, ne tient

pas à envoyer de troupes supplémentaires, du moins officiellement. En revanche, le déploiement de mercenaires syriens aurait été envisagé, selon une tactique déjà éprouvée en Libye et au Haut-Karabakh.

Selon des sources kurdes syriennes, des représentants des services turcs de renseignement seraient notamment en pourparlers avec plusieurs factions rebelles regroupées sous la bannière de l'Armée nationale syrienne, soutenue par Ankara, en vue de l'envoi de plus d'un millier de mercenaires en Afghanistan.

Selon Burhanettin Duran, l'éditorialiste du quotidien progouvernemental Sabah, la Turquie cherche à s'imposer comme « un médiateur de confiance et une force stabilisatrice ». L'hubris turque est à l'œuvre sous sa plume. « Les Turcs savent être actifs dans ce genre de circonstance, comme on l'a vu en Irak, en Libye, en Afghanistan et dans le Haut-Karabakh », écrit-il dans l'édition du 16 août.

Mais l'opinion publique ne semble guère acquise à la « diplomatie militaire » chère au gouvernement islamo-conservateur. Selon une étude récente de l'institut de sondage Metropoll, 61,6 % des Turcs souhaitent en effet le retrait des soldats turcs déployés à Kaboul dans le cadre de la mission de l'OTAN.

Avant tout, la direction turque veut trouver un terrain d'entente avec les talibans, dans l'espoir de juguler l'afflux de réfugiés afghans à la frontière avec l'Iran. Ces derniers mois, les passages de clandestins, afghans pour l'essentiel d'entre eux, n'ont fait qu'augmenter, contraignant Ankara à procéder à des retours forcés vers Kaboul sur des vols commerciaux, ou à des renvois sauvages vers l'Iran.

Quelque 3 000 représentants des forces spéciales ont été déployés dans les régions frontalières à l'est du pays, dans le cadre de la lutte contre

l'immigration clandestine. Un mur en béton est aussi en construction le long d'une partie de la frontière. Une fois achevé, il doit s'étendre sur 295 kilomètres, être doté d'une centaine de tours d'observation, de fossés de part et d'autre, de barbelés et de caméras avec vision nocturne.

Les discours hostiles envers les migrants s'intensifient

Le sujet des migrants est devenu particulièrement sensible en Turquie, où la capacité d'accueil a atteint son maximum, avec 3,6 millions de Syriens et des centaines de milliers

d'autres ressortissants étrangers, dont 170 000 Afghans hébergés à travers tout le pays.

Alors que les ménages turcs voient leur pouvoir d'achat baisser sous l'effet de la crise économique et de la pandémie de Covid-19, les discours hostiles envers les migrants s'intensifient. Le 11 août, plusieurs centaines de Turcs ont attaqué des commerces et des véhicules appartenant à des Syriens dans le quartier d'Altindag, à Ankara. Ce pogrom est survenu après la mort d'un jeune homme turc, poignardé lors d'une rixe entre

deux bandes. Selon les affirmations de certains tabloïds, reprises en boucle sur les réseaux sociaux, l'auteur des coups mortels était un Syrien.

Peu de temps auparavant, l'opposition avait accusé les autorités de faire preuve de laxisme dans leur gestion de la question migratoire. Kemal Kılıçdaroglu, à la tête du Parti républicain du peuple (CHP, opposition), qui se pose en rival de M. Erdogan, a ainsi promis le mois dernier « de renvoyer les Syriens dans leur pays » si son parti remportait les prochaines élections,



August 15, 2021

Daesh militants attack oilfield in Iraq's Kirkuk

Suspected Daesh/ISIS militants used an explosive device to attack an oilfield in Iraq's northern Kirkuk province on Sunday, according to a local police officer.

No damage was reported in the attack on the Bai Hassan oilfield, said the source, who spoke on condition of anonymity.

He said security forces have launched a manhunt for the attackers.

Kirkuk province has the oilfields of Bai Hassan, Baba Gurgur, and Havana, which together produce more than 370,000 barrels per day.

There was no claim of responsibility for the attack. Daesh/ISIS terrorists have in recent months escalated their attacks, especially in the area between Kirkuk, Salahuddin,



A member of the Iraqi government forces stands guard in a humvee turret while guarding the Bai Hassan oil field, west of the multi-ethnic northern Iraqi city of Kirkuk, on October 19, 2017 [AHMAD AL-RUBAYE/AFP via Getty Images]

and Diyala, known as the Triangle of Death.

In 2017, Iraq declared victory over Daesh/ISIS by reclaiming

all territories the terrorist group controlled since the summer of 2014, which was estimated to be about a third of the country's territory.

The group, however, still maintains sleeper cells in large areas in Iraq and occasionally launches sporadic attacks.



August 23, 2021

Renowned Kurdish geographer dies in Istanbul at 65

The famous Kurdish writer and geographer Abdurrahman Onen, who recently published a series of books on the geography of Kurdish areas in Turkey, died after a yearlong battle with cancer on Monday, his family has told Rudaw English.

Onen was in intensive care in an Istanbul hospital before passing away, his brother Fuat told Rudaw English. In a Facebook post, he said his brother requested his body be donated to science.

Born in Mardin province in southeast Turkey on February 24, 1956, Onen spent most of his life as a geography teacher, and also wrote several books - including a geography dictionary - published in 2008.

In October 2020, he published

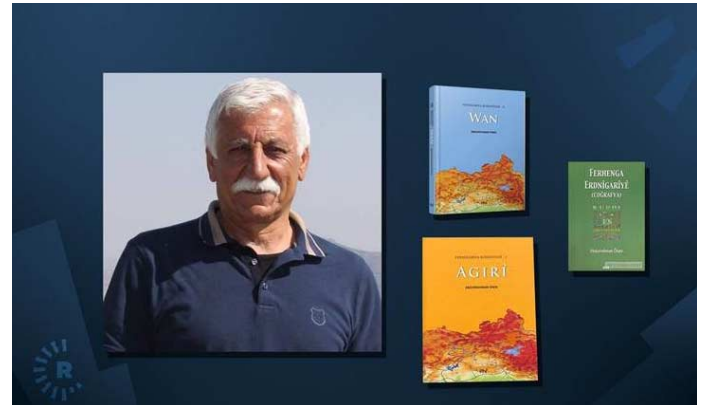
the first book in the Kurdistan Geography series, featuring the geography of Agiri province in eastern Turkey. The second, about the geography of Van province, was published in May 2021.

The Ismail Besicki Foundation, which is publishing the series, said Onen's dream was to allow Kurdish students to study geography in their own language.

"He dedicated his life to realizing this dream," it said in a tweet.

The remaining three parts, featuring the geography of Dersim (Tunceli), Bitlis, and Amed (Diyarbakir) provinces, will be published in three months, his brother told Rudaw English.

Bawer Bersev, manager of Pirtuka Kurdi online bookstore,



From left: file photo of Abdurrahman Onen, and three of his books. Photo : Onen's facebook account

told Rudaw English Onen's work on Agiri and Van are in high demand because they are the first works of their kind.

Such books are not common in Turkey, where the Kurdish language is banned in official settings, and the word "Kurdistan"

and talking about the geography of Kurdistan can be punishable by jail. Onen had visited almost all cities and villages in each of the five provinces to write his books. Kurdish areas of southeastern Turkey are referred to as Kurds as Bakur, or Northern Kurdistan.



Washington Kurdish Institute

Est. 1996

August 24, 2021

Kurdistan's Weekly Brief August 24, 2021

Iran

The Cooperation Center for Iranian Kurdistan's Political Parties (CCIKP) released a statement on the 42nd anniversary of Ayatollah Ruhollah Khomeini's declaration of "jihad against the people of Kurdistan" that described Iran's policy towards its Kurdish population as

"killing, destruction, spoiling, and an attempt to erase the identity and culture of the Kurdish nation." The CCIKP also renewed its pledge of loyalty to the struggle to "meet the demands of the Kurdish people in Iranian Kurdistan." Khomeini issued a fatwa against Iranian Kurds for boycotting the Islamic Republic referendum in

March 1979.

The Hengaw Organization for Human Rights denounced the erasure of Kurdish writing on all signage at the University of Kurdistan in Sanandaj (Sena). Hengaw also dismissed the notion that campus security personnel were unaware of the erasures

since the campus is subject to extensive government surveillance and hosts Iranian intelligence officers (Ettela'at).

A Kurdish activist named Shores Khazadah died four days after his arrest in Boker. Khazadah returned to Iran last week and surrendered to Iranian authorities, and

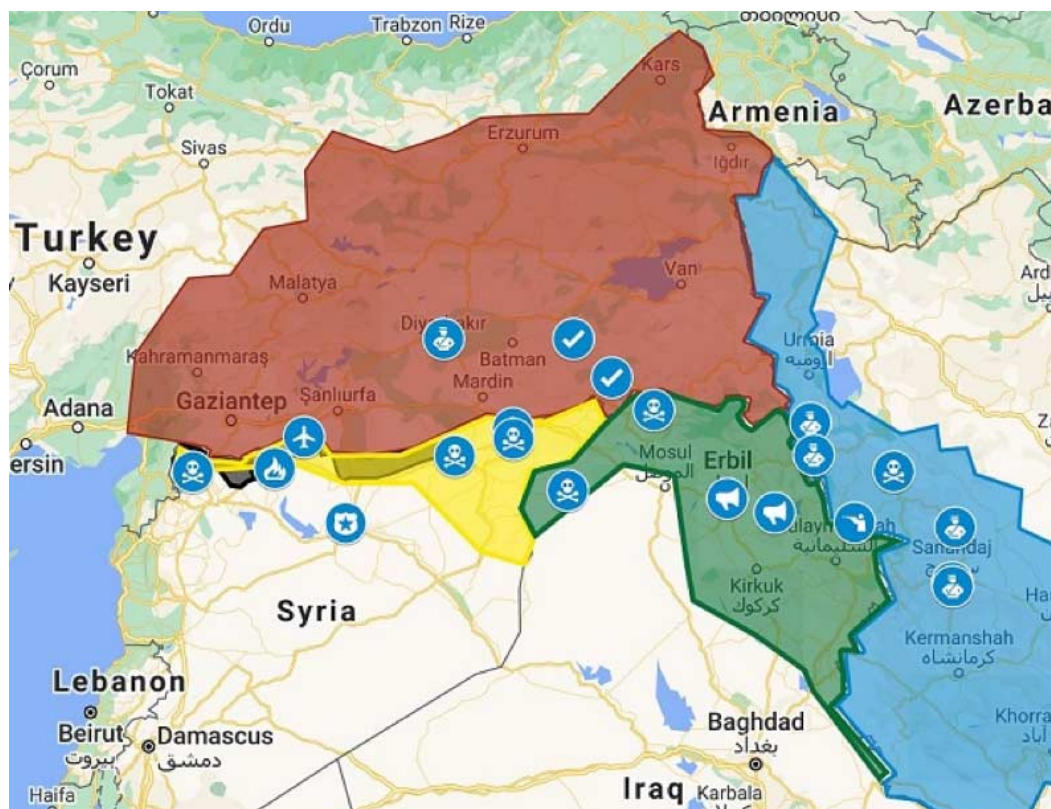
his family was told to retrieve his corpse following his suspicious death. Concurrently, Iranian security forces arrested several activists across Iranian Kurdistan, including a female Kurdish teacher named Chiro Ahmadi in Divandareh, Amir Hoshmand in Sena, Sardar Alani in Shinno (Oshnavieh), and Ibrahim Alizadeh and Salah Osmani in Piranshahr. The Iranian regime has now detained at least 100 Kurdish activists since July 1. On another note, Iranian border guards shot and wounded three Kurdish border porters (kolbars), Obaid Ahmadi, Khalil Khalidi, and Faridooon Mohammed, near Baneh on Monday and Tuesday.

Iraq

The US Consulate General Erbil enacted its alert system, which included sirens and loudspeakers warning occupants to avoid open areas and windows, on Sunday night. Though the Consulate General did not issue a statement, Rudaw reported a drone was seen over the consulate, and two US fighter jets were later observed in the area. Several other reports claimed US forces downed a drone. Iranian-backed militias have attacked US forces in Iraqi Kurdistan at least five times since December 2020.

On Tuesday, August 17th, a Turkish drone strike on a clinic used by the Sinjar Resistance Units (YPS) killed at least eight people, including four YPS members, a physician, and three nurses. The attack angered local Yazidis and was met with calls from the US Department of State for Turkish operations to “respect Iraqi sovereignty.”

A Turkish airstrike killed two Arab tourists from Mosul named Ahmad Shaker and Yousif Omar near Duhok Governorate’s Batifa sub-district. Duhok and surrounding areas have been subject to an intense campaign of air, artillery, and drone strikes since Turkey launched the latest phase of a military campaign it claims is targeting the Kurdistan Workers’ Party (PKK) in April.



Syria

Turkey and its Islamist proxies launched several deadly attacks on Syrian Democratic Forces (SDF)-controlled territories last week. Last Tuesday, a Turkish indirect fire attack on Zagan (Abu Rasein) killed a woman and injured 16 others. On Thursday, a Turkish airstrike on an SDF position in the Christian town of Tal Tamer killed four SDF personnel, including a female fighter. Also, on Thursday, a Turkish drone strike destroyed a vehicle between Qamishli and Hasakah and killed a senior People’s Defense Units (YPG) commander named Renas Roj. A second Turkish drone strike hit a vehicle in Kobani and wounded a local security official escorting two civilians on Saturday. Turkish proxies also shelled several areas north of Manbij on Sunday. The SDF responded to Turkey’s aggression by vowing “tough revenge” and joined the Syrian Democratic Council (SDC) and Autonomous Administration of North and East Syria (AANES) in condemning the attacks and criticizing Russia and the US for not enforcing Turkey’s adherence to the ceasefire it signed with both powers in October 2019. “The SDC holds the government of the Russian Federation responsible

for the Turkish attacks, and we also call upon the US-led coalition to clarify its position on the Turkish hostilities and the international community to condemn the Turkish attacks,” read an SDC statement. Thousands of local residents also protested the Turkish attacks.

The SDF announced the arrest of 36 Da’esh operatives in Raqqa and Deir Ez Zor governorates, including “three terrorists suspected of collaboration with Turkish forces in northeastern Syria.” The SDF also seized weapons, ammunition, and explosives during the US-backed counter-terrorism raids.

The Syrian Observatory for Human Rights (SOHR) reported the Turkish-backed Sultan Murad group arrested 29 civilians in Afrin. Turkish proxies also killed a Kurdish man named Rithwan Abdul Rahim, who was kidnapped when he tried to reclaim his olive farm near Afrin’s Mabata District. At the same time, an intense barrage of indirect fire struck Afrin’s city center, though damage reports remain unavailable, and no group has claimed responsibility.

Turkey

The pro-Kurdish Peoples’ Democratic Party (HDP) held public gatherings and unveiled several new slogans to rally support for its defense against the Turkish government’s closure case that is scheduled for September. HDP Co-chair Mithat Sancar addressed a massive crowd in Shirnak saying, “We will either pave the way for democracy, peace, justice, freedom, or this dark order will continue to dominate for some time.” Thousands of HDP supporters participated in another rally in Siirt that was held under the slogan “Time for Freedom.” That said, Turkish police arrested at least 15 people, mostly HDP members, in Istanbul on Friday

The Turkish government unveiled additional charges against imprisoned Kurdish politician Leyla Guven and eight other female inmates for singing in Kurdish. Jin News disclosed disciplinary proceedings were set in motion after Guven and other political prisoners sang Kurdish revolutionary songs, which were described by prison authorities as being in an “incomprehensible language.” Guven, who was stripped of her parliamentary immunity in 2020, is currently serving a 22-year sentence.



25 Aout 2021

Van : le cimetière arménien de Tusba détruit

Le quartier de Kalecik, à Tusba, dans la province de Van, connu sous le nom de Lezk, a été évacué après le génocide arménien de 1915.

Alors que l'église et l'école du quartier ont été détruites au fil du temps, des maisons ont été construites dans le quartier par TOKİ après le tremblement de terre survenu dans la ville. Le cimetière arménien du quartier a également été détruit avec

des engins de chantier par une personne qui se dit être le propriétaire du terrain. Certains des ossements trouvés dans le cimetière ont été éparpillés.

Le député de Van Murat Sarısaç a porté le sujet de la destruction du cimetière devant le parlement turc et a demandé au vice-président Fuat Oktay de répondre aux questions suivantes :

Quelles sont les informations disponibles sur la destruction

dans le cimetière arménien du quartier de Kalecik TOKİ à Van Une enquête sur la destruction du cimetière arménien de Kalecik TOKİ a-t-elle été lancée ?

Pourquoi les cimetières, les structures culturelles et religieuses arméniens de Van ne sont-ils pas protégés ? S'il existe une mesure de protection, pourquoi des destructions similaires se produisent-elles fréquemment ?

Prenez-vous des initiatives

pour réparer les cimetières, les structures culturelles et religieuses détruits à Van ?

Avez-vous des projets pour protéger les nombreux cimetières arméniens en ruines à Van ?

Existe-t-il un inventaire des monastères, églises et structures culturelles construits par les Arméniens à Van ?



25 August, 2021
By Loyal Shakir

Turkish TV host stops woman from speaking Kurdish live on-air

ATurkish TV presenter on Tuesday prevented a Kurdish woman from speaking in Kurdish during a live broadcast, drawing ire on social media and criticism from Turkey's pro-Kurdish Peoples' Democratic Party (HDP).

Didem Arslan Yılmaz, presenter for the Turkish media channel Show TV, stopped a woman from speaking Kurdish on-air on Tuesday evening, telling her to "speak Turkish properly, we will understand. This is the Republic of Turkey."

The woman was on the show to resolve a family issue involving her nieces.

Yılmaz presents the daily social TV show Vazgeçme, where she uses

television to solve people's problems, reveal secrets, and reunite families. Scores of people are commenting on her response using the hashtag #hadinibildidemarsalan, or "know your place Didem Arslan."

Her response also drew critics from members of the HDP.

"This is enmity against the Kurds," MP Remziye Tosun said in a tweet.

"The Kurdish language has lived for a thousand of years despite oppression," the party's women assembly spokesperson tweeted.

Rudaw English reached out to Show TV, which was unavailable for comment, but the presenter tweeted about it on Wednesday morning.

She said she did not mean to be disrespectful to the Kurdish language and apologized if she hurt anyone. "I have no problem with Kurdish speakers. I apologize our citizens who were hurt."

She explained that she did not allow the woman to speak in Kurdish so that everyone would understand her, adding that she would do the same if the woman spoke in Arabic or English.

The Kurdish language has been banned in official settings in Turkey since the foundation of the state nearly a century ago. The restriction of the language was eased during the peace process between the government and the Kurdistan Workers' Party (PKK) in 2013. However, when the process

ended in 2015, things reversed.

The state has at times denied the very existence of Kurds. The word "Kurdistan" is banned from the parliament, most Kurdish private media is closed, and the HDP is under immense pressure with hundreds of its members in jail. An armed Kurdish group, the Kurdistan Workers' Party (PKK), has waged a decades-long conflict with the state.

A Turkish publishing house censored the word Kurdistan in a Turkish translation of a popular novel, only catching the author's attention in a Twitter movement earlier this month. In June, a campaign was launched in Turkey to make Kurdish an official language.



25 August, 2021

Des vidéos provenant de la prison d'Evin qui ont été rendues publiques à la suite d'une fuite offrent un rare aperçu du traitement cruel réservé aux détenus

Des vidéos provenant de la prison d'Evin, qui ont été rendues publiques à la suite d'une fuite, montrent les abus intolérables auxquels sont soumis les détenus, et rappellent de façon effroyable que les agents de l'administration pénitentiaire en Iran qui soumettent les personnes détenues dans leur établissement à la torture ou à d'autres traitements cruels, inhumains ou dégradants bénéficient de l'impunité, a déclaré Amnesty International le 25 août.

L'organisation a examiné 16 vidéos, fournies par des médias indépendants iraniens, qui constituent des preuves visuelles accablantes des coups, du harcèlement sexuel, ainsi que des mauvais traitements et de la privation de soins délibérée infligés à des personnes ayant besoin de soins médicaux, sur lesquels Amnesty International rassemble des informations depuis de nombreuses années. Ces vidéos réaffirment en outre les motifs de préoccupation concernant la surpopulation chronique et la détention à l'isolement dans des conditions carcérales cruelles et inhumaines.

« Ces vidéos très inquiétantes offrent un rare aperçu des traitements cruels régulièrement infligés à des personnes incarcérées en Iran. Il est consternant de voir ce qui se passe entre les murs de la prison d'Evin, mais malheureusement, les abus que montrent ces vidéos obtenues à la suite d'une fuite, ne représentent que la partie visible de l'iceberg

de l'épidémie de torture en Iran, a déclaré Heba Morayef, directrice pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord à Amnesty International. Loin des yeux du public, des agents des services de sécurité iraniens soumettent des hommes, des femmes et des enfants derrière les barreaux à la torture ou à d'autres mauvais traitements, en particulier lors des interrogatoires menés dans les centres de détention gérés par le ministère des Renseignements, par les pasdaran (gardiens de la révolution), et par l'unité d'enquête de la police iranienne (Agahi).

Ces vidéos très inquiétantes offrent un rare aperçu des traitements cruels régulièrement infligés à des personnes incarcérées en Iran.

Les méthodes de torture utilisées en Iran qu'a documentées Amnesty International ces dernières années comprennent la flagellation, les décharges électriques, les simulacres d'exécution, le waterboarding (simulacre de noyade), la violence sexuelle, la suspension, l'ingestion forcée de substances chimiques et la privation délibérée de soins médicaux.

À partir du 22 août, des médias indépendants basés en dehors de l'Iran ont publié un nombre croissant de vidéos obtenues à la suite de fuites : elles proviennent d'un groupe qui se fait appeler « Edalat-e Ali » (ce qui signifie la justice d'Ali) et qui a piraté les caméras de sécurité de la prison d'Evin à Téhéran.

De hauts responsables iraniens ont confirmé l'authenticité de ces vidéos. Dans un rare cas d'admission de sa responsabilité, le directeur de l'Organisation des prisons en Iran, Mohammad Mehdi Haj Mohammadi, a déclaré dans un tweet en date du 24 août endosser la responsabilité des « comportements inacceptables » que montrent les vidéos, et a promis de prendre des mesures pour que les responsables de ces actes en répondent et pour empêcher la répétition de tels agissements.

Le 24 août, le chef du système judiciaire iranien, Gholamhossein Mohseni Ejei, a de son côté adressé par écrit des instructions au procureur général iranien pour lui demander que « le traitement réservé à des prisonniers par des agents de la prison et/ou d'autres prisonniers [dans la prison d'Evin] soit rapidement et soigneusement examiné ».

Crise de l'impunité

Si certains hauts responsables ont dénoncé les abus et promis des enquêtes, le directeur de l'Organisation des prisons en Iran, Mohammad Mehdi Haj Mohammadi, a par ailleurs déclaré apprécier les efforts des gardiens de prison ayant un comportement « honorable », laissant par là entendre que les abus commis dans la prison d'Evin qui ont été dénoncés sont exceptionnels et le fait d'un petit nombre d'individus.

« La torture et les autres formes de mauvais traitements

sont tellement fréquents et systématiques dans les prisons et centres de détention iraniens qu'ils ne peuvent guère être présentés comme étant le fait de rares "pommes pourries". Les brèves excuses et les promesses générales de reddition de comptes ne suffisent pas, loin de là, pour remédier à la crise de l'impunité systémique, a déclaré Heba Morayef.

« Si les autorités iraniennes veulent que leurs promesses de reddition de comptes ne sonnent pas creux, elles doivent immédiatement permettre à des observateurs ou observatrices internationaux, y compris au rapporteur spécial de l'ONU sur la situation des droits de l'homme en Iran, de mener des inspections indépendantes dans la prison d'Evin et dans d'autres prisons conformément aux normes internationales. »

Comme les autorités iraniennes refusent de façon persistante d'enquêter et d'engager des poursuites pénales quand des preuves montrent que des personnes sont impliquées dans des crimes de droit international, notamment des actes de torture, des disparitions forcées, des exécutions extrajudiciaires et des homicides illégaux, nous appelons une fois de plus le Conseil des droits de l'homme de l'ONU à mettre en place un mécanisme d'enquête et de reddition de comptes pour que les responsables de violations des droits humains répondent de leurs actes.

Vidéos montrant des traitements cruels

Sur les 16 vidéos examinées par Amnesty International, sept montrent des gardiens de prison en train de frapper des prisonniers ou de leur infliger d'autres mauvais traitements ; trois montrent des cellules surpeuplées ; trois autres, des agressions de détenus par d'autres détenus ; deux, des automutilations ; et une, un cachot avec des conditions de détention cruelles et inhumaines.

Dans une vidéo en date du 31 mars 2021, on voit un gardien de prison en train de frapper un détenu et de lui donner des coups de poing au visage en

présence d'un groupe de prisonniers, et on voit la victime saigner du nez. Dans une autre vidéo en date du 21 décembre 2020, on voit deux gardiens de prison en train de bousculer, de pousser, de frapper à la tête et dans le dos, y compris avec des coups de pied, un prisonnier menotté, en présence de plusieurs autres agents de la prison ; le prisonnier est ensuite traîné sur le sol.

Quatre vidéos montrent des faits en date du 26 avril 2021 : un prisonnier visiblement fragile perd connaissance dans la cour de la prison alors qu'il vient de sortir d'un véhicule. On voit des gardiens qui de façon désinvolte ne prêtent

pas attention à lui et qui le traînent ensuite, alors qu'il est à demi-conscient, sur le sol et jusque dans la prison. On voit aussi plusieurs membres du personnel observer ces faits ou passer à côté du blessé d'un air détaché.

Dans une vidéo en date du 9 décembre 2015, un homme reçoit l'ordre de se déshabiller complètement devant un gardien. Il reçoit ensuite l'ordre de s'accroupir, nu, face contre un mur, pendant qu'un gardien assis sur une chaise, derrière lui, fouille calmement ses sous-vêtements et son pantalon pour vérifier s'ils ne contiennent pas des articles interdits.

Trois vidéos en date du 11 juin

2016, du 15 janvier 2020 et du 4 février 2021 montrent des cellules surpeuplées avec des lits superposés à trois étages, où sont entassées entre 15 et 18 personnes.

Dans une autre vidéo, non datée, on voit une petite cellule de détention à l'isolement dépourvue de lit, et avec dans un coin des toilettes à la turque. Amnesty International a également examiné deux vidéos, en date du 4 janvier 2020 et du 23 août 2016, montrant des automutilations, et trois autres vidéos montrant des agressions de détenus par d'autres détenus.



25 August, 2021

Famous Kurdish scholar dies in Kazakhstan at 89

Renowned Kurdish academic, scientist and intellectual Nadir Nadirov died in a Kazakhstan hospital on Tuesday at the age of 89, according to his family.

"Unfortunately, I lost my father today," tweeted his daughter-in-law Narin Nadirov.

Born in Van province, southeast Turkey in 1932, Nadirov lost his father when he was only five. Later, his family fled oppression from the Turkish government, moving to the Caucasus. They were then forcibly displaced by the former Soviet Union to what is now Kazakhstan.

"I was five when the police came and informed us that they would displace us within 24 hours without telling us

where," the scholar said in a Rudaw documentary produced in 2013.

Nadirov soon became a famous figure in Kazakhstan, collecting the country's Kurdish minority under Barbang association - which "made a significant contribution to strengthening of social and interethnic harmony in the country," according to Nursultan Nazarbayev, Kazakhstan's first president.

Nadirov "dedicated his life to the development of oil science and engineering," Nazarbayev added in his tribute.

The scientist was also a permanent member of the prestigious National Academy of Science in Kazakhstan, having received numerous national and international prizes, inclu-



Nadir Nadirov speaks to Rudaw in a 2013 documentary. Photo : screenshot

ding the honorary epithet of "Marshal of Science" from a renowned French organization.

A fierce supporter of Kurdish independence, Nadirov's passing has also been mourned by Kurdistan Region President

Nechirvan Barzani and PM Masrour Barzani.

His death comes days after another Kurdish figure in Kazakhstan, Knyaz Ibrahim Mirzoyev, passed away.

Une conférence régionale pour stabiliser l'Irak

Un an après sa première visite en Irak, Emmanuel Macron sera de retour samedi à Bagdad. Alors que l'Afghanistan sombre dans une nouvelle ère du régime taliban, les autorités irakiennes co-organisent avec la France une conférence régionale pour évoquer la lutte contre le terrorisme, la stabilisation et le développement de ce pays déliquescents. « Cette conférence doit aider à faire baisser les tensions régionales et à faire de l'Irak un espace de coopération », explique-t-on à l'Élysée. Si la poursuite de la lutte contre Daech est centrale, le sujet de l'Afghanistan sera évidemment évoqué, et avec lui les questions de sécurité, d'évacuations et de migrations.

Effet de levier

Alors que le pays est en pleine crise - il a fallu cinq mois pour trouver un Premier ministre en mai dernier, l'ancien chef des rensei-

gnements Moustafa Al-Kazimi -, les Occidentaux oeuvrent à sa consolidation. Les appuis sont très faibles. Le retrait des « forces combattantes » américaines d'Irak a été entériné fin juillet par le président américain Joe Biden. Il sera effectif à la fin de l'année. Cela donne un levier au Premier ministre vis-à-vis des chiites avant les élections législatives du 10 octobre prochain. Ceux-ci ne cessent de demander le départ des soldats américains, ce qui n'empêchera pas les missions de conseil des Américains de perdurer.

Préparer la période post-électorale

« L'initiative française est pertinente car la formule actuelle en Irak est bloquée avec un Etat en situation de faillite. Il faut que les Irakiens se parlent avec l'accompagnement et le soutien de la communauté internationale », explique Adel Bakawan, directeur du

Centre français de recherche sur l'Irak et auteur d'un nouvel ouvrage « L'Irak, un siècle de faillite » (Taillandier).

Cette conférence régionale permettra au Premier ministre de mettre en présence les différentes forces du pays et, selon Adel Bakawan, de « trouver des ressources mobilisables pour les nominations post-électorales ». Une pêche aux alliés, en quelque sorte, avec si possible l'approbation des plus proches voisins. Pourtant, quarante-huit heures avant la conférence, beaucoup d'inconnues subsistaient sur la participation ou non du président iranien Ebrahim Raïssi, du président turc Recep Tayyip Erdogan, et sur la composition de la délégation saoudienne.

Visites bilatérales

Lors de ses déplacements dans le pays ce week-end, le président

français va ménager tous les clans avec une visite au sanctuaire chiite de Kadhimiya et une nuit à Erbil, capitale de la province du Nord contrôlée par les Kurdes, avant de se rendre à Mossoul. Il y rencontrera la communauté chrétienne à Notre-Dame de l'Heure puis les sunnites à la mosquée Al-Nouri. De retour à Erbil, il rencontrera le président de la région autonome du Kurdistan, Nerchirvan Barzani, et son prédécesseur, Massoud Barzani, afin de rendre hommage aux peshmergas et combattants kurdes. Aujourd'hui encore, via l'opération Chammal, 600 militaires français sont présents dans la région.

En soutien aux femmes et à la communauté des Yézidis, Emmanuel Macron sera accompagné de Nadia Murad, prix Nobel de la paix, et de l'essayiste Caroline Fourest.

Une femme juge les terroristes

La rédaction du 20 Heures a pu rencontrer une juge antiterroriste au Kurdistan irakien. Elle juge les djihadistes actuellement détenus par les forces kurdes. C'est une femme extrêmement courageuse qui témoigne.

Ils sont les visages du djihadisme français en Syrie, et combattaient à l'époque où Daesh fomentait des

attentats en France. Aujourd'hui, dans les prisons kurdes, ils attendent toujours leur éventuel procès, aux côtés de centaines de djihadistes étrangers. C'est à Qamishli, en Syrie, que leurs dossiers sont instruits. Une femme est leur potentielle juge antiterroriste. Sa tête est mise à prix par le groupe terroriste. "Je dois me protéger mais je n'ai pas peur, je crois en ma mission", dit-elle, anonymisée.

Elle sait jouer de son image

Ce sont les djihadistes syriens qui sont jugés en premier. Les yeux bandés pour qu'ils n'identifient pas les lieux, un homme est suspecté d'appartenir à une cellule dormante de Daesh. Il vient d'être arrêté et c'est la juge de 47 ans qui mène le face à face. Le détenu la défie régulièrement du regard, mais risque la prison à vie ; il n'y a

pas de peine de mort chez les Kurdes. "Femme ou homme, je m'en fiche, je ne reconnait pas cette justice", déclare le prévenu. La juge joue volontiers de son image. "Ils ne regardent pas en face, ils n'acceptent pas une femme non-voilée. Ce qui compte pour moi, c'est qu'on respecte les droits de l'homme." La plupart refusent un avocat, ils ne veulent "être jugés que par Dieu."

Macron au Kurdistan Irakien : les Kurdes "sont nos meilleurs alliés contre Daech", estime l'écrivain Patrice Franceschi

Pour ce compagnon de route du peuple kurde, les abandonner "comme on l'a fait en Syrie en 2019" serait "une faute politique".

Patrice Franceschi écrivain, compagnon de route du peuple kurde, a estimé dimanche 29 août sur franceinfo qu'Emmanuel Macron "tente de reprendre la main après la déculottée de Kaboul" en se rendant en Irak. Le chef de l'État est dimanche au Kurdistan irakien pour soutenir les Kurdes qui ont été en première ligne dans la lutte contre Daech. Selon lui, les Kurdes "sont nos meilleurs alliés contre Daech", par conséquent, "les abandonner comme on l'a fait en Syrie en 2019", serait "une faute politique".

franceinfo : Cette visite du président français est-elle importante pour les Kurdes ?

Patrice Franceschi : Elle est essentielle. Il ne faut pas oublier que le tropisme pro-kurde du président de la République date depuis le début de son mandat. Il a énormément fait de choses pour eux, notamment pour les Kurdes de Syrie. Ici, il tente de reprendre la main après la déculottée de Kaboul et de faire en sorte que désormais, la lutte contre Daech se poursuit. Mais le plus essentiel de ce qu'il a dit, c'est l'acte de souveraineté. Il faudra voir ensuite, entre la parole et les actes, ce qui se passera. C'est un discours de souveraineté tout à fait nouveau dans le discours français. Parce que s'il a un tropisme pro-kurde,



Le président français Emmanuel Macron et son homologue de la région irakienne autonome du Kurdistan Nechirvan Barzani lors de l'arrivée officielle du Français à l'aéroport d'Arbil au Kurdistan le 29 août 2021. (LUDOVIC MARIN / AFP)

ses diplomates en général ont plutôt un tropisme pro-turc.

Comment aider concrètement les Kurdes de la région ?

Déjà, il ne faut pas laisser la place aux Turcs et à leurs alliés jihadistes, c'est important. Donc, il ne faut pas que notre dispositif sécuritaire et militaire s'en aille, diminue. Évidemment, ce sera compliqué sans les Américains. Mais c'est à nous, dans notre volonté politique de nous défendre, de faire en sorte que notre capacité opérationnelle soit déployée. Une présence constante sur le temps long.

Quand on compare avec ce qui se passe en Afghanistan ou au Sahel, ce n'est pas une guerre lointaine et exotique qui ne concernerait que les souffrances des gens qui sont là-bas. Nos intérêts sécuritaires sont immédiatement en jeu. Nous étions dans le reflux, surtout à cause des Américains. Emmanuel Macron reprend la main et c'est très bien. Avec sa décision de rester en Afghanistan, même si les Américains partent, qui est une première, va inciter les Américains à rester eux aussi.

Les Kurdes sont-ils importants dans la lutte contre Daech ?

Les Kurdes ne sont pas l'armée afghane. Ils se battent, ils sont sûrs, ils sont fiables. J'en ai vraiment vu la démonstration depuis huit ans que je me suis engagé à leurs côtés. Ce sont nos meilleurs alliés contre Daech et ils connaissent le terrain. Par conséquent, les abandonner comme on l'a fait en Syrie en 2019 est une faute politique pour notre intérêt sécuritaire direct. Il ne faut pas oublier que l'attentat du Bataclan avait été décidé à Raqqa, capitale de l'État islamique en Syrie. Cette situation nous concerne donc directement.

Que va faire Emmanuel Macron en Irak ce week-end ?

Un an après sa [visite en Irak, le 2 septembre 2020](#), Emmanuel Macron s'y rend de nouveau ce week-end pour participer à un sommet régional, afin de soutenir la stabilisation du pays et rappeler le rôle que veut garder Paris dans la région, en particulier dans la lutte contre Daech.

Au cours de deux jours chargés, il rencontrera à Bagdad les dirigeants irakiens et participera à un sommet réunissant les pays voisins - Egypte, Jordanie, Turquie, Iran, Arabie Saoudite. La France en est la "coorganisatrice", selon l'Elysée. Le président français veut " manifester son soutien au rôle pivot de l'Irak, à la lutte contre le terrorisme et au développement du pays, et contribuer à la baisse des tensions, explique la présidence.

Seul acteur extra-régional

"Comme au Sahel, il s'agit de notre voisinage et de notre sécurité nationale. La France tient à poursuivre ce combat en Irak et ailleurs pour éviter la résurgence toujours possible de Daech", a souligné un



Le président français Emmanuel Macron et le Premier ministre irakien Mustafa al-Kadhimi, au palais de l'Elysée, à Paris, le 19 octobre 2020, LUDOVIC MARIN / AFP

conseiller. Paris fournit à l'Irak un appui militaire, notamment aérien, avec en moyenne 600 hommes sur place.

Au sommet de Bagdad, le chef de l'Etat français, seul acteur extra-régional, retrouvera son homologue égyptien Abdel-Fattah al-Sissi et le roi Abdallah II de Jordanie. Les présidents turc et iranien ainsi que le roi d'Arabie saoudite ont été conviés mais pourraient envoyer des représentants.

Se poser en médiateur est un défi pour l'Irak, où l'Iran exerce sa mainmise et où l'Etat semble toujours impuissant à répondre aux besoins de base de la population.

Mais la présence des rivaux saoudiens et iraniens serait déjà un événement.

Dans ses entretiens bilatéraux, Emmanuel Macron devrait aborder les questions régionales comme la situation en Afghanistan - où un [attentat meurtrier du groupe Etat islamique à l'aéroport de Kaboul](#) a fait des dizaines de morts dont au moins treize soldats américains -, mais aussi la situation des djihadistes français détenus en Irak ou la question des droits des femmes.

Visite à Mossoul, ville ravagée

Dimanche, le président français se rendra dans la

région autonome du Kurdistan, à Erbil, sa capitale, puis à Mossoul, ville ravagée [après être restée trois ans aux mains de Daech](#).

A Mossoul, il échangera avec des étudiants ainsi que des "influenceurs", explique l'Elysée, puis manifester son soutien aux chrétiens d'Orient en visitant l'église Notre-Dame de l'Heure. Il visitera également le chantier de reconstruction de la mosquée sunnite al-Nouri, détruite par Daech.

A Erbil, avec les autorités du Kurdistan irakien, Emmanuel Macron "rappellera la force du soutien de la France dans la lutte anti-terroriste". Il rencontrera également le leader historique kurde Massoud Barzani, pour un hommage aux peshmergas.

Dans sa délégation figurent notamment la prix Nobel de la paix Nadia Murad, icône des Yazidies esclaves sexuelles des jihadistes, et l'essayiste Caroline Fourest, militante féministe et pour la laïcité.

Pour Macron, il ne faut « pas baisser la garde » contre l'État islamique

Le président de la République s'exprimait depuis Bagdad, la capitale irakienne, où il est arrivé pour une visite officielle ce week-end.

Emmanuel Macron a lancé une mise en garde contre l'État islamique. Le président de la République a appelé samedi à « ne pas baisser la garde » face aux djihadistes du groupe terroriste, car ils demeurent « une menace », notamment en Irak, où le chef de l'État est arrivé pour participer à la conférence régionale qui s'ouvre samedi à Bagdad. « Nous savons tous qu'il ne faut pas baisser la garde, car Daech demeure une menace et je sais que le combat contre ces groupes terroristes est une priorité de votre gouvernement », a dit **Emmanuel Macron** à l'issue d'une rencontre avec le Premier ministre irakien, Moustafa al-Kazimi, à Bagdad, où doit commencer à la mi-journée un sommet avec des dirigeants du Moyen-Orient.

L'Irak, où des cellules de l'EI continuent de mener des attentats quatre ans après sa défaite militaire, et la France « sont des partenaires clés dans la guerre contre le terrorisme », a répondu le chef du gouvernement irakien. Paris fournit en effet à l'Irak un appui militaire, notamment aérien, avec en moyenne 600 hommes sur place dans le cadre de la coalition internationale qui continue de livrer bataille contre l'EI. Par cette conférence régionale, l'Irak entend « désamorcer » les tensions entre l'Iran et l'Arabie saoudite qui n'ont plus de relations diplomatiques depuis 2016, selon un conseiller de Moustafa al-Kazimi.

Emmanuel Macron au Kurdistan irakien



Emmanuel Macron est arrivé en Irak pour une visite officielle. © LUDOVIC MARIN / AFP

Les déclarations d'Emmanuel Macron et du Premier ministre irakien sur l'EI ont déjà donné le ton de cette conférence. Après la prise du pouvoir par les talibans en Afghanistan et l'attentat jeudi à l'aéroport de Kaboul mené par une branche de l'EI, **qui a fait des dizaines de morts** parmi lesquels 13 soldats américains, la lutte contre les djihadistes devrait dominer les débats. Le président français se rendra dimanche au Kurdistan irakien, où il saluera la lutte des Kurdes contre l'EI, puis à Mossoul, symbole de la victoire contre le groupe radical qui l'a occupée de 2014 à 2017. La situation en Irak est cependant différente de celle en Afghanistan. L'armée se battait il y a quatre ans encore avec la coalition internationale contre l'EI, avant de déclarer « victoire » fin 2017.

Quatre ans plus tard, des cellules djihadistes continuent de mener ponctuellement des attaques. Le dernier attentat-suicide d'envergure revendiqué par l'EI a fait plus de 30 morts dans le quartier chiite de Sadr

City à Bagdad en juillet. L'EI « dispose toujours de dizaines de millions de dollars et il va sans doute continuer à rétablir ses réseaux en Irak et en Syrie », note Colin Clarke, directeur de recherche du Soufan Center, un groupe de réflexion en géopolitique basé à New York. Les djihadistes sont aussi actifs en Afrique. La zone « des trois frontières » entre Burkina Faso, Niger et Mali est ainsi régulièrement frappée par les actions meurtrières de groupes liés à Al-Qaïda et à l'EI.

« L'ennemi juré » des talibans

En Afghanistan, l'EI est « l'ennemi juré » des talibans, explique Rasha al-Aqeedi, chercheuse au Newlines Institute aux États-Unis, mais leur « victoire » en Afghanistan pourrait « galvaniser » l'EI, le poussant à « montrer qu'il est toujours bien présent » en Irak. Quelque 2 500 soldats américains sont toujours déployés en Irak. Ils se cantonneront officiellement à un rôle de

« conseillers » des forces de sécurité irakiennes dès 2022. Et pour Rasha al-Aqeedi, si le niveau de l'armée irakienne « n'est pas idéal », « les Américains pensent que cela suffit pour qu'ils puissent à terme quitter l'Irak sans craindre que le pays ne revive ce qu'il s'est passé en 2014 », lors de la débandade des soldats irakiens face aux djihadistes.

Ensuite, l'Irak compte de nombreuses et très controversées factions paramilitaires pro-Iran regroupées au sein du Hachd al-Chaabi, une organisation créée pour épauler l'armée dans sa lutte contre l'EI. Depuis, le Hachd al-Chaabi a été intégré à l'État, mais ses détracteurs l'accusent de ne répondre qu'à Téhéran et d'assassiner et d'enlever des militants antipouvoir. Les relations de l'Irak avec son grand voisin iranien devraient également être évoquées lors de la conférence de samedi, autant que les tensions entre Téhéran et Riyad.

Irak : Macron de passage dans une église à Mossoul

Vendredi soir, Emmanuel Macron s'est rendu dans un sanctuaire chiite, une première visite pour un président français, comme il l'a souligné.

Emmanuel Macron est allé dimanche à la rencontre des chrétiens à Mossoul dans une église en reconstruction, lors d'une journée destinée à témoigner son « respect à toutes les communautés » irakiennes dans cette ville dévastée par le groupe État islamique (EI). Au deuxième et dernier jour de sa visite en Irak, le président est venu dimanche « reconnaître l'importance de Mossoul », deuxième ville d'Irak par la taille, et a exhorté les Irakiens à « travailler ensemble » lors d'une allocution prononcée à Notre-Dame-de-l'Heure, une église catholique fortement endommagée depuis 2003, que l'Unesco est en train de remettre en état.

Le président français doit également aller à la rencontre de la communauté sunnite de Mossoul, puis à Erbil, capitale du Kurdistan irakien, où il doit s'entretenir avec les dirigeants de cette région autonome, en pointe dans la lutte contre l'EI. La France, qui finance dans la région des écoles chrétiennes francophones, se veut protectrice des chrétiens d'Orient, mais aussi de toutes les minorités. « Nous allons faire revenir un consulat et des écoles » à Mossoul, a annoncé Emmanuel Macron.

Dans un sanctuaire chiite vendredi

Le chef d'État a passé près de deux heures vendredi vers minuit dans un célèbre sanctuaire chiite de Bagdad, le sanctuaire d'Al-Kadhimiya, en compagnie du Premier ministre



Emmanuel Macron est arrivé dimanche au Kurdistan irakien. © LUDOVIC MARIN / AFP

irakien, où il a reçu un accueil chaleureux. Cette visite d'un sanctuaire chiite est « je crois une première pour un président français », a souligné le chef de l'État – allusion au fait que la France est traditionnellement alliée des dirigeants sunnites. Cette visite nocturne ponctuait sa première journée en Irak, après une conférence régionale centrée sur la lutte contre le terrorisme.

Pour marquer sa volonté de s'adresser à toutes les confessions de l'Irak, qui se partagent le pouvoir, il a décidé de se rendre en premier lieu au sanctuaire d'Al-Kadhimiya, lieu de pèlerinage important pour les chiites, qui abrite le mausolée où est enterré le septième imam duodécimain. Le long cortège de voitures qui emmenaient les deux dirigeants et leur délégation est arrivé samedi vers 23 heures passées dans une rue noire de monde, jalonnée d'étalages colorés et d'enseignes lumineuses, au bout de laquelle se dressent les imposantes coupes dorées du sanctuaire.

Accueilli très chaleureusement

Marchant vers le monument, bras dessus, bras dessous, les deux hommes, après avoir comme tous les visiteurs retiré leurs chaussures, se sont retrouvés sur l'esplanade au milieu d'une foule très animée, qui se bousculait pour approcher le dirigeant irakien, un chiite natif du quartier. Dans une cohue qui a donné du fil à retordre à leurs deux services d'ordre, ils ont visité la salle du mausolée et la bibliothèque, qui abrite des manuscrits anciens. Parmi la délégation française figuraient notamment Jack Lang et M^{gr} Gollnisch, qui défend les chrétiens d'Orient. Le président français a été accueilli très chaleureusement par un ayatollah qui lui a raconté l'histoire de la bibliothèque ainsi que par des responsables du complexe, qui lui ont rappelé que la lutte contre Daech, à l'appel des chiites, avait mobilisé des Irakiens de toutes confessions.

Lorsqu'elle était engagée et encore après son retrait d'Afghanistan en 2014, la France a toujours fait son devoir : celui de protéger. Nous n'avons pas attendu ces dernières se-

maines pour agir et accueillir les Afghanes et les Afghans menacés.
pic.twitter.com/LMDiLXjF

— Emmanuel Macron (@EmmanuelMacron) August 28, 2021

« C'est un signe de reconnaissance. C'est une manière d'apprendre et de comprendre. Je pense avec humilité que si on veut pouvoir agir utilement dans cette région, il vaut mieux la comprendre, c'est un univers de complexité », a-t-il dit devant des journalistes, en visitant le site. « Nous venons de faire une conférence importante et la France a à cœur de reconnaître l'ensemble des composantes de ce peuple et, demain, je serai aux côtés des dominicains, des sunnites, des Yézidiens, il était important que je puisse être aussi aux côtés de la communauté chiite », a-t-il conclu.

Rencontre avec le président kurde

Sa visite dimanche dans Mossoul, ville sunnite reprise à l'organisation de l'État islamique (EI, Daech) en 2017 et autrefois lieu important du christianisme, sera avant toute chose l'occasion de renouveler son soutien aux chrétiens d'Orient. Il se rendra sur le site de Notre-Dame-de-l'Heure, église que l'Unesco est en train de faire reconstruire et y rencontrera les communautés chrétiennes. La France, qui finance dans la région des écoles chrétiennes francophones, se veut protectrice des chrétiens d'Orient, mais aussi de toutes les mino-

rités. « Ce message est civilisationnel, mais également géopolitique. Il n'y aura pas d'équilibre en Irak s'il n'y a pas un respect de ces communautés », a déclaré le président français.

Il se rendra ensuite sur le site de l'emblématique mosquée

sunnite Al-Nouri, détruite par l'EI. C'est là qu'Abou Bakr al-Bagdadî avait proclamé en 2014 l'établissement d'un « califat » dirigé par le groupe État islamique. L'Unesco organise un vaste chantier pour la reconstruire quasiment à l'identique, avec son célèbre minaret penché. Emmanuel

Macron échangera en mi-journée avec de jeunes Irakiens, dont des entrepreneurs et des étudiants, dans l'université de Mossoul. Il passera ensuite l'après-midi à Erbil, capitale de la région autonome du Kurdistan irakien. Après une visite aux forces spéciales françaises du Camp Grenier, il

rencontrera le président kurde Netchirvan Barzani, ainsi que son prédécesseur, Massoud Barzani, qu'avait rencontré François Hollande en 2014. Il s'entretiendra enfin avec la famille d'un Peshmerga abattu par Daech, pour rendre hommage aux combats des Kurdes contre l'EI.



avec AFP
le 29/08/2021

À Mossoul, Emmanuel Macron appelle au respect des communautés en Irak

Après sa visite d'un sanctuaire chiite vendredi soir, Emmanuel Macron, en déplacement en Irak, s'est rendu dimanche à Mossoul, ville dévastée par l'organisation État islamique, pour renouveler son soutien aux chrétiens d'Orient et plaider pour le respect des communautés. Il s'est ensuite rendu au Kurdistan irakien, où il s'est notamment entretenu avec le président de la région autonome.

Emmanuel Macron s'est rendu, dimanche 29 août, au Kurdistan d'Irak ainsi qu'à Mossoul, dans une église et sur le site d'une mosquée détruite lors de la reprise de la ville au groupe État islamique (EI) en 2017, un témoignage de "respect" du président français "envers toutes les communautés irakiennes".

Le président est allé à la rencontre des chrétiens à Mossoul dans une église en reconstruction, lors d'une journée destinée à témoigner son "respect à toutes les communautés" irakiennes.

Samedi, Emmanuel Macron avait participé à un [sommet régional à Bagdad](#), largement consacré à la lutte contre le terrorisme et à l'impact de la prise de Kaboul par les Taliban en Afghanistan.

Hommage au combat des Kurdes

Au deuxième et dernier jour de sa visite en Irak, le président est venu dimanche "reconnaître l'importance de Mossoul", deuxième ville d'Irak par la taille, et a exhorté les Irakiens à "travailler ensemble" lors d'une allocution prononcée à Notre-Dame-de-l'Heure, une église catholique fortement endommagée à partir de 2003 et que l'Unesco est en train de remettre en état.

Le président français s'est ensuite rendu à Erbil, capitale du Kurdistan irakien, où il s'est notamment entretenu avec le président de cette région autonome, Netchirvan Barzani.

Selon l'Élysée, Emmanuel Macron s'est entretenu samedi soir avec des membres de la communauté yazidie, une minorité persécutée par l'EI.

Il a également rendu visite aux forces spéciales françaises du Camp Grenier, puis rencontré le président du Kurdistan irakien, Netchirvan Barzani. Il s'est ensuite entretenu avec la famille d'un peshmerga abattu par l'EI, pour rendre hommage aux combats des Kurdes contre ce groupe ultraradical.

"Pas d'équilibre en Irak sans respect des communautés"

La France, qui finance dans la région des écoles chrétiennes francophones, se veut protectrice des chrétiens d'Orient, mais aussi de toutes les minorités. "Nous allons faire revenir un consulat et des écoles" à Mossoul, a annoncé Emmanuel Macron.

Cette ville à majorité musulmane sunnite ainsi que la plaine de Ninive étaient jadis de hauts lieux du christianisme. Mais les violences qui ont éclaté à partir de 2003 puis l'occupation d'un tiers de l'Irak par le groupe État islamique entre 2014 et 2017 ont poussé la majorité des chrétiens à l'exil.

Ils ne sont plus que 400 000 dans le pays, contre 1,5 million en 2003 avant l'invasion américaine. Et beaucoup de ceux qui ont pris le chemin de l'exil hésitent à rentrer chez eux.

Mossoul porte toujours les stigmates des combats qui ont opposé les jihadistes aux troupes irakiennes épaulées par la coalition internationale. La reconstruction de la ville "est trop lente", a estimé Emmanuel Macron.

Selon un responsable local, 80 % des infrastructures, comme les égouts ou les routes, ont été reconstruites, contre seulement 30 à 40 % des établisse-

ments de santé. Preuve de cette lenteur : la mosquée sunnite Al-Nouri, qui est toujours en reconstruction et où Emmanuel Macron est allé "apporter un témoignage de respect par rapport à ce qu'a vécu Mossoul". Il a également dit "ne pas oublier" que c'est de cette région que "les attaques terroristes commises en France en novembre 2015 ont été planifiées".

La France restera en Irak "aussi longtemps que l'Irak le demandera" et "quels que soient les choix américains", avait-il promis samedi lors du sommet régional de Bagdad.

"Ce message est civilisationnel mais également géopolitique. Il n'y aura pas d'équilibre en Irak s'il n'y a pas un respect de ses communautés", a déclaré le président français.

Désireux de traiter de manière égale toutes les confessions irakiennes, le chef de l'État français s'est d'ailleurs rendu samedi soir à Bagdad dans le sanctuaire chiite de Kadhimiya, en compagnie du Premier ministre irakien, Moustafa al-Kazimi. Une telle visite est "une première pour un président français", a souligné Emmanuel Macron – allusion au fait que la France est traditionnellement alliée des dirigeants sunnites.



29/08/2021
Khazan Jangiz

Kurdish, French presidents discuss broadening ties in Erbil meeting

The Kurdish and French presidents emphasized the importance of Kurdish-French historical relations and advancing those ties when they met in Erbil on Sunday, the second day of Emmanuel Macron's two-day visit to Iraq.

Kurdistan Region President Nechirvan Barzani and Macron discussed the political and security situation in Iraq and the Kurdistan Region, upcoming elections, as well as "advancing our relations and broadening cooperation and collaboration, and the continuation of France's support for Iraq and the Kurdistan Region in the war against terror," Barzani said in a joint press conference.

"In this sensitive situation, and while Iraq is moving closer to the fifth national elections, President Macron's visit to Baghdad and Erbil is a clear message of France's continuous support of the democratic process in Iraq and the Kurdistan Region," he added.

Macron was in Baghdad on Saturday to attend a regional summit bringing together nine Middle Eastern countries and France to discuss improving regional cooperation.

Barzani thanked Macron for his "crucial role" in holding the summit, saying "We hope the region's problems and conflicts will be resolved with your continuous support."

Macron said his stop in Erbil "is a very nice way to conclude my visit to Iraq."

He recalled key moments in Kurdish-French relations, in-



Nechirvan Barzani, president of the Kurdistan Region (left), and French President Emmanuel Macron (right) shake hands during a joint press conference at the presidential palace in Erbil on August 29, 2021. Photo: Ludovic Marin/AFP

cluding the 1991 United Nations no-fly zone resolution that protected Kurds from the Baathist regime of Saddam Hussein and led to the creation of the autonomous Kurdistan Region.

"I can say that today our relations are much stronger" Macron said, noting French forces fought the Islamic State group (ISIS) alongside Kurds in both Iraq and Syria. The people of France "value this historic relationship," he said, promising continued support in the war on ISIS.

Macron also said France will continue to offer support for refugees and internally displaced families being hosted in the Kurdistan Region, especially for Yazidis from Shingal in order to ensure they can return home.

The French president also met with Prime Minister Masrour Barzani, Deputy Prime Minister Qubad Talabani, the parliament speaker, ministers, and other senior officials.

Masrour Barzani said the Kurdistan Region enjoys long-standing ties with France and his government plans "to expand trade and investment."

Discussed governance & security challenges facing Iraq with President @EmmanuelMacron at a lunch hosted by @IKR-President Nechirvan Barzani. Good governance, needed reforms and the rule of law can stabilize #Iraq and secure the #Kurdistan Region. We cannot achieve these alone. pic.twitter.com/nca34b4dmA

— Qubad Talabani (@qubadjt) August 29, 2021

"His visit to Erbil underscores the unbreakable bond between the people of the two nations and the indispensable role Paris plays in regional peace & stability. Our commitment to shared priorities remains ironclad," parliament speaker Rewaz Faiaq tweeted.

Macron also met with Kurdistan Democratic Party (KDP)

leader Masoud Barzani and the family of a Peshmerga who was captured and beheaded by ISIS in 2015.

Macron tweeted his respects to all the fighters who fought on the frontline against ISIS: "To the Kurds and their forces, the Peshmerga, 'those who face death.' To the Iraqis. To members of the international coalition. To the French forces."

He arrived in Erbil early on Sunday morning in his first visit to the Kurdistan Region capital. From Erbil, he went to Mosul to visit religious and cultural landmarks of a city that were destroyed during the ISIS reign and are still being rebuilt, before returning to the Kurdistan Region capital.

The relationship between Kurds and France goes back to the 1980s. Danielle Mitterrand, first lady of France from 1981 to 1995, advocated for Kurds suffering under the regime of Saddam Hussein and was instrumental in campaigning for the no-fly zone that allowed the Kurdistan Region to develop its current autonomy. She was affectionately known as the "Mother of Kurds", and inaugurated the first Kurdish parliament in 1992.

France was one of the first countries to open a consulate in the Kurdish capital of Erbil after the fall of Saddam Hussein's regime in 2003 and played a critical role in helping Kurds both in Iraq and in Syria in the war against ISIS, including in supplying arms and training to the Kurdish forces.

France stands ‘shoulder-to-shoulder’ with Iraq, and Kurdistan against terrorism: Macron

France will stand “shoulder-to-shoulder” with Iraq and the Kurdistan Region to fight terrorism, President Emmanuel Macron said in Mosul, speaking in front of the al-Nuri mosque where the Islamic State group (ISIS) declared its so-called caliphate in 2014.

“The message I want to make very clear is that we will do whatever we can, shoulder-to-shoulder with the government of the region and with the Iraqi government to fight against this terrorism,” Macron told Rudaw’s Naif Ramadhan.



Macron is in Iraq for a two-day visit. On Saturday he attended the Baghdad Conference for Cooperation and Partnership, a [summit](#) that brought together neighbouring countries to lay the groundwork for improving cooperation on a regional level. It was organized in coordination with France. On Sunday, Macron is visiting Mosul and Erbil.

His visit comes as the United States is withdrawing from Afghanistan and formally shifting its mission in Iraq, ending its combat mission against ISIS by the end of the year. The American withdrawal is a demand

of powerful Iraqi militias backed by Iran, but is opposed by Kurdish leaders who are worried about a resurgence of ISIS.

Speaking to reporters in Baghdad on Saturday, Macron said France will continue to assist Iraq battle ISIS. “No matter what choices the Americans make, we will maintain our presence in Iraq to fight against terrorism,” he said.

While in Baghdad, the French president visited the Shiite [al-Kadhimiya mosque](#), and met with Yazidi activist [Nadia Murad](#). In Mosul, he visited [Our Lady](#)

[of the Hour](#) Church and the Sunni al-Nuri mosque.

“I wanted to pay this tribute to each community,” he said. “My message is that we want to work with the different components with the spirit of respect.”

“We will be with you in order to help with this mutual respect, to rebuild monuments, churches, schools, mosques, minarets, and so on, but we will help as well to build economic opportunities,” he added.

Good relations between the Kurdistan Regional Government (KRG) and the federal

government are key to the stability and security of Iraq, Macron said, adding that France has played a key role in mending ties between Erbil and Baghdad in the past.

“The stability work, the work in terms of economic opportunities is very important. It will be the result of cooperation between the Kurdish government and the federal government, and we will do whatever we can to facilitate this job,” he said, adding he has had positive discussions on this issue with the leadership in Baghdad and Erbil.



Mustafa Shilani
2021/08/29

President Masoud Barzani receives French President Emmanuel Macron

The leader of the Kurdistan Democratic Party (KDP), President Masoud Barzani, received on Sunday French President Emmanuel Macron and an accompanying delegation.

Barzani thanked France for supporting the Kurdistan Region and Peshmerga forces in defeating the ISIS terrorist group, according to a statement from the Kurdish leader's office.

"ISIS could not take away [peaceful coexistence] from the Kurdish people and was not able to gain a foothold inside the Kurdish community," the statement quoted Barzani as saying.

He also welcomed President Macron's support for development efforts in Iraq.

From his end, President Macron expressed his desire to "affirm the friendship and respect," between the French and Kurdish people, and France's commitment to the fight against ISIS.

"The Peshmerga forces fought heroically against



Kurdish leader President Masoud Barzani (Right) leader of the Kurdistan Democratic Party (KDP) with French President Emmanuel Macron, Aug. 29, 2021. (Photo: Barzani Headquarter)

ISIS, and became a source of inspiration," Macron said, according to the statement. "This was a reminder that foreign aid will not prevail without brave fighters on the ground."

Barzani explained ISIS remains a serious threat and that the underlying conditions that gave rise to the terrorist group remain unaddressed.

Both officials expressed

their hopes that the upcoming Iraqi parliamentary election "will represent a symbol of hope, change, and a way of achieving the people's will."

The Kurdish leader also expressed to the French president his concerns about the situation of the displaced people of Sinjar (Shingal), the Ezidis, and the future of Kurds in Syria.

At the end of the meeting,

President Barzani presented Macron with a Peshmerga statue as a symbol of the sacrifice of the people of Kurdistan in the fight against terrorism. The French president, in turn, gifted Barzani a symbol of the French Republic.

The Kurdish official then accompanied Macron on a visit to meet the family of the martyr Hojam Surchi and a female unit of the Peshmerga forces.



2021/08/29

Macron visits IS former stronghold in Iraq's Mosul

French President Emmanuel Macron was to pay a visit Sunday to the Islamic State group's former Iraqi stronghold Mosul, a day after vowing to keep troops in the country.

Macron made the commitment during a regional summit in Baghdad largely devoted to the fight against terrorism and the impact of the Taliban's takeover of Afghanistan as the US withdraws.

"No matter what choices the Americans make, we will maintain our presence in Iraq to fight against terrorism," he told a news conference on Saturday.

On Sunday, the French leader will set foot in Mosul, a Sunni Muslim city recaptured from the Islamic State group (IS) in 2017 after three years.

His visit to Mosul, a melting pot of Iraq's diverse ethnic and religious communities, is seen as an opportunity to renew his support for Christians in the Middle East.

Macron was to visit the Church of Our Lady of the Hour, a church that the UN's cultural agency UNESCO is working to restore.

France, which finances French-speaking Christian schools in the region, aims to boost the plight of Christians in the Middle East, as well as other minorities.

"This message is civilisational but also geopolitical.



French President Emmanuel Macron (C-R) is welcomed upon his arrival at the Our Lady of the Hour Church in Iraq's second city of Mosul, August 29, 2021. (Photo: Ludovic/AFP)

There will be no balance in Iraq if there is no respect for these communities," said the French president.

Macron was also due to make a stop at the site of Mosul's Al-Nuri mosque, where IS leader Abu Bakr al-Baghdadi had declared the establishment of a "caliphate" in 2014.

IS blew up the famed 12th century mosque in June 2017 as Iraqi forces closed in on the jihadists in Mosul's Old City.

UNESCO is now organising a vast project to rebuild it almost identically, with its famed leaning minaret.

The mosque and church are part of three reconstruction projects led by UNESCO and

funded by the United Arab Emirates to the tune of \$50 million.

The initiative, called "Reviving the Spirit of Mosul", the largest in the organisation's history, includes plans to rebuild Ottoman-style heritage houses as part of a European-funded project.

The French president on Friday visited the Shiite Muslim shrine of Imam Musa Al-Kadhimi in northern Baghdad district of Kadhimiya, accompanied by Iraqi Prime Minister Mustafa al-Kadhemi.

It was the first such visit for a French president, he said.

Macron will also meet with young Iraqis, including entrepreneurs and students, at the University of Mosul.

He will later Sunday visit Arbil, capital of the autonomous region of Iraqi Kurdistan.

After a visit to French special forces at Camp Grenier, he will hold talks with Kurdish President Netchirvan Barzani, as well as his predecessor, Massud Barzani.

"I look forward to discuss bilateral ties, Iraqi elections and other pressing issues with President Macron. I remain grateful for France's continued support to the Kurdistan Region and Iraq," the Iraqi Kurdish president tweeted.

Macron will also meet the family of a Peshmerga fighter killed by IS, to pay tribute to the Kurdish contribution to the fight against the jihadists.



Mustafa Shilani
2021/08/29

In meeting with top Kurdistan officials, Macron affirms 'France will not abandon its friends': Statement

French President Emmanuel Macron met at the head of a delegation with top Kurdistan Region officials in Erbil Sunday, including President Nechirvan Barzani, Prime Minister Masrour Barzani, and Parliament Speaker Dr. Rewaz Faiq Hussein.

The officials reportedly discussed the latest developments in Iraq and the wider

region and ways to strengthen ties between the Kurdistan Region and France.

"Our visit to Kurdistan is a message that France will not abandon its friends," Macron was cited as telling Kurdish officials during the meeting in a statement by the Kurdistan Regional Government (KRG). The French president also praised historic Paris-Erbil relations.

Prime Minister Masrour Barzani praised continued French support for the Kurdistan Region and affirmed the need for coordination with the international community to resolve all issues in Iraq.

The premier also stressed the importance of settling outstanding issues between the Kurdistan Region and the Federal Government of Iraq and

highlighted the positive French role in efforts to stabilize the region.

The top officials noted that it is critical to implement the Sinjar (Shingal) Agreement to facilitate the safe return of displaced peoples to their areas of origin in Nineveh province and elsewhere.

Marianne

Par Stéphane Aubouard
31/08/2021

Emmanuel Macron soutient les Kurdes, dit-il... mais lesquels ?

Lors de son récent déplacement en Irak, Emmanuel Macron a fait un saut remarqué au Kurdistan irakien. L'opération de com a été une réussite : la France, officiellement, soutient le peuple kurde. À l'heure où l'Élysée a décidé de continuer la lutte contre l'État islamique (EI) dans la région, il n'est pas idiot, en effet, de vouloir s'appuyer sur celles et ceux qui ont été les combattants les plus courageux et efficaces pour repousser l'EI, en Syrie comme en Irak.

Seulement voilà, au sein de ce « peuple kurde » comme on le résume – quelque 40 millions de personnes réparties entre l'Iran, la Turquie, l'Irak et la Syrie –, chacun n'entendra pas ce soutien de la même manière. Lors de son discours, à quelques pas de la place Danielle-Mitterrand à Erbil (Kurdistan irakien), le président Macron n'aura guère eu à s'employer pour convaincre le gouvernement régional autonome local, partenaire



Les combattants du YPG, proches du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), ont été les premiers à infliger de sérieux revers à Daech, en 2014, dans la région de Mossoul. Asmaa Waguih / Reuters

économique et politique déjà ancien de la France. « *Nous continuons de soutenir les combattants de la liberté, en particulier les peshmergas kurdes, qui se battent avec nous contre Daech...* », a-t-il ainsi déclaré.

Mais si les peshmergas de l'armée kurde d'Irak ont été des acteurs

importants pour reprendre Mossoul et ses environs à l'EI en 2017, d'autres Kurdes, au moment de la vague djihadiste déferlant sur la région en 2014, ont été aux avant-postes pour en contenir les flux meurtriers. Les combattants syriens du YPJ-YPG (unités de protection du peuple) ont été décisifs pour repousser à Kobané, dans le

Rojava (Kurdistan syrien), l'attaque massive de Daech. Leur héroïsme a changé la face de la guerre. Ce qui n'a pas empêché la France de les abandonner en 2019 sans explication.

Il est vrai que les tendances révolutionnaires de ces Kurdes-là, et leur accointance avec le PKK (le parti des travailleurs du Kurdistan), formation marxiste en guerre contre Ankara depuis des décennies et placée sur la liste des groupes terroristes par l'UE et les États-Unis, en refroidissent certains. Ce sont pourtant ces mêmes soldats du PKK qui, dès 2014, infligèrent à Mossoul de sérieux revers à Daech. Eux aussi qui ont aidé leurs frères de Syrie à Kobané. De ces Kurdes de Turquie, Emmanuel Macron n'a pu parler qu'en catimini. Et pour cause : à quelques kilomètres de là, l'armée d'Erdogan, et ses supplétifs islamistes, sont en train de les combattre...

Syrie: sécheresse et géopolitique menacent les riverains du mythique Euphrate

C'est comme si nous étions en plein désert", déplore ce fermier de 50 ans, debout sur un terrain qui l'an dernier faisait partie du lit de l'Euphrate. C'était avant une saison à la sécheresse quasi record.

"Nous pensons partir. Il n'y a plus d'eau pour boire ou irriguer les arbres", ajoute-t-il.

Organisations internationales, analystes et ingénieurs mettent en garde contre une catastrophe humanitaire imminente dans le nord-est de la Syrie, où la chute du débit du fleuve aggrave une situation socio-économique désastreuse après une décennie de guerre.

Selon eux, l'effondrement des niveaux d'eau depuis janvier menace de priver d'eau et d'électricité cinq millions de Syriens, en pleine pandémie de coronavirus.

Après un hiver marqué par de très faibles précipitations, le débit des eaux arrivant en Syrie depuis la Turquie a été divisé par deux par rapport à la normale, selon des chiffres des barrages syriens également cités par l'ONU et des ONG.

Dans le nord-est de la Syrie, région dominée par les Kurdes, on accuse l'ennemi turc d'utiliser l'eau comme arme politique, en contrôlant le débit en amont. Ankara dément vigoureusement, une source diplomatique turque invoquant le changement climatique.

Quoi qu'il en soit, à l'extérieur du village de Roumeila, où vit M. Khamis, les longs tuyaux servant autrefois à l'irrigation

sont à l'abandon. Le fleuve est désormais tellement loin que faire fonctionner des équipements de pompage est devenu trop onéreux.

- Jardin d'Eden, autrefois -

"Les femmes doivent marcher sept kilomètres pour remplir un seau d'eau potable", raconte le quinquagénaire.

Pour s'adapter, lui et ses voisins plantent du maïs et des haricots sur des terrains autrefois submergés.

Réputé pour avoir jadis traversé le mythique jardin d'Eden de la Bible, l'Euphrate s'étire sur plus de 2.800 kilomètres.

Dans l'Antiquité, il irriguait avec le Tigre la fertile Mésopotamie, "le pays entre les fleuves", considéré comme un des berceaux de l'humanité.

De nos jours, grossi en théorie par les pluies hivernales, il quitte la Turquie pour traverser en diagonale la Syrie avant d'arriver en Irak, où il rejoint le Tigre pour se jeter dans le golfe Persique.

En Syrie, il alimente trois barrages hydroélectriques et des stations de pompage d'eau potable. Au barrage de Tichrine, son directeur Hammoud al-Hadiyyine évoque une baisse "alarmante" et jamais vue du débit.

Quelques dizaines de centimètres séparent désormais le niveau actuel du "niveau mort", à partir duquel les turbines cessent de produire de l'électricité.

"C'est une catastrophe envi-



Vue aérienne d'une barque naviguant en amont du lac Assad, le long du fleuve Euphrate, le 25 juillet 2021 à Roumeila

ronnementale, humanitaire, mais aussi sur le plan de la sécurité alimentaire et de la production électrique", résume M. Hadiyyine.

Dans le nord-est de la Syrie, la production électrique a déjà chuté de 70% lors de l'année écoulée, avance le directeur de l'Autorité de l'énergie, Welat Darwich.

Et deux stations d'eau potable sur trois alimentées par le fleuve ont vu leur production perturbée par la sécheresse, selon le NES Forum, une coalition d'organisations humanitaires.

- "Pires sécheresses" -

En 1987, la Syrie a signé un accord avec Ankara sur la fourniture chaque année de 500 m³ d'eau en moyenne par seconde. Mais la quantité actuelle dépasse à peine les 200 m³, ont indiqué à l'AFP des responsables des barrages syriens.

Pour les Kurdes de Syrie, Ankara retient un excédent dans ses barrages. La Turquie "n'a jamais restreint, à des fins politiques ou autre, la quantité d'eau qu'elle libère", rétorque

une source diplomatique turque sous couvert d'anonymat.

"Notre région est confrontée à une de ses pires sécheresses en raison du changement climatique", fait valoir ce responsable, arguant un niveau de précipitations "le plus bas jamais enregistré ces 30 dernières années".

Théoriquement, la Turquie est en mesure de contrôler le débit de l'Euphrate avec son barrage "Ataturk", situé à 80 km de la frontière syrienne, note le politologue Nicholas Heras.

Mais si Ankara souhaite utiliser l'eau comme "arme" géopolitique, relève M. Heras, il peut le faire "plus facilement" au niveau de la station de pompage d'Allouk, conquise en territoire syrien aux dépens des Kurdes en 2019.

A partir d'Allouk, l'approvisionnement en eau a été interrompu à 24 reprises depuis cette date selon l'ONU, impactant 460.000 habitants.

Le géographe Fabrice Balanche avance que le faible débit de l'Euphrate, même dû

à des causes naturelles, favorise les intérêts géopolitiques d'Ankara.

"En période de sécheresse, la Turquie se sert et laisse les restes aux Kurdes", commente-t-il.

Pour Wim Zwijnenburg, de l'ONG PAX, le débit réduit de l'Euphrate est aussi le résultat de projets agricoles "mégalo-manes" lancés en Turquie dans les années 1990.

Avec le changement climatique et la chute des précipitations, l'irrigation de vastes terrains est toujours plus ardue. Une seule solution de court terme: l'exploitation à outrance des eaux.

- "Plus les moyens" -

En juin, le Bureau de la coordination des affaires humanitaires de l'ONU (Ocha) rappelait que "les événements climatiques extrêmes, comme les sécheresses, pourraient être plus fréquents et plus intenses". La Syrie apparaît

comme le pays méditerranéen le plus à risque, d'après une étude citée par l'ONU.

Au lac Assad, en Syrie, où se jette l'Euphrate pour alimenter le barrage de Tabqa, les berges semblent se rapprocher.

Des travailleurs, les mains tachées de carburants, s'échinent à réparer les générateurs des stations de pompage.

"Nous n'avons plus les moyens de payer les tuyaux d'irrigation et les générateurs", déplore Hussein Saleh, agriculteur de 56 ans.

Dans son village de Twihiniyeh, avec la baisse de la production hydraulique, les coupures d'électricité atteignent 19 heures par jour, assure ce père de 12 enfants.

"Nous essayons d'économiser la quantité d'eau", indique à l'AFP l'ingénieur Khaled Shaheen, employé à Tabqa depuis deux décennies.

Mais "si ça continue comme ça, nous pourrions arrêter de produire de l'énergie pour tous, et le faire uniquement pour les moulins, les boulangeries et les hôpitaux".

Autre danger, l'eau de l'Euphrate n'est plus systématiquement filtrée alors que le fleuve représente la principale source d'eau potable pour 5,5 millions d'habitants en Syrie, d'après l'ONU.

De fait, la concentration des eaux usées dans le fleuve a augmenté et des épidémies ont touché les trois provinces syriennes traversées par l'Euphrate. L'eau contaminée a provoqué des diarrhées dans les camps de déplacés, selon le NES Forum.

La baisse du débit "menace des communautés rurales dont les moyens de subsistance dépendent de l'agriculture", estime Marwa Daoudy, chercheuse syrienne de l'université américaine de Georgetown et experte en sécurité environnementale.

Le recul des précipitations a déjà provoqué la disparition de vastes étendues de cultures pluviales, dans un pays où 60% de la population souffre d'insécurité alimentaire, selon des ONG.

Pour Fabrice Balanche, la sécheresse de cette année pourrait inaugurer un nouveau cycle de faibles précipitations.

"Le Nord-Est, et toute la Syrie, vont manquer de produits alimentaires. Il faudra recourir à des importations massives de céréales."

En Irak, pays frontalier de la Syrie, sept millions de personnes risquent aussi d'être privées d'eau, selon Karl Schembri, porte-parole du Conseil norvégien pour les réfugiés, organisation qui figure parmi les 13 ONG à avoir publié fin août un rapport sur la crise environnementale dans les deux pays. "Le climat ne regarde pas les frontières", résume-t-il

Kurdistan au féminin

Le Kurdistan à travers le regard féminin

31 Aout 2021

Les mères du samedi exhortent l'État à faire la lumière sur les disparitions forcées

En 1995, les proches des disparus de forces ont créé l'Initiative des « Mères du Samedi » car ses membres étaient essentiellement les mères des disparus. Ces mères, dont certaines sont âgées de plus de 80 ans aujourd'hui, se réunissent chaque samedi sur la place Galatasaray, à Istanbul. Elles demandaient qu'on leur rende leurs enfants, maris, parents disparus de forces après le coup d'État militaire de 1980 et

l'état d'urgence des années 1990 dans les régions kurdes du pays. Leurs rassemblements pacifiques ont été interdits par le gouvernement dès le 25 août 2018, alors que les Mères du samedi célébraient leur 700ème rassemblement hebdomadaire. La police a attaqué la foule, blessé et arrêtés de nombreuses personnes dont une mère de plus de 80 ans. Pour la quasi totalité des milliers de victimes des disparitions forcées, les familles ne savent pas

ce que les disparus sont devenus. Sont-ils vivants, morts, où sont leurs cadavres? Sans parler des auteurs des disparitions forcées qui jouissent de l'impunité totale...

Selon l'Association des droits de l'Homme (İnsan Hakları Derneği – İHD), entre 1992 et 1996, 792 disparitions forcées et meurtres par les paramilitaires (JITEM*) ont été signalés dans les régions kurdes de la Turquie.

Hier, la branche d'Istanbul des mères du samedi et de l'Association des droits de l'homme (İHD) ont commémoré la Journée internationale des victimes de disparitions forcées du 30 août.

Dans un communiqué, les deux organisations ont exigé que la Turquie signe et applique la Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées.

Le communiqué disait : « Même si elle est marquée par de lourdes brutalités, un deuil et une torture sans fin, notre histoire est en réalité une lutte pour la vérité et la justice contre l'oppression et le déni. Nous appelons les autorités judiciaires à mettre fin à l'impunité existante et à mener à bien les enquêtes et poursuites concernant les disparitions en détention. Nous appelons le gouvernement à signer et à mettre en œuvre immédiatement la Convention des Nations Unies pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées.

Nous appelons les mécanismes nationaux et internationaux de protection des droits de l'homme



à prendre des mesures contre les violations graves subies par les proches des disparus, en tant qu'exigence de leur objectif fondateur. »

*** Qu'est-ce que le JITEM?**

JITEM (service de renseigne-

ments et antiterrorisme de la gendarmerie) a été actif dans le conflit kurde en Turquie. Après le scandale de Susurluk, les anciens premiers ministres Bülent Ecevit et Mesut Yılmaz ont confirmé l'existence de JITEM. Selon Murat Belge de l'Université

Bilgi d'Istanbul, qui a rapporté avoir été torturé en 1971 par son fondateur, Veli Küçük, JITEM est une incarnation de l'Etat profond. En d'autres termes, il est utilisé par « l'Establishment » pour faire respecter des intérêts nationaux présumés, ainsi que par l'aile militaire de l'Ergenekon, une organisation nationaliste turque clandestine. En 2008, les dénégations officielles de l'existence de JITEM ont commencé à s'effondrer devant les tribunaux, comme en témoignent les anciens membres de l'appareil de sécurité « d'Etat profond » turc qui ont participé à des activités secrètes et illégales au cours des dernières décennies dans le cadre de l'enquête Ergenekon. (Wikipedia)



31 Aout 2021

Les incendies de forêt font rage dans quatre villes du Kurdistan

Les opérations militaires turques ont provoqué des incendies de forêt au Kurdistan du Nord (Turquie) depuis plusieurs jours. La lutte contre les incendies est empêchée par les responsables gouvernementaux dans les provinces de Dersim, Bingöl, Bitlis et Şırnak.

Les incendies continuent de faire rage dans trois régions différentes de la province de Dersim. L'incendie, qui a commencé dans la campagne du district de Hozat après les attaques militaires turques du 17 août, s'est propagé aux villages du district d'Ovacık. Dans un premier temps, les pompiers de la municipalité de Dersim, les organisations non gouvernementales et la population locale qui se sont rendues dans la région pour lutter contre l'incendie ont rencontré des obstacles de la part des autorités de l'État. L'intervention contre les incendies n'a commencé qu'après 13 jours après la réaction du public. L'incendie a également détruit

des êtres vivants dans la forêt.

Les incendies de forêt qui ont commencé le 29 août continuent de faire rage à la fontaine Firtına Veli dans la vallée de Munzur et au ruisseau Roj dans la vallée de Pülümür et l'incendie de Hozat n'a pas été maîtrisé. Seuls les pompiers de la municipalité de Dersim et la population locale sont intervenus dans l'incendie alors que les flammes se propageaient sur une zone plus large en raison des vents dominants.

BİNGÖL

L'incendie de forêt qui a éclaté le 29 août dans le hameau Xarsak du village de Conag dans le district de Yayladere à Bingöl n'a pas encore été maîtrisé. La population locale a entrepris des efforts pour éteindre l'incendie qui aurait pris naissance à cause d'une ligne à haute tension. Les hélicoptères ont quitté la zone avant que les flammes ne soient éteintes.

Réagissant à la situation, la population locale a continué à lutter contre l'incendie par ses propres moyens. L'incendie se poursuit.

BITLIS

À Bitlis, l'incendie de forêt qui a commencé vers 10 heures hier dans l'Ava Weqfê (aire de repos de Buzlupınar) continue de faire rage. Un agent de la Direction régionale des forêts qui participe aux activités de lutte contre l'incendie a déclaré qu'ils étaient incapables de lutter contre l'incendie. Le même fonctionnaire a souligné qu'il y avait un besoin urgent d'intervention aérienne et a invité la population locale à participer aux efforts de lutte contre les incendies.

Ömer Barin, propriétaire de l'aire de repos de Buzlupınar, a déclaré qu'ils avaient partiellement contrôlé l'incendie qu'ils ont tenté d'éteindre par leurs propres moyens, mais que l'incendie a

éclaté une fois de plus. Barin a appelé à une assistance immédiate.

ŞIRNAK

Les incendies se poursuivent à deux endroits différents dans la province de Şırnak. Aucune intervention n'a été faite par les autorités de l'État pour éteindre l'incendie qui aurait été déclenché par les soldats turcs envahisseurs qui ont mené une opération militaire le 29 août dans la région de Qurta Xanê, dans la région de Besta. Les habitants de la région qui voulaient se rendre dans la région pour éteindre les flammes ont été empêchés par les soldats.

Le feu de forêt dans la région de Girêbestke se poursuit.

L'incendie qui a commencé à la suite d'un bombardement par hélicoptère turc il y a 5 jours dans la zone forestière du village de Mêhrîna, dans la région de Besta, se serait éteint de lui-même.

La Turquie condamnée pour atteinte à la liberté d'expression d'un imam par la Cour européenne des droits de l'homme

La justice turque estime que deux de ses publications sur Facebook font « la propagande du PKK », le Parti des travailleurs du Kurdistan, qualifié de « terroriste » par Ankara.

La Turquie, régulièrement mise à l'index par la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH), a de nouveau été tançée, mardi 31 août, par le bras judiciaire du Conseil de l'Europe, pour avoir condamné un imam en raison de ses publications sur Facebook.

Le requérant, Resur Uçdag, a été condamné pénalement en 2016 pour propagande en faveur d'une organisation « terroriste » en raison de deux

publications faites sur son compte. Le tribunal de Diyarbakir (sud-est de la Turquie) a estimé que « certaines publications qu'il avait faites en 2015 et 2016 faisaient la propagande du PKK », le Parti des travailleurs du Kurdistan, une organisation qualifiée de « terroriste » par Ankara.

Parmi les publications incriminées se trouvaient deux photos partagées originellement par deux autres utilisateurs Facebook.

Mais la CEDH « estime que les décisions des juridictions internes n'apportent pas une explication suffisante des raisons pour lesquelles les contenus incriminés devaient être inter-

prétés comme glorifiant, légitimant et encourageant les méthodes de contrainte, de violence et de menace employées par le PKK dans le contexte de leur publication ».

5 000 euros pour dommage moral

La CEDH juge donc « qu'en condamnant M. Uçdag (...), les autorités nationales n'ont pas effectué une mise en balance adéquate et conforme aux critères établis par sa jurisprudence entre le droit de l'intéressé à la liberté d'expression et les buts légitimes poursuivis ».

Pour la Cour européenne, la Turquie a ainsi violé l'article 10

de la Convention européenne des droits de l'homme, relatif à la liberté d'expression.

En outre, la Cour constitutionnelle turque a effectué une « interprétation particulièrement stricte » du délai de recours individuel, relève la CEDH. Cela « a restreint de façon disproportionnée le droit du requérant à voir son recours individuel examiné au fond ». L'instance européenne conclut donc qu'il y a eu aussi « violation de l'article 6.1 de la convention » (droit d'accès à un tribunal).

La Turquie est condamnée à verser à M. Uçdag 5 000 euros pour dommage moral et 1 736 euros pour les frais liés à la procédure.

As U.S. completes Afghan withdrawal, American allies in Syria watch warily

As U.S. forces withdrew from Afghanistan, precipitating the chaotic collapse of its government, another American ally watched warily and hoped that its fate will be different.

The painful memories of an earlier American military drawdown are still fresh for the Kurdish-led Syrian Democratic Forces in northeastern Syria.

President Donald Trump blindsided his generals three years ago by announcing a withdrawal of the 2,000 U.S. troops allied with the SDF in fighting the Islamic State. Though he was later persuaded not to remove the entire force, he did cut it by more than half the following year and, in doing so, cleared the way for the SDF's adversary, Turkey, to invade part of the territory.

The American move was widely criticized as a betrayal of the Kurds, who had lost thousands of fighters during the campaign against the Islamic State.

"The impact of that will last forever," Gen. Mazloum Kobane Abdi, the SDF's top commander and Washington's strongest ally in Syria, said in a rare interview.

About 900 American troops remain stationed in an expanse of northeastern Syria that lies outside Syrian government control. They are part of the ongoing fight against the Islamist militants, who are estimated by the U.S.-led military coalition to number between 8,000 and 16,000 in Syria and Iraq.

In recent months, the Biden

administration has sought to reassure Mazloum and others in the SDF, sending Gen. Kenneth F. McKenzie, who heads U.S. Central Command, and Joey Hood, acting assistant secretary of state for Near Eastern affairs, to the region to talk with them, officials said. The administration has stressed that the partnership with the SDF remains strong and that American troops will not be leaving any time soon, according to SDF and U.S. officials.

Mazloum, who goes by a nom de guerre, struck a cautious but optimistic tone about the future of the U.S. presence here. Describing an improved relationship with Washington in the seven months since President Biden took office, the general said that he expected relative stability to prevail in northeastern Syria "if America keeps its promises."

"We feel now that we have stronger political and military support, more than we had from the previous administration," said Mazloum, who was dressed in green and brown fatigues during the interview at a military base earlier this month. "After these pullouts, there were U.S. officials who came to tell us that there will be no changes in Syria."

U.S. officials describe Mazloum as a steady hand and trusted ally in the fight against the Islamic State. The U.S.-led coalition continues to provide intelligence and carry out airstrikes to support SDF efforts to roll up sleeper cells and target the militant group's surviving leadership. The coalition also works with the SDF to patrol local oil fields.

The balance of power in Syria's multisided conflict depends on the American presence. Where U.S. troops retreat, American officials see an opening for the Syrian military or forces from Russia or Turkey to advance. Some U.S. officials have stressed that the

American deployment precludes Iranian forces from establishing a "land bridge" that would allow them to more easily supply weapons to their Hezbollah allies in Lebanon.

"It's about keeping a balance," said one senior official, speaking on condition of anonymity because he was not authorized to speak with the media.

The partial American withdrawal in 2019 redrew the map of northeast Syria, ceding some territory once patrolled by U.S. forces to a Turkish-backed Syrian militia force and in other places to the Syrian army and its Russian backers.

The American pullback came after Trump gave Turkish President Recep Tayyip Erdogan a green light to send his military deeper into Syria in a bid to clear the area of the SDF. The Turkish government considers that Kurdish-led force to be an affiliate of the militant Kurdistan Workers' Party, a separatist group inside Turkey that Ankara calls terrorists. Nearly 200,000 civilians who had been living in Syrian areas under SDF control scrambled for safety.

Although the front lines between SDF and Turkish-backed forces are largely quiet for now, cross-border violence can still flare. Earlier this month, shelling blamed on Turkey or its local allied force struck a home in the town of Ain Issa, killing four members of a family, according to doctors and relatives. In her hospital bed last week, Khitam Hilal, one of the survivors, swam between moments of sedated haze and painful clarity.

"They killed my husband," she said, eyes fixed on the ceiling and full of tears. "What did we do to them?"

Separately, U.S. forces and Iranian-backed groups have recently clashed around military installations in northeast

Syria. Biden ordered airstrikes on militia groups here in late June, sparking a fresh cycle of reciprocal violence, with militiamen firing at a facility housing U.S. troops and American forces responding with artillery fire.

"We don't want our area to become an area of conflict between parties. We call on the other sides not to do these things and escalate," Mazloum said.

He warned that the Islamic State also remains a threat. In particular, he raised concerns about the security of detention centers holding captured militants. "We have more than 11,000 fighters in these prisons, and the people who are guarding them need to be trained better to deal with them," the general said, leaning forward as if to underscore the point.

"Sometimes we have riots and people could escape. We need to make sure they're in safe hands," he said.

While British funding has paid to expand a facility in Hasakah, most of the makeshift prison facilities across the region are packed and conditions are poor.

"These people are living in schools and other buildings. The facilities are temporary. They're not safe," Mazloum said.

Especially pressing is the fate of children who were captured during the battles against the Islamic State and are now held in these detention centers. Many are traumatized. Some have been radicalized. There is only one rehabilitation center in northeast Syria. The SDF, Mazloum said, is calling for foreign help in building at least 12 more.

"There is international support, but it is very slow — and we need it to be very fast," he said.

"We are facing problems and we need major support here. We need people to speak up."

The Kurdish-led authority that administers the region has also been urging foreign governments to repatriate thousands of their citizens — foreign fighters and their families — who were captured during the war and now languish in prisons and displacement camps in northeastern Syria.

The sprawling and often febrile al-Hol camp, housing tens of thousands of the militants' relatives, poses one of the biggest challenges. Hard-liners in the camp have murdered other detainees who have tried to distance themselves from the Islamic State. Some of the women in the camp have become the focus of online fundraising efforts by Islamic State sympathizers.

Across northeastern Syria, few believe that U.S. forces will remain indefinitely. After 10 years of war and thousands of troops killed, the SDF and the local authority insist that the resolution of the wider Syrian conflict must include a political settlement recognizing the rights of the region's predominantly Kurdish population. In recent years, it has gained a measure of long-sought autonomy from the Syrian government.

When asked how he saw the next few years unfolding, Mazloum smiled and picked his words carefully.

"I know that the United States wants their troops here to fight the terrorists, but they need to stay until there is a solution for the Syrian crisis. If we can make this happen. Then the future will be positive in a way," he said.

Does he think America will?

Mustafa al-Ali in Hasakah and John Hudson in Washington contributed to this report.



Washington Kurdish Institute

31 Aout 2021

Kurdistan's Weekly Brief August 31, 2021

Iran

Hundreds of Iranians, including community leaders, addressed a petition to Iran's Supreme Leader Ali Khamenei that demanded Kurdish activist Haider Qurbani's death sentence be overturned. Simultaneously, Iranian Kurds launched a social media campaign called "Save Haider Qurbani." The Iranian regime sentenced Qurbani to death in 2020, but Amnesty International and several local rights groups claimed his trial was unfair because his confession was coerced through the use of torture.

Iranian authorities released six Kurds on bail after they were detained for four months on charges of aiding Kurdish parties. That said, Iranian intelligence officers (Ettela'at) arrested more activists last week, including Mohammed Rasaie in Marivan, Yassen Awar, Shirzad Mamandi, and Haider Aliriza in Oshnavieh (Shinno), Suliman Guli in Divandareh (Diwandara), Haider Khezry in Piranshahr, and two female teenagers in Javanrud, Sonia Karimi and Parya Fathi, who were later released.

An Islamic Revolutionary Guard Corps (IRGC) member died two days after being shot by unknown gunmen in Mahabad. A Kurdish group known as the Zagros Eagles, who first took up arms in 2015, claimed responsibility on Saturday. Furthermore, the Hengaw Organization for Human Rights asserted the IRGC targeted Kurdish groups with artillery fire near Shaho Mountain between Kamyaran and Sarvabad (Sawlaw). Finally, Iranian border guards injured a Kurdish border porter (kolbar) named Maroof Adawie in the Hawraman region last Tuesday.

Iraq

French President Emanuel Ma-

cron visited Iraqi Kurdistan and met with several Kurdish officials, including President Nechirvan Barzani and Prime Minister Masrour Barzani, on Sunday after participating in the "Baghdad Conference for Cooperation and Partnership." Macron thanked Iraq's Kurds for their ongoing role in the fight against terrorism and addressed Iraq's upcoming elections, efforts to improve French-Iraqi relations, regional issues, and improved cooperation between France and the Kurdistan Regional Government (KRG). Macron also visited Mosul where he reiterated France's support for the Iraqi people.

US Consul General Robert Palladino attended a press conference in Erbil on Monday and addressed concerns raised by the US pullout of Afghanistan in saying, "As we watched the situation in Afghanistan, I recognized that people are concerned about the United States presence in Iraq and the Kurdistan region. Many have asked, will the United States stay in Iraq? And the Kurdistan region? Or will it leave?" Palladino then added, "The United States is staying in Iraq, including the Kurdistan region. We are on this journey with you for the long haul."

Turkey continued its invasion of Iraqi Kurdistan, which it still claims is meant to neutralize the Kurdistan Workers' Party, by carrying out several airstrikes in Dohuk Governorate's Amedi District, Mangesh sub-district, and Metina. Turkey's offensive has now killed dozens of civilians, displaced thousands more, and is likely to result in a permanent Turkish military presence in Iraq's Kurdish region.

A source from the Dibis District police force in Kirkuk Governorate announced the seizure of a truck carrying Katyusha rockets on August 25. Earlier that day, at least

three mortars struck a village in Erbil Governorate's Qushtapa sub-district but caused no reported damage or casualties. A Peshmerga commander accused Iraqi forces of negligence and failing to coordinate with the Peshmerga. ISIS (Da'esh) remains active in the "Disputed Territories" and carries out indirect fire attacks, ambushes, kidnappings, and operations targeting electrical infrastructure.

Syria

Turkey and its Islamist proxies continued to disregard civilian lives by launching more indirect fire attacks on locations in Syrian Democratic Forces (SDF)-controlled territory, including several predominantly Christian villages west of Tal Tamer and two villages near Ain Essa. Additional shelling struck areas inhabited by Kurds displaced from Afrin near Tal Rifaat and as Shahba.

The SDF announced the arrest of 20 Da'esh terrorists in Deir Ez Zor Governorate's Abu Khashab and Diban and claimed two of the arrested were "responsible for assassinations and targeting security and military checkpoints." Despite the recent SDF successes, however, a Da'esh ambush killed two SDF personnel and wounded three more near Jadeed Ekedat on Sunday.

The Assad regime filed a memorandum demanding the Swiss government reconsider its decision to open an office in Geneva for the Autonomous Administration of North and East Syria (AANES), which Syria's Ministry of Foreign Affairs and Expatriates refers to as an "illegitimate entity." The AANES representative to Geneva, Hikmat Ibrahim, responded by saying, "This exclusionary mentality dragged the country to what it is now." Though Syrian Kurds have welco-

med Bashar al Assad's recent remarks hinting at a decentralized system in Syria, no progress has been made regarding the implementation of such an arrangement so far.

Turkey

Imprisoned Kurdish politician Selahattin Demirtas addressed the Turkish government's ongoing failure to suppress forest fires in the predominantly Kurdish province of Dersim (Tunceli) on Sunday. "Most of the forests in that area are deliberately set on fire and no one is allowed to interfere. This is a deliberate and official policy that has been going on for decades," said Demirtas.

The Constitutional Court of Turkey is expected to rule on the Peoples' Democratic Party's (HDP) request for additional time to prepare its defense against the Turkish government's closure case on September 2. Meanwhile, the HDP continued to hold rallies in communities throughout Turkey and met with several NGOs in Gaziantep to discuss the Turkish government's crackdown on the party. On another note, Turkish authorities arrested the former Kurdish mayor of Sirnak, Serhat Kadirhan, who is now facing a 22-year sentence for "membership of a terrorist organization."

Republican People's Party (CHP) lawmaker Gülizar Biçer released a report divulging Turkish President Recep Tayyip Erdogan has filed 38,581 lawsuits against people for "insulting the president" from 2014-2020. Erdogan has instituted authoritarianism in Turkey and consistently displayed hostility towards democratic norms since his Justice and Development Party (AKP) came to power in 2002.

As U.S. completes Afghan withdrawal, American allies in Syria watch warily

HASAKAH, Syria — As U.S. forces withdrew from Afghanistan, precipitating the chaotic collapse of its government, another American ally watched warily and hoped that its fate will be different.

The painful memories of an earlier American military draw-down are still fresh for the Kurdish-led Syrian Democratic Forces in northeastern Syria.

President Donald Trump blindsided his generals three years ago by announcing a withdrawal of the 2,000 U.S. troops allied with the SDF in fighting the Islamic State. Though he was later persuaded not to remove the entire force, he did cut it by more than half the following year and, in doing so, cleared the way for the SDF's adversary, Turkey, to invade part of the territory.

The American move was widely criticized as a betrayal of the Kurds, who had lost thousands of fighters during the campaign against the Islamic State.

"The impact of that will last forever," Gen. Mazloum Kobane Abdi, the SDF's top commander and Washington's strongest ally in Syria, said in a rare interview.

About 900 American troops remain stationed in an expanse of northeastern Syria that lies outside Syrian government control. They are part of the ongoing fight against the Islamist militants, who are estimated by the U.S.-led military coalition to number between 8,000 and 16,000 in Syria and Iraq.

In recent months, the Biden administration has sought to



Gen. Mazloum Kobane Abdi, 54, the top commander of the Syrian Democratic Forces, poses for a portrait Aug. 6 at a base in northeast Syria. (Photo for The Washington Post)

reassure Mazloum and others in the SDF, sending Gen. Kenneth F. McKenzie, who heads U.S. Central Command, and Joey Hood, acting assistant secretary of state for Near Eastern affairs, to the region to talk with them, officials said. The administration has stressed that the partnership with the SDF remains strong and that American troops will not be leaving any time soon, according to SDF and U.S. officials.



Burn-off and smoke from makeshift oil refineries fills the skies in the northeast region of Syria in August. The SDF partners with the coalition to patrol the oil fields. (Nicole Tung for The Washington Post)

support, more than we had from the previous administration," said Mazloum, who was dressed in green and brown fatigues during the interview at a military base earlier this month. "After these pullouts, there were U.S. officials who came to tell us that there will be no changes in Syria."

U.S. officials describe Mazloum as a steady hand and trusted ally in the fight against the Islamic State. The U.S.-led coalition continues to provide intelligence and carry out airstrikes to support SDF efforts to roll up sleeper cells and target the militant group's surviving leadership. The coalition also works with the SDF to patrol local oil fields.

The balance of power in Syria's multisided conflict depends on the American presence. Where U.S. troops retreat, American officials see an opening for the Syrian military or forces from Russia or Turkey to advance. Some U.S. officials have stressed that the American deployment precludes Iranian forces from establishing a "land bridge" that would allow them to more easily supply weapons to their Hezbollah allies in Lebanon. "It's about keeping a balance," said one senior official, speaking on condition of anonymity because he was not authorized to speak with the media.

The partial American withdrawal in 2019 redrew the map of northeast Syria, ceding some territory once patrolled by U.S. forces to a Turkish-backed Syrian militia force and in other places to the Syrian army and its Russian backers.

The American pullback came after Trump gave Turkish President Recep Tayyip Erdogan a green light to send his military deeper into Syria in a bid to clear the area of the SDF. The Turkish government considers that Kurdish-led force to be an affiliate of the militant Kurdistan Workers' Party, a separatist group inside Turkey that Ankara calls terrorists. Nearly 200,000 civilians who had been living in Syrian areas under SDF control scrambled for safety.

Although the front lines between SDF and Turkish-backed forces are largely quiet for now, cross-border violence can still flare. Earlier this month, shelling blamed on Turkey or its local allied force struck a home in the town of Ain Issa, killing four members of a family, according to doctors and relatives. In her hospital bed last week, Khitam Hilal, one of the survivors, swam between moments of sedated haze and painful clarity.

"They killed my husband," she said, eyes fixed on the ceiling and full of tears. "What did we do to them?"

Separately, U.S. forces and Iranian-backed groups have recently clashed around military installations in northeast Syria. Biden ordered airstrikes on militia groups here in late June, sparking a fresh cycle of reciprocal violence, with militiamen firing at a facility housing U.S. troops and American forces responding with artillery fire.

"We don't want our area to become an area of conflict between parties. We call on the other sides not to do these things and escalate," Mazloum said.

He warned that the Islamic State also remains a threat. In particular, he raised concerns about the security of detention centers holding captured mili-



Sunduz Hilal, 1, is seen in the ICU at the National Hospital in Raqqa. Sunduz and her mother, Khitan, were injured in the shelling attack in Ain Issa, which killed four other family members. (Nicole Tung for The Washington Post)

tants. "We have more than 11,000 fighters in these prisons, and the people who are guarding them need to be trained better to deal with them," the general said, leaning forward as if to underscore the point.

"Sometimes we have riots and people could escape. We need to make sure they're in safe hands," he said.

While British funding has paid



Members of the Hilal family gather Aug. 5 near Khitan Hilal's hospital bed at the National Hospital in Raqqa as she recovers from injuries suffered during a shelling attack blamed on Turkey or its local allied force. (Nicole Tung for The Washington Post)

to expand a facility in Hasakah, most of the makeshift prison facilities across the region are packed and conditions are poor.

"These people are living in

schools and other buildings. The facilities are temporary. They're not safe," Mazloum said.

Especially pressing is the fate of children who were captured during the battles against the Islamic State and are now held in these detention centers. Many are traumatized. Some have been radicalized. There is only one rehabilitation center in northeast Syria. The SDF, Mazloum said, is calling for for-

eign help in building at least 12 more.

"There is international support, but it is very slow — and we need it to be very fast," he said. "We are facing problems and

we need major support here. We need people to speak up."

The Kurdish-led authority that administers the region has also been urging foreign governments to repatriate thousands of their citizens — foreign fighters and their families — who were captured during the war and now languish in prisons and displacement camps in northeastern Syria.

The sprawling and often febrile [al-Hol camp](#), housing tens of thousands of the militants' relatives, poses one of the biggest challenges. Hard-liners in the camp have murdered other detainees who have tried to distance themselves from the Islamic State. Some of the women in the camp have become the focus of online fundraising efforts by Islamic State sympathizers.

Across northeastern Syria, few believe that U.S. forces will remain indefinitely. After 10 years of war and thousands of troops killed, the SDF and the local authority insist that the resolution of the wider Syrian conflict must include a political settlement recognizing the rights of the region's predominantly Kurdish population. In recent years, it has gained a measure of long-sought autonomy from the Syrian government.

When asked how he saw the next few years unfolding, Mazloum smiled and picked his words carefully.

"I know that the United States wants their troops here to fight the terrorists, but they need to stay until there is a solution for the Syrian crisis. If we can make this happen. Then the future will be positive in a way," he said.

Does he think America will?

Mustafa al-Ali in Hasakah and John Hudson in Washington contributed to this report.